



Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde ASBL

Comitee voor de Opheffing van de Derde Wereld Schuld VZW

Programme 2008 – 2010

**Impulser des alternatives à la dette
centrées sur les droits fondamentaux
pour un développement humain socialement juste et
écologiquement soutenable**

Avril 2007

TABLE DES MATIERES

Partie générale **4**

1.	PRESENTATION GENERALE DE L'ONG	4
1.1.	<i>PRESENTATION ADMINISTRATIVE</i>	4
1.2.	<i>VISION ET MISSION DE L'ONG</i>	4
1.3.	<i>HISTORIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES INTERNES</i>	5
1.4.	<i>STRUCTURES ORGANISATIONNELLES. ORGANIGRAMME DU CADTM-BELGIQUE</i>	6
1.4.1.	<i>L'Assemblée Générale</i>	6
1.4.2.	<i>Le Conseil d'Administration</i>	7
1.4.3.	<i>Le Groupe National de Coordination (GNC)</i>	7
1.4.4.	<i>L'Observatoire International de la Dette (OID)</i>	7
1.4.5.	<i>Les Membres</i>	8
1.4.6.	<i>Les groupes locaux</i>	8
1.4.7.	<i>Le groupe thématique Droit</i>	9
1.4.8.	<i>Les Réseaux et organisations dont le CADTM est membre</i>	10
1.4.9.	<i>Les bénévoles</i>	10
1.4.10.	<i>Les stagiaires</i>	10
1.5.	<i>ORGANIGRAMME DU CADTM INTERNATIONAL</i>	11
1.6.	<i>TABLEAU RECAPITULATIF DU PERSONNEL PERMANENT DU CADTM</i>	13
1.7.	<i>RESPONSABILITES</i>	14
2.	THEMES PRINCIPAUX ET PRIORITES DU PROGRAMME	14
2.1.	<i>EVOLUTION DU NOUVEAU PROGRAMME PAR RAPPORT AU PRECEDENT</i>	14
2.2.	<i>DESCRIPTION DES THEMES PRINCIPAUX</i>	22
2.3.	<i>PERTINENCE ET DEVELOPPEMENT DU PROGRAMME</i>	28
2.4.	<i>PRIORITES ET JUSTIFICATION DU PROGRAMME</i>	29
2.5.	<i>SITUATION AU SEIN DE LA POLITIQUE GLOBALE DE L'ONG</i>	30
3.	STRATEGIE ET METHODE DE TRAVAIL	30
3.1.	<i>STRATEGIE GENERALE ET PRESENTATION DES TYPES D'ACTIVITES</i>	30
3.2.	<i>COHERENCE ENTRE LES DIFFERENTS TYPES D'ACTIVITES PROPOSES</i>	33
3.3.	<i>APERÇU SYNTHETIQUE DES ACTIVITES DU CADTM</i>	33
3.4.	<i>DELIMITATION DES ACTIONS</i>	34
3.5.	<i>CALENDRIER GENERAL D'INTERVENTION DU CADTM</i>	34
3.6.	<i>CADRE LOGIQUE PROGRAMME TRIENNAL CADTM 2008-2010</i>	34
3.7.	<i>METHODE DE SUIVI</i>	34
3.8.	<i>METHODE D'EVALUATION</i>	34
4.	PLAN FINANCIER INDICATIF	36
4.1.	<i>BUDGET INDICATIF GLOBAL</i>	36
4.2.	<i>SITUATION DU BUDGET INDICATIF DE CE PROGRAMME A L'INTERIEUR DU BUDGET GLOBAL DE L'ONG PREVU POUR LES 3 PROCHAINES ANNEES</i>	38
4.3.	<i>PROGRAMME TRIENNAL ET COLLABORATION AVEC D'AUTRES DONATEURS</i>	38

Education **39**

1.	EXPERIENCE DE L'ONG EN MATIERE D'EDUCATION	39
2.	OBJECTIF DU VOLET EDUCATION AU SEIN DU PROGRAMME	39

2.1.	<i>OBJECTIF DE CE VOLET</i>	39
2.2.	<i>PERTINENCE AU DEVELOPPEMENT DE CET OBJECTIF</i>	41
2.3.	<i>COHERENCE AVEC LES THEMES PRINCIPAUX DU PROGRAMME</i>	42
2.4.	<i>SITUATION DE CE VOLET AU SEIN DU TRAVAIL GENERAL D'EDUCATION MENEES PAR L'ONG</i>	43
3.	CRITERES DE CHOIX, PRIORITES ET FACTEURS CONCEPTUELS DETERMINANTS	43
3.1.	<i>DELIMITATION THEMATIQUE OU SECTORIELLE</i>	43
3.2.	<i>CHOIX DU GROUPE CIBLE</i>	44
4.	STRATEGIE ET METHODOLOGIE	44
4.1.	<i>STRATEGIES THEMATIQUES ET SECTORIELLES</i>	44
4.2.	<i>METHODE DE PRISE DE CONTACT AVEC LE GROUPE CIBLE</i>	49
4.3.	<i>METHODES D'IDENTIFICATION, D'EVALUATION ET DE SUIVI</i>	49
4.4.	<i>COMPLEMENTARITE ET SYNERGIES AVEC D'AUTRES ACTEURS</i>	50
4.5.	<i>IMPACT ET DURABILITE</i>	50
	<i>Offre de service</i>	52

1.	EXPERIENCE DU CADTM EN MATIERE D'OFFRE DE SERVICE	52
1.1.	<i>REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT L'EVOLUTION DES ACTIONS EN OFFRE DE SERVICE POUR LE PA 2008-2010</i>	52
1.2.	<i>APPUI METHODOLOGIQUE</i>	53
1.3.	<i>FORMATIONS</i>	54
2.	OBJECTIF DU VOLET OFFRE DE SERVICE AU SEIN DE CE PROGRAMME	56
2.1.	<i>OBJECTIF DE CE VOLET</i>	56
2.2.	<i>PERTINENCE AU DEVELOPPEMENT DE CET OBJECTIF</i>	61
2.3.	<i>COHERENCE AVEC LES THEMES PRINCIPAUX DU PROGRAMME</i>	62
2.4.	<i>SITUATION DE CE VOLET AU SEIN DE LA POLITIQUE GENERALE DE L'OFFRE DE SERVICES MENEES PAR L'ONG</i>	63
3.	CRITERES DE CHOIX, PRIORITES ET FACTEURS CONTEXTUELS DETERMINANTS	63
3.1.	<i>DELIMITATION THEMATIQUE ET SECTORIELLE</i>	63
3.2.	<i>CHOIX DU GROUPE-CIBLE</i>	64
4.	STRATEGIE ET METHODOLOGIE	68
4.1.	<i>STRATEGIE THEMATIQUE ET SECTORIELLE</i>	68
4.2.	<i>METHODE D'IDENTIFICATION, DE COLLABORATION ET DE RETOUR D'INFORMATIONS AVEC/VERS LE SECTEUR ONG ET LES PARTENAIRES</i>	68
4.3.	<i>METHODES D'EVALUATION ET SUIVI</i>	69
4.4.	<i>COMPLEMENTARITE ET SYNERGIES AVEC D'AUTRES ACTEURS</i>	69
4.5.	<i>IMPACT ET DURABILITE</i>	70

	CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME TRIENNAL 2008 – 2010	71
--	--	-----------

ANNEXES : RAPPORT D'EVALUATION DU PROGRAMME QUINQUENNAL 2003-2007

Partie générale

1. Présentation générale de l'ONG

1.1. *Présentation administrative*

Nom : CADTM/CODEWES ASBL/VZW

Siège social : 149, Montagne Ste-Walburge, 4000 Liège

Secrétariat et siège d'activité : 345, avenue de l'Observatoire, 4000 Liège

Tel. : 04/226.62.85

E-Mail: international@cadtm.org

Site web : <http://www.cadtm.org>

Président : Eric Toussaint

Personnes de contact :

Denise Comanne (Tel. : 04/226.62.85 Email: denise.comanne@cadtm.org)

Eric Toussaint (Tel. : 04/253.24.86 ou 0486 74 47 52 Email : international@cadtm.org)

Olivier Bonfond (Tel. : 04 342.08 28 ou 0494.47.28.03 email : olivier@cadtm.org)

Comptes bancaires : Education 001 - 3178399-76 ; Offre de Services : 001-3178395-72

Date de l'agrément : nouvel agrément le 28 novembre 1997

Intitulé du programme 2008 - 2010 : « Impulser des alternatives à la dette centrées sur les droits fondamentaux pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable »

1.2. *Vision et mission de l'ONG*

Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) a pour objet “ *d'améliorer l'information et la formation sur les problèmes de développement et en particulier dans le cadre des relations 'Nord-Sud' ; de prendre toutes initiatives, d'organiser toutes actions, de diffuser toutes informations et de réaliser tous projets de nature à favoriser la solidarité internationale entre citoyennes et citoyens du monde qu'ils vivent au nord ou au sud, à l'est ou à l'ouest ; de favoriser l'émergence d'un monde plus juste dans le respect de la souveraineté des peuples, de la justice sociale, de l'égalité entre les hommes, et entre ceux-ci et les femmes.* ” (Moniteur, 6 février 1992).

Le CADTM est une ONG belge située au centre d'un réseau international qui milite pour des alternatives de développement visant le respect des libertés et des droits humains fondamentaux. De l'origine jusqu'à aujourd'hui, le CADTM est une ONG pluraliste constituée de personnes morales et de personnes physiques. Son ancrage sociétal: mouvement syndical, mouvements sociaux, mouvements d'éducation permanente, comités de solidarité internationale et ONG de développement.

L'angle d'attaque du CADTM est la dette du Tiers Monde, avec comme objectif d'annuler la dette extérieure publique du Tiers Monde et d'ensuite briser la spirale infernale de l'endettement par l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement durables. L'annulation de la dette ne constitue donc pas la solution miracle pour le CADTM ; il s'agit d'une condition nécessaire mais non suffisante pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable.

Suivant cet objectif de développement humain, le CADTM se fixe six missions majeures :

- Apporter une analyse approfondie des origines et des conséquences de la dette du Tiers Monde et de la possibilité technique et politique de son annulation ;

- Elaborer des alternatives de financement, non génératrices de dette, pour un développement humain socialement juste et respectueux de l'environnement
- Proposer une nouvelle architecture institutionnelle et financière internationale ;
- Agir pour la garantie universelle des droits fondamentaux ;
- Renforcer les mouvements sociaux et les réseaux citoyens aux niveaux national, européen et international et interpeller les représentants politiques à chacun de ces niveaux ;
- Renforcer la solidarité internationale.

1.3. *Historique et renforcement des capacités internes*

Le CADTM a été fondé à Bruxelles le 15 mars 1990 par des personnes morales (CGSP Limbourg, CETRI, CEAL, SSF, CNAPD, etc.) et des individus (parlementaires, artistes, journalistes...), sur la base de « l'appel de la Bastille », lancé en 1989 par l'écrivain Gilles Perrault et le chanteur Renaud Séchan. Le CADTM est devenu une ASBL en 1991.

Réalisant un travail d'éducation populaire en Belgique, le CADTM a mené de nombreuses campagnes¹, seul ou en partenariat avec d'autres organisations, pour élargir la sensibilisation et la mobilisation du grand public pour des relations Nord-Sud plus équitables. Dès sa création, il a également participé à l'organisation de manifestations internationales à l'occasion des réunions du G7, des Nations unies ou des institutions financières internationales (Sommet de Madrid « Les autres voix de la planète », en 1994, à Lyon en 1996, etc.). Il est également partie prenante de la dynamique des forums sociaux (Belgique, Europe, monde) et participe, à travers le réseau international CADTM, au conseil international du FSM et à la coordination internationale des mouvements sociaux.

Avec la naissance du CADTM Togo, en 1998, l'association initialement implantée en Belgique, commence un développement international qui s'est étendu entre 1999 et 2002 en France, Suisse, Sénégal, Mali, Bénin et Venezuela. Au cours du programme quinquennal 2003-2007, le réseau international CADTM s'est encore développé, avec l'adhésion de nombreux mouvements du Sud sous leur nom propre (Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, RDC, Congo Brazzaville, Angola, Inde, Maroc, Tunisie, Equateur, Colombie, Syrie, Haïti, etc.). Le réseau CADTM est aujourd'hui un des principaux réseaux internationaux sur la dette et le développement. L'association a par ailleurs mis en place en 2005 un Observatoire international de la dette (doté d'un site internet propre www.oid-ido.org) dans lequel s'est intégré son réseau scientifique international rassemblant chercheurs et universitaires. Elle est elle-même membre de collectifs, d'organisations ou de réseaux belges ou internationaux (ACODEV, CNCND et son équivalent flamand, ATTAC Belgique, Forum Social Mondial, Forum Social Européen, Forum Social de Belgique, etc.)

Renforcement des capacités internes

Depuis 1994, le CADTM, qui travaillait jusque là sans permanents, reçoit des subventions de la Coopération internationale belge pour le volet d'éducation au développement. Cela a permis au CADTM de se professionnaliser et de renforcer sa capacité d'organisation et de sensibilisation.

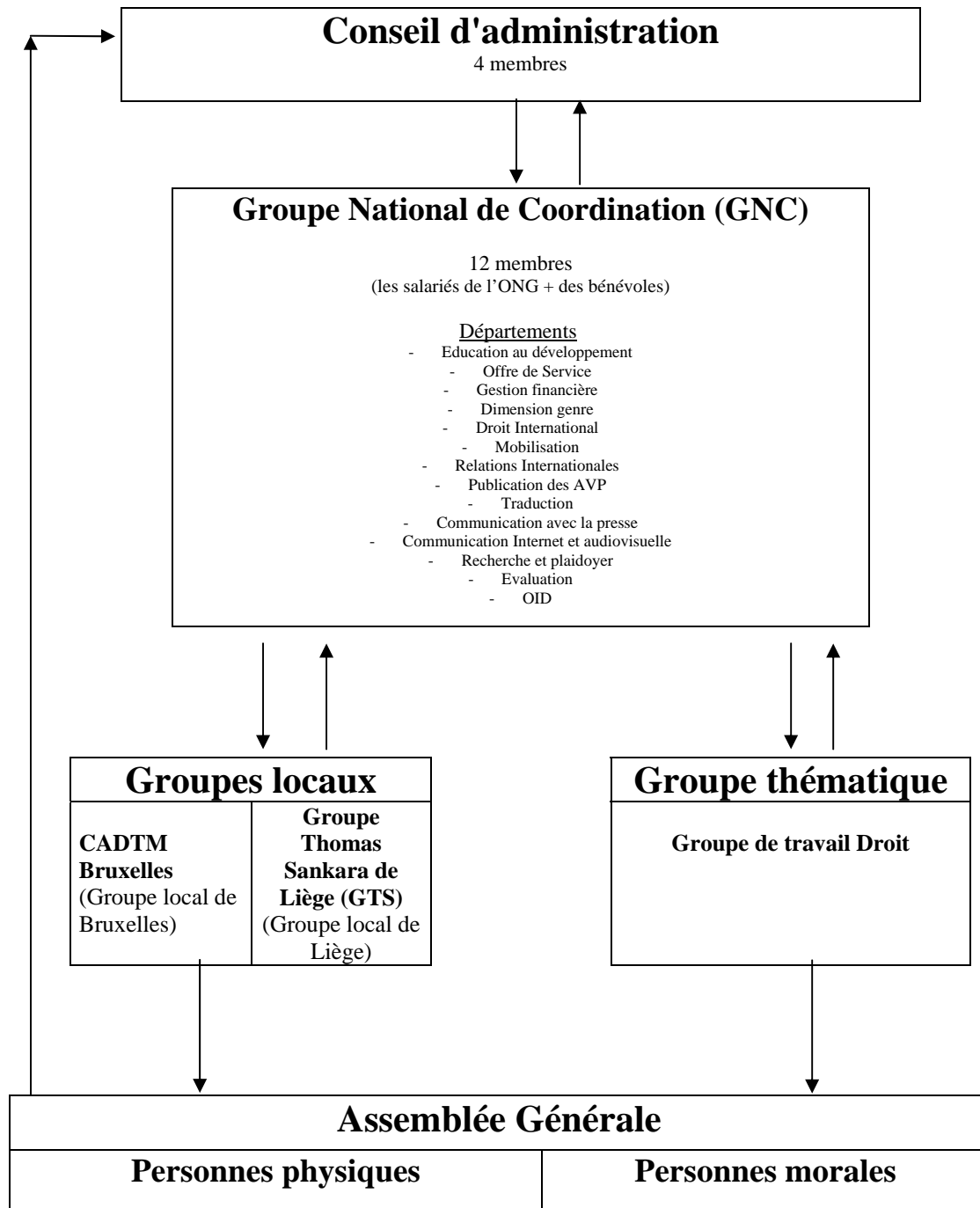
Au cours des deux programmes stratégiques 1998-2002 et 2003-2007, le CADTM a renforcé ses moyens humains et financiers en Belgique et est passé de 2 ETP en 1998 à 4 ETP en 2003 et à 5 ETP en 2007.

Le CADTM a progressé dans la façon de définir ses objectifs, de les prioriser, de les hiérarchiser et de les articuler entre eux. Cette avancée résulte de l'évolution du contexte (progression du débat autour de l'annulation de la dette), de l'adoption d'un système d'évaluation permanente, de l'accumulation

¹ Campagnes : « Dette du Tiers Monde : bombe à retardement » ; « Dette du Tiers Monde au temps du Choléra » ; « Quand 40 000 enfants meurent chaque jour, il n'y a pas une minute à perdre » ; « Dette du Tiers Monde : nécessaire solidarité entre les peuples » ; « Banque mondiale / FMI / Organisation mondiale du Commerce : ça suffit ! » ; « Du Nord au Sud : l'endettement dans tous ses Etats » ; « La Bourse ou la Vie. Jubilé 2000 : Effacez les dettes » ; « La Bourse ou la Vie. Dette, ajustement et Financement du Développement » ; « Des ressources pour des alternatives en faveur des citoyens et du développement » ; Jubilee 2000 ; « Abolir la dette pour libérer le développement », etc.

d'expériences et de savoir-faire ainsi que de la prise en compte des évaluations et des recommandations de l'administration en charge du suivi du dossier.

1.4. Structures organisationnelles. Organigramme du CADTM-Belgique



1.4.1. L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale (AG) se réunit au moins une fois par an pour discuter de et approuver le bilan moral, le bilan financier et prendre les grandes orientations pour l'avenir. Elle est préparée par le Conseil d'administration (CA) en concertation avec le Groupe National de Coordination (GNC). Le rapport d'évaluation est présenté à l'AG dans l'année de sa parution.

1.4.2. Le Conseil d'Administration

Le CA se réunit 3 fois par an (il est élu par l'AG).

1.4.3. Le Groupe National de Coordination (GNC)

En Belgique, le Groupe National de Coordination se réunit mensuellement. Il est le centre opérationnel de décision et de contrôle de l'exécution des décisions. Il permet d'intégrer des bénévoles dans les mécanismes de décisions (dans le cadre des grandes orientations adoptées en AG) et dans la mise en pratique de celles-ci. Les réunions du GNC sont ouvertes. Au moins une douzaine de personnes y participent. Au moment de la préparation de grandes activités, le nombre de participants au GNC augmente. Tous les membres du GNC communiquent notamment par internet ce qui assure la fluidité et la rapidité des échanges. Les cinq permanents actuels (**+1 si acceptation de notre programme triennal**) ont des contacts réguliers avec les bénévoles responsables et/ou actifs dans les différents départements d'activité. Des réunions *ad hoc* du GNC avec les partenaires du CADTM sont organisées pour préparer et coordonner les campagnes. Cela permet d'assurer la participation des organisations membres du CADTM (qui ne peuvent pas être présentes de manière permanente aux réunions du GNC) mais qui souhaitent en général apporter activement leur concours à la réussite de grandes activités.

1.4.4. L'Observatoire International de la Dette (OID)

La création d'un Observatoire international de la dette figurait comme une des activités importantes à réaliser au cours du programme quinquennal 2003-2007. Après une préparation minutieuse durant les deux premières années du programme quinquennal, l'OID a été créé officiellement en janvier 2005 au 5^e FSM de Porto Alegre (lancement en Belgique le 10 octobre 2005). Après avoir connu une mise en place relativement difficile, notamment due à un manque de moyens humains et financiers², à l'heure actuelle, il fonctionne régulièrement, se stabilise et se développe.

Fruit d'un patient travail de mise en réseau et de consultation réalisé par le CADTM avec l'aide notamment de son réseau scientifique, l'objectif de l'OID est de créer un espace alternatif et pluriel d'analyse et de recherche sur la problématique de la dette. L'Observatoire n'a pas pour objectif de se substituer ou de chapeauter les campagnes nationales et internationales contre la dette mais de les appuyer en mettant à leur disposition des outils d'analyses et des résultats de recherches de haut niveau.

A ce stade de développement, le CADTM a déjà réussi à :

- Assurer une grande diversité (géographique, institutionnelle, disciplines universitaires, etc.) ainsi qu'une grande qualité des membres fondateurs de l'OID³. Signalons ici qu'un membre éminent de l'OID, Alberto Acosta, est devenu ministre de l'Energie du gouvernement de Rafael Correa en Equateur depuis janvier 2007. Cela constitue une augmentation de la crédibilité de l'OID et renforce les perspectives déjà bien présentes, notamment pour le travail en Amérique latine.
- Rassembler des individus et des organisations membres de l'Observatoire dépassant de très loin le réseau international du CADTM.
- Assurer une pluralité des analyses, notamment par la diversité des positionnements politiques sur la question de la dette.
- Mettre en ligne un grand nombre de documents et d'analyses. Comme exprimé dans le rapport d'évaluation du programme quinquennal 2003-2007 (p. 52), ces documents sont « *très complémentaires des informations que le public cible des organisations, campagnes et mouvements – mais aussi du grand public, des médias et/ou des décideurs – est susceptible de trouver sur le site du CADTM. La base de données en ligne des « indicateurs alternatifs » de l'endettement des pays en développement met à disposition des informations originales, pertinentes et actualisées.* »

Bien qu'il gardera dans la prochaine période une importante responsabilité en terme d'animation et de

² Extrait du PA 2006 : « Nous ne pouvons malheureusement pas optimiser le fonctionnement de l'OID en 2006 par manque de moyens financiers ».

³ 55 organisations et 66 personnalités du monde universitaire, militant, juristes, etc. Voir sur le site Internet à l'adresse : http://www.oid-ido.org/oid-ido.php?id_article=7.

coordination, le CADTM Belgique a réussi, par la mise en place des groupes de travail régionaux et thématiques, à renforcer l'ancrage de l'OID dans les PED et à faire en sorte qu'une partie de l'animation repose sur des personnes extérieures au CADTM Belgique :

- Groupe de travail latino-américain coordonné par Jorge Marchini (EDI Argentine) et Victor Isidro (SEPLA Mexique), avec l'aide de Daniel Munevar (Association des économistes de Colombie) et Marlen Sanchez (ANEC Cuba). Ce groupe anime la discussion et l'élaboration sur la Banque du Sud.
- Groupe de travail sur les ratios alternatifs à ceux des institutions de Bretton Woods et de l'OCDE coordonné par Eric Berr (CADTM France – Université de Bordeaux) et François Combarrous (professeur Université de Bordeaux).
- Groupe de travail chargé de l'animation et de la coordination du site internet : Eric Berr (CADTM France – Université de Bordeaux), Jorge Marchini (EDI Argentine), Victor Isidro (SEPLA Mexique), Alex Wilks (Eurodad Belgique) pour la partie anglaise (discussion en cours) et Jérôme Ollier (CADTM Belgique).
- Groupe de travail sur la réalisation d'un rapport annuel de l'OID coordonné par Jorge Marchini (EDI Argentine), Eric Berr (CADTM France – Université de Bordeaux), Iolanda Fresnillo (ODG Barcelone).
- Groupe de travail sur l'audit coordonné par Rodrigo Avila (audit citoyen Brésil), Maria-Lucia Fatorrelli (audit citoyen Brésil).
- Groupe de travail chargé de la création et de l'élargissement de nouveaux groupes de travail coordonné par Alex Wilks (Eurodad Belgique) (discussion en cours).

Remarque relative au Réseau scientifique

Avec une fonction de consultation et de proposition, ce réseau scientifique était constitué de 47 membres dans les pays et régions suivantes : Belgique (11 membres) ; France (7) ; Caraïbe (3) ; Suisse (1) ; Asie-Pacifique (3) ; Amérique du Nord (2) ; Afrique (9) ; Espagne (2) ; Amérique latine (9)
Après avoir fonctionné de 2001 à 2005, le réseau scientifique du CADTM s'est intégré à l'Observatoire International de la Dette en 2005.

1.4.5. Les Membres

Toute personne physique ou personne morale, tant du Nord que du Sud, est membre du CADTM dès qu'elle en exprime le souhait clairement lors de son abonnement ou de son contact avec le CADTM. Le lien entre les membres est établi par la revue du CADTM. Un bulletin CADTM-Info est envoyé aux membres et sympathisants du CADTM. Comme le CADTM est un réseau international, la convocation en AG des membres est réalisée dans chaque pays selon leurs moyens. Le CADTM distingue dans ses statuts deux types de membres : les membres effectifs (personnes physiques ou morales) qui participent aux décisions du CADTM via l'Assemblée générale d'une part ; les membres, qui sont en règle de cotisation mais ne participent pas aux décisions du CADTM, d'autre part. Les membres interviennent dans les groupes locaux et à l'AG dans la détermination des orientations et s'impliquent dans les activités.

1.4.6. Les groupes locaux

a) Le Groupe Thomas Sankara de Liège (GTS)

En mars 2006 à Liège, un groupe de réflexion et d'action travaillant dans le cadre des activités d'éducation du CADTM s'est constitué. Celui-ci a pris le nom de Groupe Thomas Sankara (GTS) suite au FSM de Bamako (janvier 2006) où la création de groupes de jeunes pour l'annulation de la dette a été proposée et stimulée partout où c'était possible en Afrique. Olivier Bonfond, engagé par le CADTM en septembre 2005, a initié cette formule en Belgique. Flexible, ouvert et adapté pour rassembler et structurer les « énergies » bénévoles liégeoises autour des activités du CADTM, ce groupe s'est très rapidement développé. Il est constitué à l'heure actuelle d'une cinquantaine de membres et réunit régulièrement entre 15 et 30 personnes.

Considérant qu'il est fondamental de renforcer la sensibilisation sur la question de la dette en particulier, et le travail du CADTM en général, le GTS a mis dès le départ les thématiques suivantes

au centre de ces préoccupations : sensibilisation sur la dette – rapports Nord/Sud – alternatives – écologie – lien entre global et local – travail en direction de la jeunesse. Plus généralement, les quatre grands objectifs du GTS sont : se rencontrer – échanger des informations - se former – agir.

Après avoir réalisé un travail considérable pour instaurer une dynamique collective, le Groupe Thomas Sankara se structure et les perspectives de développement sont très bonnes. Conséquence de cette stabilisation/renforcement, plusieurs groupes de travail avec des objectifs et projets concrets à court et moyen terme ont été créés.⁴

b) Le Groupe CADTM Bruxelles

La création du groupe CADTM BXL en novembre 2006 est la conséquence directe du rayonnement du CADTM en région bruxelloise. Via son site Internet, ses diverses publications et l'ensemble de ses activités d'éducation au développement, le CADTM s'est constitué une véritable assise en région bruxelloise. Afin de pouvoir soutenir plus activement le CADTM et à la demande de contacts bruxellois acquis depuis un certain temps déjà aux revendications du CADTM, de membres du GTS habitant à Bruxelles et de personnes nouvellement sensibilisées à la thématique de l'endettement, une « locale » du CADTM à Bruxelles s'est concrétisée le 23 novembre 2006. Le groupe du CADTM BXL est un groupe ouvert, sans frontières géographiques, sociales ou culturelles : il comprend une trentaine de membres originaires de communautés culturelles multiples.

Le groupe du CADTM BXL articule son travail en 2 axes. Le premier axe canalise les énergies du groupe vers l' « extérieur ». Il synthétise la volonté de sensibiliser, former et mobiliser aux thématiques du CADTM. Le deuxième axe vise quant à lui à renforcer les connaissances des membres du CADTM BXL, notamment en lien avec la problématique de l'endettement, des rapports Nord/Sud, de la globalisation financière, etc. Il s'agit également de s'appropriier les outils pédagogiques du CADTM, pour rendre les membres du CADTM BXL capables de sensibiliser, former et mobiliser de nouveaux publics. Le deuxième axe vient alors renforcer le premier.

Des actions concrètes ont déjà été réalisées ou sont en cours de préparation.

1.4.7. Le groupe thématique Droit

Créé en 2002, le groupe Droit est un groupe de travail constitué de personnes, juristes et non-juristes, intéressées par des recherches dans le domaine du droit international, en lien avec les thématiques centrales du CADTM. Ce groupe de travail est au cœur du travail du CADTM. Il a notamment la responsabilité de l'organisation des séminaires internationaux sur le droit et la dette ces dernières années (2002 – 2003 – 2004 – 2005 – 2007).⁵

Plus récemment, il a organisé une journée au Sénat belge sur l'audit de la dette de la RDC Il a également coordonné différents ouvrages du CADTM dont « Le droit international, un instrument de lutte ? Pour une justice au service des peuples » (décembre 2004) et « A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais ? Pour un audit de la dette congolaise. » (décembre 2006)

Au cours du prochain programme 2008-2010, le groupe Droit a notamment pour objectif de :

- Développer et enrichir son expertise sur la question de l'audit, notamment en élargissant ses recherches vers l'Afrique de l'Ouest ;
- Favoriser, via la consolidation des ateliers régionaux, l'appropriation du travail par l'ensemble des partenaires du réseau afin que ceux-ci réalisent une action similaire pour leur pays. Il est indispensable que les partenaires du réseau CADTM s'approprient ces études afin de faire pression

⁴ **Un groupe Education** (coordinateurs : Olivier Bonfond et Daniel Charlier) ayant pour objectif de donner des animations de sensibilisation sur la question de la dette et des rapports Nord/Sud, en particulier dans le milieu scolaire. **Un groupe communication / media** (coordinateurs : Eric De Ruest et Yolaine Lhoist) ayant notamment pour objectif la réalisation de documentaires dont : un documentaire sur le CADTM et son réseau international ; un DVD sur le mouvement altermondialiste.

⁵ Ces séminaires ont traité d'un nombre considérable de thématiques : l'applicabilité des droits économiques, sociaux et culturels ; les arguments et moyens juridiques pour obtenir l'annulation de la dette ; la finance internationale et les paradis fiscaux ; la problématique des biens mal acquis ; l'étude de deux cas concrets (RDC, Afrique du Sud), le concept de dette odieuse et sa mise en perspective historique, la mise en place d'un mécanisme d'arbitrage des dettes, le contrôle et la justiciabilité des institutions financières internationales, la construction d'un ordre international alternatif, la question de l'audit de la dette, la mise en place d'alternatives...

sur leur gouvernement pour impulser un véritable processus d'audit et pour fonder en droit la légitimité de la répudiation basée sur des données précises.

- Parallèlement à ce travail sur la question de l'audit, le groupe examinera la faisabilité de procédures judiciaires à entreprendre dans les différents pays à l'encontre de la Banque mondiale pour des faits précis.

Pour enrichir le travail d'analyse et d'élaboration et assurer sa diffusion le groupe Droit se propose également d'établir un réseau de juristes dans chacune des régions pour maintenir des contacts en continu via l'établissement d'une mailing list et d'une participation encore plus forte au séminaire sur le droit et la dette. Il s'agit de se fixer ensemble des objectifs et d'y travailler en commun entre deux séminaires.

Il est prévu de continuer l'organisation d'un séminaire sur une base annuelle.

1.4.8. Les Réseaux et organisations dont le CADTM est membre

Le CADTM est membre de ACODEV, Coprogram, CNCND et son équivalent flamand (11.11.11), CRACPE, APPEL des 600, ATTAC Belgique (dont le CADTM est un des fondateurs), le réseau ATTAC international, Forum Social de Belgique, Forum Social Européen, Forum Social Mondial, Forum Mondial des Alternatives (dont le CETRI assure le secrétariat international), Assemblée des mouvements sociaux, Coordination pour la levée du blocus de Cuba, Association Belgique Palestine.

1.4.9. Les bénévoles

Depuis le début de son existence, les actions du CADTM sont renforcées par un **travail très important fourni par des bénévoles**. L'équipe des permanents se structure mais cet apport bénévole continue à assurer un socle solide pour notre intervention. Il est utile de signaler que cet apport est en augmentation régulière⁶.

Ce sont autant de personnes qui offrent au CADTM leur disponibilité et leurs compétences spécifiques (rédaction de document, plaidoyer, conférences, traduction, animation, coordination, envoi des publications, tenue de stands, relecture de documents, aide informatique, infrastructure d'aide aux invités étrangers, etc.).

1.4.10. Les stagiaires

Il faut noter l'insertion dans le travail du CADTM de **l'apport de stagiaires** de plus en plus nombreux

⁶ Aide bénévole en Belgique : Genero Olela (Bxl), Stéphane Desgain (Bxl), Paola Peebles (Bxl), Bénédicte Grignard (Bxl), Jean Peeters (Bxl), Ramon Aguirre (Bxl), Christine Van den Daelen (Bxl), Vicki Elongo (BXL), Marie Caraj (Bxl), Pierre Van Dooren (Bxl), Sébastien Dibling (Bxl), Juliane Demoerloze (Bxl), Philippe Tombal (Liège), Christian Teheux (Liège), Marie-Paule Cartuyvels (Liège), Brigitte Ponet (Liège), Georges Dragozis (Liège), Juliette Charlier (Liège), Cécile Charlier (Liège), Madeleine Ploumhans (Liège), Simone Verheyen (Liège), Patrice Collard (Liège), Ismaël Daoud (Namur), Alice Minette (Liège), Michaël Schmidt (Bxl), Nicolas Angulo Sanchez (Bxl), Anaïs Tamen (Bxl), Carole Kalenga (Bxl), Claire-Marie Thiry (Liège), Sébastien Biet (Liège), Albert Graitson (Liège), Martin Ericum (Liège), Cédric Vanhorenbeke (Wavre), Haoua Ibra (Liège), Marie Odile Dessy (Namur), Daniel Charlier (Liège), Chloé Charles (Namur), Adelaïde Wilmotte (Liège), Emmanuel Milz (BX), Pierre Burnotte (Liège), Christine Pagnouille (Liège), Eric Delahaut (Liège), Olivier Nizet (Liège), Stéphane Hoornaert (Liège), John Vilour (Liège), Sabrina Bussaglia (Liège) ; Stéphanie Koch (Liège), Emmanuel Daubie (Liège), Rebecca Renson (Liège), Pierre Demarneffe (Liège), Jules Camus (Liège), Paul Ndjama (Liège), Stéphanie Koch (Liège), Perrine Rampen (Liège), Yannick Bovy (Liège), Frédéric Lévêque (Bruxelles)

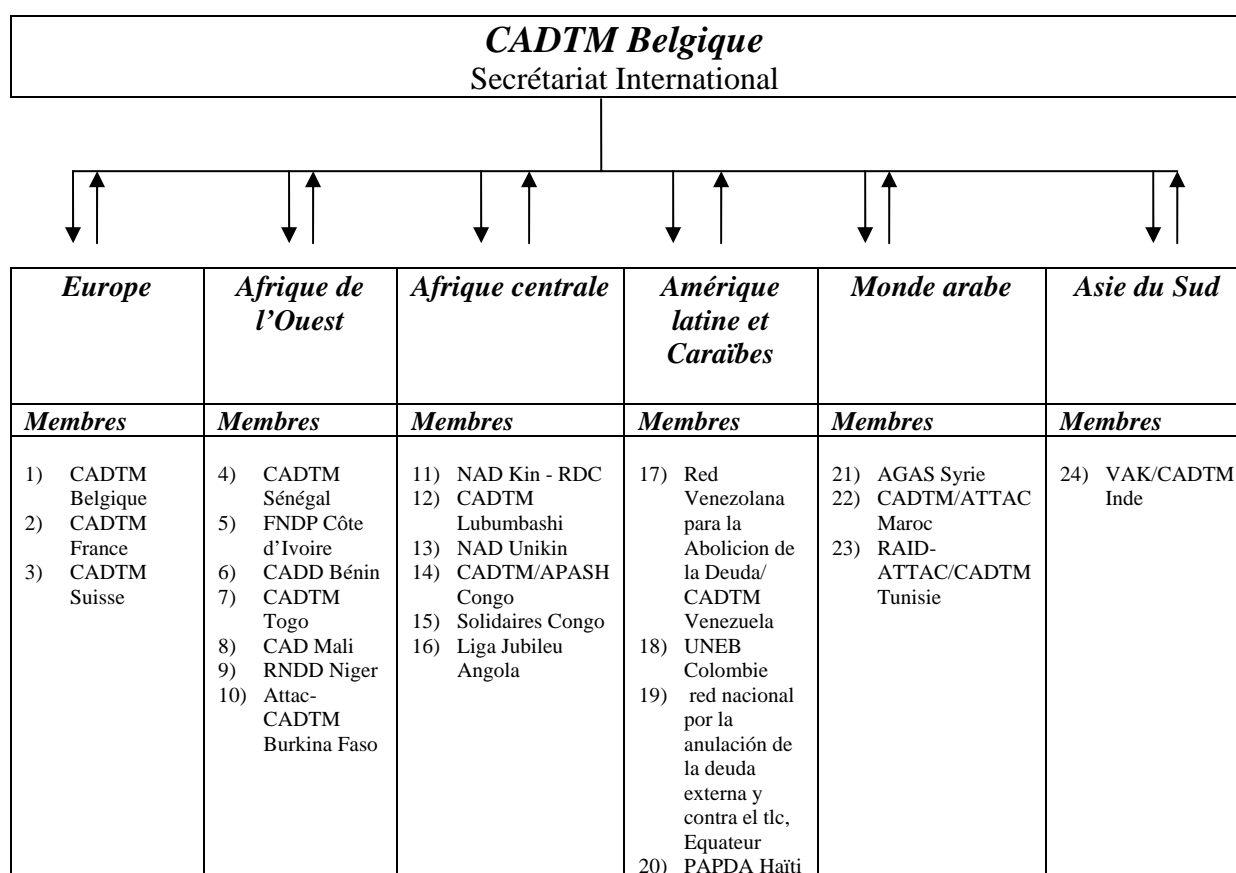
Aide bénévole à l'étranger : Damien Millet (France), Raymonde Lagune (France), Jocelyne Ducrocq (France), Martine Toulotte (France), Isabelle Rama (France), Mike et Yvette Krolikowski (France), Jacques Delmas (France), Corine Woliner (France), Samuel Chopard (France), Guillermo Sintes Diaz (France), Eric Berr (Bordeaux), Denise Milbergue (France), Claude Quémard (France), Sylvie Bourinet (France), Vicki Briault (France), Bernard Teissier (France), François Mauger (France), Nicolas Maystre (Suisse), Julie Duchatel (Suisse), Carmen Gazi (Suisse), Juan Tortosa (Suisse), Roseline Péluchon (France), Reno Savéan (France), Julie Castro (France), Jérémie Bazart (France), Judith Harris (Paris), Anne Elisabeth (Grenoble), Sylvie Guillocheau (Paris), Andréa Voicou (Strasbourg), Raymonde et Bernard Lagune (Aix en Provence), Nicolas Sersiron (France), Véronique Racine (France), Randa Baas (Syrie), Jorge Marchini (Argentine), Moktar Ben Hafsa (Tunisie), Fathi Chamkhi (Tunisie), Ibrahim Oubaha (Maroc), Lucile Daumas (Maroc), Rahmani Mimoun (Maroc), Aziz Maraas (Maroc), Souad Guennoun (Maroc), Isabelle Likouka (Congo Brazzaville), Victor Nzuzi (RDC), Sekou Diarra (Mali), Samba Tembely (Mali), Aminata Touré Barry (Mali), Ibrahim Hamani Souley (Mali), Salissou Oubandoma (Niger), Ibrahim Yacouba (Niger), Issa aoubacar (Niger), Solange Koné (Côte d'Ivoire), Diakalia Ouattara (Côte d'Ivoire), Mignane Diouf (Sénégal), Binta Sarr (Sénégal), Zakaria Sambaka (Sénégal), Ajit Muricken (Inde) Paulino Nunez (Venezuela), William Gaviria (Colombie), Ramiro Arroyave (Colombie), Hugo Ruiz Diaz Balbuena (France).

(voir liste des stagiaires en 2006-2007)⁷. L'évolution du CADTM à ce sujet est remarquable (dans le sens où nous pourrions faire profiter d'autres organisations de cette expérience en offre de service) : au début, l'accueil d'un stagiaire représentait un poids pour les quelques permanents car nous n'avions pas saisi la méthodologie adéquate pour impulser immédiatement un travail utile à l'organisation. Maintenant, chaque stagiaire constitue une aide précieuse d'autant plus que, en raison de la notoriété croissante du CADTM, le profil des candidats stagiaires s'est fortement spécialisé.

Les stages sont *grosso modo* de trois ordres :

- Les stages spontanés n'entrent pas dans le cadre d'une exigence officielle scolaire ou professionnelle. Il s'agit de personnes qui désirent soutenir le CADTM et en même temps bénéficier d'une relation privilégiée avec notre organisation pouvant apparaître dans un CV.
- Les stages scolaires se subdivisent en deux sortes : ou bien, il s'agit de réaliser un travail de recherche sous la houlette du CADTM ou bien il s'agit de mener une expérience d'insertion professionnelle.
- Les stages professionnels sont réalisés dans le cadre d'une dispense des agences de demandes d'emploi. Il s'agit pour les personnes d'acquérir une expérience dans le domaine d'emploi qu'elles recherchent.

1.5. Organigramme du CADTM International



⁷ Liste des stages en 2006-2007: Haoua Ibra (juriste, stage de quatre mois de mars à juin 2006) ; Betty Thoreau (juriste, stage d'un mois en juillet 2006) ; Maud Bailly (politologue, stage d'un mois en juillet 2006) ; Teresa Elola (interprète, stage d'un mois en juillet 2006) ; Myriam Bourgy (juriste, stage d'un an à partir du 1er septembre 2006) ; Renaud Vivien (juriste, stage d'un an à partir du 1er septembre 2006) ; Diallo Boubacar (gestion financière, stage de 180h de novembre 2006 à avril 2007) ; Josué Kapepa (communication, stage de 180 h de novembre 2006 à avril 2007) ; Laurent Atsou (anthropologue, stage de 3 mois de février à avril 2007) ; Sara Peeters (anthropologue, stage de 8 mois de janvier à août 2007) ; Sylvain Dropsy (interprète, stage de 5 mois de février à juin 2007) ; Cécile Lamarque (interprète, stage de 7 mois de février à août 2007) ; Martin Domenge Abeau (politologue, stage de 8 mois de novembre 2006 à juin 2007) ; Alexandra Fresnel (juriste, stage de 4 mois de Avril à juillet 2007) ; Stéphanie Jacquemont (juriste, stage de 3 mois de juin à août 2007) ; Claire Fanchini (juriste, stage de 3 mois de juillet à septembre 2007)

NB : En instance d'adhésion ou de structuration : CERIDA Guinée Conakry, CADTM Madagascar, ATTAC Liban, ATTAC Argentine, CADTM Pakistan.

1.5.1. Le réseau CADTM International

Le réseau CADTM International est aujourd'hui constitué d'organisations actives dans 21 pays⁸. Il a formalisé son fonctionnement (demandes d'adhésion explicite, décisions collectives, réunions plus régulières à l'occasion des grands événements internationaux, etc.) tout en insistant sur l'indépendance (politique et financière) et l'autonomie d'action de chacun de ses membres.

Il n'existe pas de structure de direction internationale du réseau. Le CADTM Belgique, qui assure le secrétariat international et dispose de moyens humains et financiers plus importants que la plupart des autres membres, joue un rôle essentiel pour impulser et entretenir les dynamiques collectives et anticiper les événements et les enjeux.

Bien que l'apport du CADTM Belgique dans le réseau international reste très important (mise à disposition et circulation de l'information, réactivité face à l'actualité, apport d'analyses et d'expertise, formations, etc.), le CADTM Belgique a réalisé des efforts considérables pour renforcer les capacités des membres du réseau à se prendre entièrement en charge. Cela donne des résultats tout à fait concluants car, par région du monde, les membres du réseau CADTM se regroupent, développent leurs synergies et prennent des initiatives à différents niveaux.

Comme écrit dans le rapport d'évaluation du programme 2003-2007 (p. 51) : « *Dans son appréciation sur le plan d'action 2007, l'administration soulignait, à juste titre, « la place encore trop incontournable du CADTM » Belgique dans le fonctionnement du réseau international. Le comité insistait par ailleurs sur le « risque d'une certaine dépendance des organisations les plus jeunes face au CADTM » Belgique. Ces interrogations, considérées par le CADTM Belgique et les membres du réseau international comme un problème réel, sont débattues comme tel. A l'occasion de la réunion annuelle d'évaluation d'octobre 2006, des orientations ont été adoptées pour tenter de remédier à cette situation : renforcement de l'élaboration collective des publications, amélioration de la communication interne, plus forte participation des membres du réseau à l'enrichissement du site Internet, etc. Les débats mettent l'accent sur des contextes et des perspectives d'action très spécifiques selon les régions. La nouvelle étape du renforcement du réseau CADTM international, comme le renforcement de l'autonomie de ces membres, passent par le développement du travail en région. Ces problèmes ne trouveront cependant de solutions véritables qu'à moyen terme, par le renforcement des capacités des organisations membres (poursuite des actions de renforcement conduite dans le cadre de « l'offre de service ») et par une autonomie financière plus forte des organisations. Ce dernier problème est sans doute le plus difficile à surmonter : les organisations membres du réseau international, en particulier ses organisations africaines, ont un faible accès aux bailleurs de fonds internationaux publics ou privés, pour financer leurs activités au niveau national ou régional. »*

Le réseau international CADTM a permis d'augmenter fortement la visibilité et la crédibilité, aux niveaux national et international, des organisations membres du réseau (diffusion d'information, participation aux grands rendez-vous citoyens, etc.). En d'autres termes, l'appartenance au réseau international participe du renforcement de l'organisation, tant pour les organisations membres dans les PED qu'au Nord.

Grâce à la formalisation et au renforcement du réseau international, le CADTM Belgique a augmenté sa notoriété, sa légitimité vis-à-vis des pouvoirs publics, des médias ou des autres acteurs sociaux. La qualité du réseau international CADTM a également facilité la construction de synergies avec d'autres

⁸ Belgique (CADTM), France (CADTM), Suisse (CADTM), Sénégal (CADTM), Côte d'Ivoire (FNDP), Bénin (CADD), Togo (CADTM), Mali (CAD), Niger (RNDD), Burkina Faso (ATTAC/CADTM), RDC – Kin (NAD), RDC – Lubumbashi (AMSEL/CADM), Congo (APASH-CADTM), Congo (Solidaires), Angola (Liga Jubileu), Venezuela (Red Venezolana para la Abolición de la Deuda/CADTM), Colombie (UNEB), Equateur (Red nacional por la anulación de la deuda externa y contra el tlc), Haïti (PAPDA), Syrie (AGAS), Maroc (ATTAC-CADTM), Tunisie (RAID – ATTAC/CADTM), Inde (VAK CADTM Network).

réseaux internationaux (*Jubilee South, Afrodad, Eurodad, etc.*) travaillant sur les mêmes thématiques.

Pour l'ensemble des organisations membres, la dette est une problématique centrale mais non exclusive. Chaque organisation élargit ses thématiques de travail en fonction des réalités locales (DSRP, gestion des fonds publics et contrôle budgétaire, privatisations et services publics, néolibéralisme, Banque mondiale, FMI, garantie des droits humains, micro-crédit, émancipation des femmes, accords de partenariat économiques entre l'Union européenne et les pays ACP, Organisation mondiale du commerce, etc.).

Nombre de membres font un important travail de sensibilisation, de formation et/ou d'interpellation des décideurs de leurs pays respectifs (notamment travail en direction des parlementaires au Mali, en République démocratique du Congo, au Maroc, etc.). De ce point de vue, le réseau a développé une véritable expertise collective, ancrée dans les réalités locales et reconnue par les décideurs de nombreux pays.

1.6. *Tableau récapitulatif du personnel permanent du CADTM*

Nom	Statut et durée du temps de travail	Fonction Dans l'ONG
Denise Comanne, Licenciée en Histoire de l'Art (Université de Liège)	Mise à disposition du CADTM par la Ville de Liège. Le CADTM rembourse l'entièreté du salaire annuel à la Ville (12 mois). 10 mois ETP pour PA 2008 <i>Sera admise à la pension en avril 2009</i>	Membre du Conseil d'Administration (CA), du Groupe National de Coordination (GNC), du GLC (Groupe liégeois de Coordination)
Eric Toussaint, Historien et docteur en sciences politiques, conseiller scientifique du Département Sciences Politiques des Universités de Liège et de Paris 8. Chargé de cours à la CTB	Professeur nommé, permanent syndical mis à temps complet à disposition du CADTM par la CGSP Enseignement. Le CADTM rembourse l'entièreté du salaire à la CGSP (12 mois). 10 mois ETP pour PA 2008 <i>Sera admis à la pré retraite le 1^{er} septembre 2009</i>	Président, membre du CA, du GNC
Olivier Bonfond, licencié en sciences économiques (ULG), agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, chargé de cours à la CTB	10 mois ETP pour PA 2008	Secrétaire général, membre GNC et du GLC, coordinateur du GTS
Virginie de Romanet, licence spéciale en espagnol, maîtrise en langues étrangères appliquées, DES en sciences et technologies de l'information (ULB)	11 mois ETP pour PA 2008	Membre du GNC, Coordinatrice du Groupe Droit
Jérôme Ollier Diplômé en Gestion des espaces naturels	4 mois ETP pour PA 2008	Membre du GNC
Christine Vanden Daelen diplômée en Sciences Politiques à l'ULB Licenciée en Coopération au développement	Collaboratrice extérieure bénévole. Possibilité d'engagement à partir du 1 ^{er} juillet 2007 pour un CDD	Membre du Groupe Droit Membre du GNC

Renaud Vivien	Possibilité d'engagement à partir du 1 ^{er} septembre 2007	Membre du Groupe Droit Membre du GNC
Myriam Bourgy	Possibilité d'engagement à partir du 1 ^{er} septembre 2007	Membre du Groupe Droit Membre du GNC
Hugo Ruiz Diaz Balbuena, docteur en Droit international (UCL)	Collaborateur extérieur bénévole	
José Mukadi	Collaborateur extérieur bénévole	Membre du GNC

NB : Il restera à attribuer et répartir 15 mois ETP pour le PA 2008 en fonction des décisions d'engagement et des montants accordés dans le cadre du cadrage budgétaire 2008 de la DGCD

1.7. Responsabilités

Département Education au développement : Olivier Bonfond et Eric Toussaint

Département Offre de service : Denise Comanne

Département Gestion financière : Olivier Bonfond et Eric Toussaint

Dimension du genre : Denise Comanne

Département Droit international : Virginie de Romanet et Myriam Bourgy

Département Mobilisation : Jérôme Ollier et José Mukadi

Département Relations internationales : Eric Toussaint et Olivier Bonfond

Département Publication des AVP : Denise Comanne

Département Traduction : Virginie de Romanet

Département Communication avec la presse : Renaud Vivien et Eric Toussaint

Département Communication Internet et audiovisuelle : Damien Millet, Jérôme Ollier, Yvette Krolkowski et Olivier Lorillu

Département Recherche et Plaidoyer : Myriam Bourgy et Renaud Vivien

Département Evaluation : Christine Vanden Daelen

Observatoire International de la Dette (OID) : Eric Toussaint

2. Thèmes principaux et priorités du programme

2.1. Evolution du nouveau programme par rapport au précédent

2.1.1. Un aboutissement du travail tenace du CADTM dans le cadre de son cercle vertueux.

A l'issue du programme de 2003-2007 au cours duquel le CADTM a mis en pratique une stratégie résumée dans un cercle vertueux (p 30 du rapport d'évaluation), il est bon de souligner le fait que plusieurs buts ont été atteints. Nous nous attachons dans ce passage à la dernière étape du cercle vertueux qui mise sur la prise en compte par les décideurs politiques de l'enjeu majeur de l'annulation de la dette.

Au moment où le programme 2008-2010 est soumis à la DGCD, nous pouvons affirmer qu'effectivement, nous avons réussi à faire prendre en compte par les législateurs belges (les décideurs politiques) les questions qui sont au centre du travail du CADTM : l'annulation de la dette, l'audit de celle-ci, le concept de dette odieuse, l'abandon des politiques d'ajustement structurel, le contrôle parlementaire de l'action de la Belgique dans les institutions internationales qui traitent de la dette et du financement du développement.

En effet après quatre ans d'un méticuleux travail d'interpellation politique mené par le CADTM en collaboration avec plusieurs mouvements de solidarité Nord/Sud, le Sénat belge a adopté le 29 mars 2007, par une majorité de 34 voix pour et 29 contre, une résolution⁹ sur l'annulation de la dette des pays les moins avancés (PMA)¹⁰. Cette résolution constitue une avancée pour plusieurs raisons.

⁹ Le texte intégral de la résolution approuvée par le sénat le 29 mars 2007 : <http://www.cadtm.org/IMG/pdf/070327Senat.pdf>

¹⁰ Selon la liste établie par les institutions financières internationales et l'OCDE, il y a actuellement 50 PMA.

La résolution demande au gouvernement belge de passer un contrat avec tous les pays endettés concernés afin d'annuler totalement leur dette. Jusque là, la proposition du Sénat ne va pas au-delà de la démarche d'autres gouvernements. Mais, heureusement, le Sénat innove dans plusieurs domaines très importants dans lesquels on peut retrouver directement l'apport spécifique du CADTM:

- il propose de « *décider, dès à présent, d'un moratoire avec gel des intérêts¹¹ sur le remboursement de la dette bilatérale* » à l'égard des pays les moins avancés (point 6) ;

- il affirme que la dette bilatérale ou multilatérale d'un pays doit être appréciée à sa juste valeur. Selon le Sénat, ce n'est pas la valeur nominale qu'il faut prendre en compte mais la valeur réelle. Prenons un exemple : la valeur de la dette que la Belgique réclamait à la RD Congo au début des années 2000 s'élevait à environ 900 millions de dollars. Ce montant correspondait à la valeur nominale de vieilles dettes remontant à une vingtaine d'années, du temps où la Belgique soutenait activement le dictateur Mobutu. En réalité, le Trésor belge estimait en interne que la valeur réelle ne représentait que 4% de cette somme. En effet, compte tenu de la mauvaise santé économique de la RDC, si la Belgique avait voulu revendre ces créances sur le marché secondaire des dettes, elle n'en aurait tiré qu'environ 36 millions de dollars (soit 4% de la valeur nominale). Or, quand le gouvernement belge a commencé à appliquer il y a quelques années un plan de réduction de la dette de la RDC, il a voulu gonfler l'ampleur de son effort financier en annonçant qu'il annulait en plusieurs étapes pour près de 900 millions de dollars de dettes congolaises. En réalité, cela représentait seulement 36 millions. Tant les ONGs comme le CADTM, le CNCDD, Elf-Elf-Elf que des journaux spécialisés (*Financial Times*) et des économistes de renom (Joseph Stiglitz - prix Nobel d'économie en 2001, Jeffrey Sachs) avaient proposé d'adopter la démarche qui est recommandée aujourd'hui par le Sénat belge. La proposition du Sénat belge a donc une portée internationale notable.

- il demande au gouvernement de rendre public le mode de comptabilisation des dettes et la « *valeur réelle de ces dettes* » (point 4), il ajoute qu'il ne faut plus inclure les montants annulés dans le budget de l'aide publique au développement (point 17)¹². Le Sénat affirme qu'un contrôle parlementaire doit être exercé sur le gouvernement. Le gouvernement doit « *faire chaque année rapport au parlement sur ses activités en matière de remise de dette* » (point 20).

- concernant en principe tous les pays en développement (voir introduction du point 10 de texte du Sénat), le point 10 est relatif à l'audit de la dette et à la dette odieuse, deux chevaux de bataille du CADTM. A ce sujet, le Sénat demande au gouvernement belge « *d'organiser un audit sur le caractère 'odieux' des créances belges sur ces pays en développement* ». Dans le même paragraphe, il considère « *au minimum qu'une dette odieuse est une dette contractée par un gouvernement non démocratique, que la somme empruntée n'a pas bénéficié aux populations locales et enfin que le prêt a été octroyé par le créancier en connaissance de cause des deux éléments précédents* » (point 10). Le Sénat reprend ainsi deux des outils mis en avant notamment par le CADTM pour fonder en droit l'annulation de la dette du Tiers Monde : le recours à l'audit et le concept de dette odieuse. Le CADTM est donc en mesure de mettre à disposition des autorités belges différents outils, parmi lesquels le Manuel sur l'audit - qu'il a réalisé en 2006 avec une série d'organisations du Sud et le CETIM (Suisse) – et la récente publication « Pour un audit de la dette congolaise »¹³.

Le Sénat demande au gouvernement, sur la base de l'audit, d'annuler la part « odieuse » des créances belges (point 11).

Plusieurs paragraphes de la résolution du Sénat étendent à la Banque mondiale, au FMI et aux autres institutions internationales les demandes adressées au gouvernement belge. La résolution part du constat que jusqu'ici, les initiatives prises par la Banque mondiale et le FMI pour répondre à la crise de la dette n'ont pas apporté de solution (point C. de la résolution adoptée).

¹¹ Rappelons que suite au tsunami de décembre 2004 au large de l'Indonésie, le Club de Paris avait proposé un moratoire d'un an avec comptabilisation possible des arriérés d'intérêts, ce qui avait été critiqué en mars 2005 par le CADTM car cela revenait à augmenter la dette des pays concernés. Voir Damien Millet et Eric Toussaint, *Les Tsunamis de la dette*, CADTM/Syllepse, 2005.

¹² Voir Damien Millet et Eric Toussaint, « Les faux-semblants de l'aide au développement », *Le Monde diplomatique*, Juillet 2005.

¹³ *Menons l'Enquête sur la Dette ! Manuel pour des audits de la dette du Tiers Monde*, CADTM-CETIM, Liège-Genève, 2006, 96p. *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais. Pour un audit de la dette congolaise*, CADTM, 2006, 56p.

Le Sénat s'écarte aussi clairement des conditionnalités macro-économiques imposées par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers institutionnels. En effet, en ce qui concerne les dettes multilatérales, le Sénat « *demande instamment que les remises de dette soient accordées sur base d'une nouvelle approche axée sur une logique sociale, en fonction des critères minimums du respect des 'Objectifs du Millénaire pour le Développement', et non uniquement¹⁴ de conditions macro-économiques traditionnelles* » (point 14). Le Sénat affirme que le gouvernement belge doit « *venir présenter au Parlement l'état et les résultats de ses contacts diplomatiques ainsi que les points de vue sur la dette multilatérale que la Belgique a défendus au FMI et à la Banque mondiale* » (point 21).

S'agissant de la dette multilatérale de l'ensemble des pays du Tiers Monde, « *la Belgique devra intensifier son action diplomatique dans les enceintes internationales en vue de l'annulation des dettes extérieures publiques détenues par le FMI et la Banque mondiale* » et ne pas inclure les montants annulés dans le budget de la coopération au développement. Après le gouvernement norvégien, qui a unilatéralement annulé ses créances bilatérales sur cinq pays du Tiers Monde en octobre 2006 - sans se placer dans le cadre du Club de Paris -, il appartient maintenant au gouvernement belge d'appliquer la résolution adoptée par le Sénat.

Le CADTM en concertation avec les autres mouvements de solidarité Nord / Sud veillera à ce que cette résolution ne reste pas dans les tiroirs et que l'annulation des créances belges ne soit pas comprise dans l'aide publique au développement. D'ailleurs, Olivier Bonfond, secrétaire général du CADTM, a été chargé par tous les mouvements de solidarité internationale d'interpeller sur cette question lors d'une séance publique le 25 avril 2007, quatre représentants de partis : Armand De Decker (MR), Josy Dubié (ECOLO), Joëlle Milquet (CDh) et Elio Di Rupo (PS)

L'influence du CADTM sur les travaux parlementaires préparatoires à l'adoption de la résolution votée par le Sénat le 29 mars 2007 est très clairement identifiable à la lecture du rapport fait au nom des commissions spéciales « Mondialisation » du Sénat et de la Chambre des représentants de Belgique pour les années 2006-2007 par Mesdames de BETHUNE (Sénatrice), ZRIHEN (Sénatrice) et LALIEUX (Députée) sur *La problématique de la dette des pays en voie de développement* (voir le texte complet en ligne sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/IMG/pdf/061016CR.pdf>). Les quatorze premières pages de ce rapport qui en compte trente-deux sont consacrées à la séance de la commission « Mondialisation » du 10 octobre 2005 qui a été préparée et réalisée avec le CADTM. Au cours de cette séance, les parlementaires avaient entendu et dialogué avec trois parlementaires des PED invités par le CADTM (une députée du Brésil, un député du Mali et un des Philippines) ainsi qu'avec Victor Nzuzi, agriculteur, responsable du NAD CADTM en RDC, et Eric Toussaint, président du CADTM Belgique.

2.1.2. Quatre mots clé peuvent globalement résumer l'évolution que représente ce programme par rapport au précédent:

- 1) « Continuité » des thématiques, des publics cibles et du cercle vertueux
- 2) « Consolidation » de l'intervention, de l'élaboration, du réseau
- 3) « Stabilisation » de l'équipe
- 4) « Transition » pour assurer la relève

1) Pourquoi « continuité » ?

On ne change pas de cap quand on sait que l'on a pris la bonne route et que l'on se rapproche de l'objectif. Au contraire, on concentre son expérience et ses forces pour maintenir ce cap et avancer. Rappelons l'avis du comité d'appréciation sur le PA 2007: « *Très bon dossier avec une approche du cercle vertueux qui a bien fait ses preuves au terme du programme quinquennal et qui devra faire l'objet d'une réflexion poussée pour le prochain programme. Les deux volets du PA 2007 sont complémentaires. Les choix thématiques sont maîtrisés par le CADTM qui fait preuve d'un dynamisme et d'une motivation qui restent intacts (...)* ». Si nous portons un regard plus attentif sur notre rythme de croissance (voir le point 2. consolidation), il n'est pas question de bloquer une évolution ou une

¹⁴ Le CADTM aurait souhaité que le mot « uniquement » soit retiré du texte.

dynamique en cours. Sur le plan thématique, la création des ateliers régionaux¹⁵ du réseau international CADTM permet de créer des équipes de travail à l'échelle du réseau qui planchent de manière plus assidue et plus large sur les questions des droits, des audits de la dette, d'une nouvelle architecture internationale, de la dette écologique, etc. en se reliant très naturellement aux autres campagnes mondiales.

Cet aspect « continuité » amorce la réflexion sur la « consolidation » : il s'agit d'assurer la manière dont les organisations membres et les partenaires en Belgique, en Europe et dans le monde vont enrichir leur apport au réseau en s'impliquant dans sa construction et en poursuivant la réflexion à la fois dans le respect de l'autonomie et dans la stimulation des synergies et des complémentarités.

A ce niveau, la continuité du CADTM Belgique, qui assume le secrétariat international du réseau CADTM, constitue une garantie que les organisations membres du réseau puissent se doter d'équipes fortes à l'échelle régionale et donc poursuivre l'élaboration, la sensibilisation et la mobilisation au niveau des grands ensembles régionaux de manière « rhizomique ». Simultanément la structuration en réseau international permet de renforcer une dynamique multi-centrique. Chaque atelier régional définit ses priorités et favorise un développement de proche en proche. Un exemple pour illustrer le développement « rhizomique »: ce sont les contacts et la collaboration entre le CAD Mali et le CADD Bénin au travers de plusieurs initiatives régionales en Afrique de l'Ouest, comme les différentes éditions du Forum des Peuples tenus au Mali en même temps que le G8, qui ont entraîné l'adhésion du CADD Bénin au réseau international CADTM.

2) Pourquoi « consolidation » ?

Le CADTM s'est très fortement développé nationalement et internationalement au cours des deux programmes quinquennaux (1998-2002 et 2003-2007). Dans certains domaines, il s'agit même d'une véritable croissance exponentielle.

« *Le CADTM est confronté aujourd'hui aux conséquences de son succès* » selon les évaluateurs (p. 55 du rapport d'évaluation). L'équipe permanente et bénévole fait déjà actuellement un tri pour répondre de façon optimale aux sollicitations pertinentes, il est donc impossible de concevoir une poursuite du développement au même rythme pour 2008-2010 que celui atteint entre 2003 et 2007. En effet, pendant cette période, le nombre de visites du site www.cadtm.org a été multiplié par plus de 10¹⁶, les publics atteints par les animations et les conférences ont aussi fortement crû (le nombre d'animations et de conférences données en Belgique a été multiplié par 3), le nombre de pays dans lesquels le CADTM a des membres a doublé, l'écho dans la presse a très fortement augmenté, le tirage et la diffusion des publications du CADTM a explosé¹⁷. De même, l'implication et donc les responsabilités du CADTM dans le mouvement altermondialiste mondial, ainsi que dans le mouvement international pour l'annulation de la dette, se sont élargies. Le nombre d'experts du CADTM Belgique invités à donner des conférences au niveau international a été multiplié par trois. A noter que, bien qu'en augmentation, la subvention de la DGCD au CADTM n'a pas suivi la même croissance (elle est passée de 144.000,00€ en 2003 à près de 197.000,00€ en 2007, c'est moins de 33% d'augmentation en cinq ans si on tient compte de l'inflation).

Il faut consolider notre intervention au niveau atteint en contrôlant la croissance. Privilégier le travail en profondeur au développement extensif.

¹⁵ Les ateliers régionaux du CADTM sont : 1) atelier Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, Burkina Faso, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Sénégal); 2) atelier Afrique centrale (les deux Congo et l'Angola); 3) atelier monde arabe (Maroc, Tunisie, Syrie, Liban); 3) atelier Amérique latine + Caraïbe comprenant 3 pays andins (Equateur, Colombie, Venezuela) + Haïti; 4) atelier Asie du Sud (Inde, Sri Lanka, Pakistan) et 5) atelier Europe (Belgique, France, Suisse).

¹⁶ Le nombre de visites mensuelles est passé de 5.000 en 2004 à plus de 50.000 en mars 2007. Le site www.cadtm.org est devenu le premier site francophone à l'échelle mondiale spécialisé sur la dette. Il en est le deuxième site mondial toutes langues confondues.

¹⁷ Entre janvier 2003 et janvier 2007, 15 livres et brochures du CADTM ont été tirés à plus de 110.000 exemplaires (37.500 ex. en français; 22.000 ex. en anglais; 39.000 ex. en espagnol; 3.000 ex. en arabe; 2.500 ex. en japonais; 2.000 ex. en coréen; 2.500 ex. en portugais et 2.500 ex. en italien). C'est plus du double du nombre de livres et de leur tirage pendant la période 1998-2002 (6 livres différents avaient été tirés à un peu plus de 40.000 ex).

Le CADTM adopte le mot « consolidation » dans son acception présentée dans le décret sur l'Éducation au développement d'avril 2004 en particulier la partie consacrée au continuum éducatif¹⁸. Le programme triennal 2008-2010 sera placé sous le signe de la consolidation. Nous estimons en effet avoir, ces dernières années, beaucoup avancé au niveau des quatre aspects du continuum (*la sensibilisation, la conscientisation, l'incitation à l'action et la consolidation*). Mais nous voulons porter plus d'attention, de manière consciente et organisée, à l'aspect consolidation tel qu'il est défini dans la méthode : « **La consolidation** : cette fonction vise à garantir une certaine continuité de l'offre d'activités éducatives, pour que les connaissances assimilées, les nouvelles aptitudes, attitudes et comportements développés par les bénéficiaires puissent être conservés et approfondis. La fonction de consolidation vise un élargissement constant de la base de soutien à la solidarité internationale dans notre société, permettant aux bénéficiaires de maintenir leur implication et de poursuivre leur réflexion » (c'est nous qui soulignons, CADTM).

Concrètement, nous travaillerons la consolidation sur quelques cibles choisies - et donc priorisées - lors du programme triennal 2008-2010 : les enseignants et les étudiants avec lesquels le CADTM a établi des rapports de collaboration, les groupes de soutien que sont les groupes locaux et les groupes thématiques (Groupe Droit, Groupe CADTM Bruxelles et Groupe Thomas Sankara - Liège), les collaborateurs de l'Observatoire international de la dette, le public cible fidélisé de la communication internet, de la revue du CADTM « Les Autres Voix de la Planète », les lecteurs réguliers des livres et publications réalisés par le CADTM. Une innovation dans le cadre de la consolidation : le lancement début juillet 2009 d'une université biennale d'été du CADTM Belgique¹⁹ en collaboration avec d'autres membres du réseau CADTM et des partenaires réguliers. Ce sera un rendez-vous de fidélisation des publics cibles où les connaissances assimilées, les nouvelles aptitudes, attitudes et comportements développés par les bénéficiaires du travail d'éducation réalisé par le CADTM pourront être conservés et approfondis.

Cela vaut également pour notre volet Offre de service en ce qui les ateliers régionaux : Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Pays andins d'Amérique latine, Asie du Sud, monde arabe, Europe, les cadres des nombreux mouvements avec lesquels le CADTM agit et réfléchit au sein du mouvement altermondialiste et du mouvement sur la dette, tant en Belgique que dans le reste du monde (voir point 1. continuité).

Une innovation sera proposée par le CADTM Belgique au niveau des ateliers régionaux des autres continents: organiser également une université biennale régionale (l'appellation exacte variera certainement) dans le sens de cette consolidation nécessaire.

3) Pourquoi « Stabilisation » ?

Au cours des deux précédents programmes quinquennaux, la rotation des jeunes permanents responsables du CADTM Belgique²⁰ a été importante, il s'agit de stabiliser les nouveaux de l'équipe afin qu'ils portent le développement du CADTM pour le prochain cadre stratégique de six ans (2011-2016).

Au cours de la deuxième moitié du programme 2003-2007, une évolution positive importante de l'équipe du CADTM a été sa capacité à intégrer l'apport de stagiaires universitaires de plus en plus nombreux. La relation avec les stagiaires elle-même a évolué : d'un apport ponctuel intéressant pour mener à bien certaines activités, l'équipe permanente a découvert peu à peu les moyens de mettre en valeur les fortes capacités et les motivations de ces jeunes, aptes à s'intégrer dans l'équipe dirigeante et, à terme pour certains d'entre eux, à la composer à part entière. La stabilisation est donc le complément de l'aspect transition évoqué ci-après.

¹⁸ L'étude réalisée par Germana De Bock et Karen Dereymaeker concernant un cadre théorique relatif à l'éducation au développement, a été incorporée au décret sur l'ED du premier avril 2004. De Bock et Dereymaeker, 2003, p 151 et suivantes. Ce modèle a été développé à partir d'un article de Dekeyzer et Vandemeulebroecke dans *Vorming*.

¹⁹ Nous choisissons un rythme biennal afin d'organiser notre activité en alternance avec l'université d'été que le CRID France organise tous les deux ans début juillet. Le CRID rassemble la plupart des mouvements de solidarité Nord Sud de France.

²⁰ Départ d'Arnaud Zacharie vers un poste de direction au CNCD au printemps 2004. Départ de Frédéric Lévêque et de Yannick Bovy en 2006.

4) Pourquoi « Transition » ?

Au niveau belge, Denise Comanne et Eric Toussaint, qui ont fondé le CADTM en 1990 et qui ont porté son développement depuis 17 ans, prendront leur retraite en 2009, au cours de la deuxième année du programme 2008-2010. Il faut mettre à profit ce court laps de temps pour garantir que des personnes plus jeunes, âgées de moins de 40 ans, deviennent les piliers du fonctionnement organisationnel et politique du CADTM. Il s'agit de mettre en place et de renforcer une équipe permanente jeune, capable d'assurer pendant plusieurs années la pérennité de l'action du CADTM. Transférer un maximum de savoir-faire et accompagner la nouvelle équipe requiert du temps et de la disponibilité. Tout ce travail a déjà été largement entamé mais sans que cela fasse partie d'une démarche clairement assumée et explicitée dans les plans d'actions du CADTM. Concrètement, cela signifie par exemple que d'autres responsables de l'équipe devront élaborer les plans d'action 2009 et 2010 ainsi que les prochains programmes ; répondant ainsi aux recommandations des évaluateurs (p 9 du rapport d'évaluation).

Bien sûr, Denise Comanne et Eric Toussaint ne mettront pas fin à leur collaboration, mais ils joueront un rôle nettement moins important au niveau du fonctionnement quotidien de l'organisation. Quand ils seront retraités, ils resteront largement à la disposition du CADTM de manière bénévole (leur salaire ne sera plus à charge).

Au niveau international, la transition doit également être en surveillance au niveau des ateliers régionaux : il faut s'assurer que les bases d'une équipe soient suffisamment larges (renouvellement avec des jeunes) pour assurer une continuité de l'action dans le temps. La transition consiste à aboutir au cours de ce programme triennal à l'objectif déjà exprimé dans le PA 2007 : chaque atelier régional doit s'auto-diriger et s'auto-administrer (c'est pourquoi nous parlions de réseau « multi-centrique » au point 1 « Continuité »).

Une raison supplémentaire pour utiliser le terme « transition » : du point de vue de la coopération belge, ce programme triennal 2008-2010 assure la transition vers l'application d'une nouvelle réforme.

Remarque importante concernant la vision stratégique du CADTM

Outre ces quatre mots clé, le prochain programme triennal se fixera également comme objectif d'avancer dans la construction de la vision stratégique du CADTM à long terme. Cette période de consolidation viendra à point pour échanger avec les membres du réseau international, susciter des réactions et définir collectivement les termes de cette stratégie. La manière démocratique de fonctionner à l'intérieur du réseau implique en effet de prendre en compte les avis de nos membres des PED sur ce point important, même pour ce qui est de la place du CADTM Belgique dans le réseau. Comme le souligne le rapport d'évaluation à la page 33, *« une des spécificités du CADTM est la place tout à fait spécifique accordée aux partenaires du Sud aussi bien dans la définition des contenus revendicatifs portés par l'association que dans la mise en œuvre des actions d'éducation au développement et la définition des stratégies d'interpellation des pouvoirs publics ».*

En l'état actuel des choses, le CADTM garde pour objectif une transformation radicale des rapports Nord-Sud. Pour y arriver, il est fondamental de peser sur les décisions politiques, tant au Nord qu'au Sud. A partir de là, la vision stratégique du CADTM est d'une part de consolider un centre (une organisation forte) en Belgique permettant de peser sur les décisions du Nord, et d'autre part, de consolider des centres dans les PED permettant de peser sur les pouvoirs politiques des PED. Ces deux actions sont nécessaires car elles permettent de « bonnes » décisions et pratiques dans les pays les plus industrialisés (= Nord) comme dans les PED (= Sud) afin que s'améliorent les conditions de vie des populations. Par ailleurs, même s'il n'y a pas de « bonne » décision au Nord, il y a alors la possibilité d'avancer (grâce aux membres du réseau CADTM dans le Sud sur base de l'activité et de la mobilisation des citoyens) au niveau des décisions des pouvoirs politiques du Sud qui, rappelons-le, ne sont pas obligés d'attendre le Nord pour prendre la « bonne » décision. Lorsque des décisions sont prises au Nord en général, en Belgique en particulier, il est important de souligner que ces dernières peuvent avoir des répercussions importantes au niveau du « potentiel » du réseau international. En effet, prenons l'exemple de l'Equateur et de l'adoption le 29 mars 2007 par le Sénat belge de la résolution sur la dette des PMA. L'Equateur est un pays prioritaire pour la Coopération belge. D'une part, les membres du réseau CADTM en Equateur peuvent renforcer les initiatives pour un audit de la

dette (qui fait partie des priorités du gouvernement du président Rafael Correa en fonction depuis janvier 2007). D'autre part, les membres du réseau CADTM en Equateur et/ou le gouvernement de Rafael Correa lui-même peut interpellier la Belgique sur base de cette résolution. On a donc ici un excellent exemple où des interactions « citoyens/pouvoir politique » et « Nord/Sud » se complètent pour aboutir à un changement de comportement politique dans le Nord impliquant un impact direct sur les bénéficiaires dans le Sud.

Prise en compte des recommandations émanant du dialogue politique

Nous reproduisons ici la recommandation finale de la fiche d'appréciation du PA 2007 émanant du binôme DGCD-Expert externe : *« Pour le prochain programme, le CADTM devrait définir une stratégie plus claire quant au nécessaire équilibre entre les activités en Belgique et les activités internationales. En effet, la thématique de la dette implique le Nord et le Sud mais de façon différente. Cela devrait donc passer par une recherche de complémentarité dans les synergies. Ainsi, concernant le Sud, le CADTM Belgique a une place centrale dans le réseau sur la dette mais encore trop souvent incontournable. Il y a eu des initiatives intéressantes pour limiter ce rôle (dont l'OID ou la formation de formateurs) mais il faudrait chercher de nouvelles alternatives (les ateliers régionaux, des délégations sous-régionales aux réunions internationales,...). Certaines sont présentes mais très peu développées. D'autre part, concernant le Nord, le CADTM aurait tout intérêt à mieux se faire connaître et donc à travailler en synergie avec d'autres organisations d'autres rôles linguistiques tant belges qu'européennes.*

De plus, la réflexion autour du cercle vertueux en quatre étapes est très intéressante et a très bien structuré l'actuel PQ. Néanmoins, à la veille d'un nouveau programme, il faudra pousser plus loin la réflexion. En effet, les 4 étapes ne sont pas toujours directement déclinables en actions ED et OS ce qui pousse actuellement à des divisions un peu artificielles entre activités. Ceci est surtout valable pour le volet OS.

Enfin, en vue de la pérennisation de l'ONG et de ses actions, il est nécessaire de renforcer l'image du CADTM en tant qu'organisation. »

Place du CADTM Belgique dans son réseau international

L'activité du CADTM Belgique en matière d'interpellation politique du gouvernement et du parlement belges, des représentants de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale, de la Commission et du Parlement européens constitue un apport fondamental au réseau international CADTM et aux campagnes « dette » au niveau international. C'est démontré par l'influence du CADTM clairement perceptible dans la résolution sur la dette des PMA adoptée par le Sénat le 29 mars 2007 (voir infra p. 14 et suivantes). A ce niveau, l'action du CADTM Belgique permet de renforcer l'action de tous les membres du réseau international.

En ce qui concerne le rôle du CADTM Belgique à l'intérieur du réseau dont il assure le secrétariat international, il contribue notamment à renforcer les capacités des membres du réseau à se prendre entièrement en charge. Le travail à réaliser à ce niveau (offre de service) reste important mais une dynamique est lancée et a déjà donné des résultats significatifs. En effet, par région du monde, les membres du réseau CADTM se regroupent, développent leurs synergies et prennent des initiatives à différents niveaux. La structuration en réseau international permet de renforcer une dynamique multi-centrique. Chaque atelier régional définit ses priorités et favorise un développement « rhizomique ». Cette approche privilégie l'horizontalité du développement, de proche en proche, et non la verticalité.

A moyen terme, le CADTM continuera à jouer un rôle important dans le domaine du renforcement des capacités des organisations membres. Le volet « Offre de services » reste fondamental à ce niveau.

Il s'agira également, au cours du plan triennal 2008-2010, de continuer le travail visant à aider les organisations membres du réseau, en particulier les organisations africaines, à avancer vers une autonomie financière plus forte.

L'attention portée au public belge. Tant en 2006 qu'en 2007, le CADTM a augmenté ses activités d'éducation au niveau du public belge. Cette augmentation est facilement quantifiable et contrôlable. Elle est impressionnante (voir tableau de bord, voir évaluation et voir plus bas « Evolution de la

notoriété du CADTM »). Le CADTM compte, au cours du plan triennal, renforcer et consolider son travail d'éducation au développement en Belgique. La création et le développement des groupes locaux (Liège et Bruxelles) attestent de cette intention. Signalons ici qu'un important travail de recherche sur la « question belge » s'est amplifié en 2007. Ce travail vise avant tout à renforcer les capacités du CADTM à sensibiliser le public belge sur ses problématiques centrales (dette de la Belgique, ajustement structurel au Nord et au Sud, les alternatives ...) notamment en faisant plus systématiquement le lien entre ce qui se passe au Nord et au Sud. Ce travail devrait aboutir à la réalisation d'une brochure « Une Autre Belgique est Possible » Signalons le lancement d'une université d'été en juillet 2009 en Belgique qui entre aussi dans cette démarche de consolidation du travail en direction du public cible belge.

L'éducation au sens large. Comme indiqué dans le paragraphe précédent, les activités d'éducation du CADTM en Belgique ont fortement augmenté en 2006 et en 2007. La stratégie du CADTM en matière d'éducation et de public-cible est cohérente par rapport au cercle vertueux qui est au cœur de son action. Ce cercle vertueux est présenté à la page 31.

Synergies belges. Le CADTM renforce sa collaboration avec d'autres ONG belges, en particulier celles spécialisées dans les activités de formation en commençant par ITECO. En dehors du CNCND avec qui nous choisissons de privilégier une collaboration étroite, la synergie avec d'autres organisations s'étend avec le GRESEA (en matière de droit), le CETRI (dans le cadre de la dynamique des mouvements sociaux et du Forum social mondial), Oxfam (dans le domaine de la souveraineté alimentaire), ATTAC (collaboration systématique dans le domaine de l'Education sur différentes thématiques), le Service Civil International (dans le domaine de la formation), le Centre d'Action Laïque - CAL - (dans le domaine de l'éducation²¹), Volens (dans le domaine de l'éducation), l'asbl Barricade et la Casa Nicaragua (dans le domaine de l'éducation), le Comité Amérique centrale de Charleroi (dans le domaine de l'éducation), les kots à projet à l'UCL (dans le domaine de l'éducation), le cercle Horizons des HEC-Université de Liège (dans le domaine de l'éducation)...

Thème Genre. La thématique du genre fait partie du premier thème du programme 2008-2010.

OID. Comme recommandé lors des dialogues politiques de 2005 et de 2006, l'activité de l'OID est de plus en plus portée par des forces extérieures au CADTM.

Evolution de la notoriété du CADTM. La fiche d'appréciation citée plus haut et se rapportant au PA 2007 émanant du binôme DGCD-Expert externe recommandait : « D'autre part, concernant le Nord, le CADTM aurait tout intérêt à mieux se faire connaître »

La crédibilité du CADTM et sa renommée ont fortement augmenté en 2006-2007, plusieurs faits le prouvent clairement : la prise en compte des positions du CADTM par les sénateurs et les députés belges dans leurs travaux de 2006-2007 ; l'augmentation très forte du référencement du CADTM sur internet en Belgique. Le 11 avril 2007, en tapant dans google le sigle « CADTM » et en sélectionnant « pages : Belgique » on obtenait 163.000 référencements²². Le même exercice réalisé en juin 2005 avait donné un résultat 8 fois moindre.

²¹ La collaboration qui s'ouvre avec le CAL au seuil d'un nouveau programme, permettra l'ouverture à un large nouveau public. Cet accès sera facilité par la nouvelle présidence du CAL (Pierre Galand est spécialisé dans la solidarité avec le Sud et travaille étroitement depuis le début avec le CADTM), par la structure permanente importante de cette organisation et la coïncidence d'intérêts thématiques via le travail de mémoire sur la colonisation.

²² Le 11 avril 2007, en tapant dans google le sigle « DGCD » et en sélectionnant « pages : Belgique » on obtenait 45.500 référencements (3,5 fois moins que le CADTM) ; le 11 avril 2007, en tapant dans google le sigle « CTB » et en sélectionnant « pages : Belgique » on obtenait 93.900 référencements (42% de moins que le CADTM) toujours le 11 avril 2007, en tapant dans google le sigle « CNCND » et en sélectionnant « pages : Belgique » on obtenait 52.500 référencements (3 fois moins que le CADTM) ; le même exercice avec « Eudodad » donnait 1.010 référencements (16 fois moins que le CADTM). Nous n'avons malheureusement pas fait le même exercice l'année passée mais nous sommes convaincu que le référencement du CADTM a considérablement augmenté depuis un an car cela correspond à l'évolution constatée par l'étude sur le bruit du CADTM sur internet. Voir Mélanie Moussours et Olivier Lorillu, *Bruit du CADTM sur la toile de juin 2005 à décembre 2006* ; actualisé en mars 2007.

Dans leur rapport d'évaluation sur le programme 2003-2007 du CADTM, Olivier Blamangin et Gus Massiah écrivent : « *Le CADTM bénéficie d'un référencement très élevé et en croissance extrêmement rapide au sein des moteurs de recherche Internet les plus courants. Ceci témoigne d'une notoriété importante et d'une reprise fréquente, par d'autres supports, de ses articles, thèses et analyses.* »

Ils ajoutent le tableau suivant :

*Nombre de références du mot clé CADTM
sur quelques moteurs de recherche parmi les plus courants (totalité du web)*

Moteurs de recherche	Avril 2002	Juin 2004	Juin 2005	Juin 2006	Mars 2007
www.google.fr	2 820	13 300	44 800	234 000	307 000
www.yahoo.com	2 110	14 800	31 500	103 000	153 000
www.altavista.com	925	6 575	32 700	90 900	153 000

De ce tableau qui concerne le référencement du CADTM sur la toile dans le monde entier, on déduit aisément que le CADTM a réussi à mieux se faire connaître ces dernières années²³.

2.2. Description des thèmes principaux

Suivant l'objectif global de remplacer les politiques d'ajustement structurel par des modèles de développement centrés sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux, le CADTM base sa théorie d'action sur l'articulation de thèmes principaux qui seront développés au long du programme stratégique 2008-2010²⁴.

Premier thème : Les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement)

L'assemblée générale extraordinaire des Nations unies s'est fixée des objectifs d'amélioration des conditions de vie des humains les plus pauvres d'ici à 2015, ce sont les OMD. Si un virage n'est pas pris, ces objectifs bien que modestes, ne seront pas atteints dans de nombreux pays. La Coopération belge a fait des OMD une priorité. Il faut mettre à profit la période du programme triennal qui correspond à une période encore possible d'impulsion politique pour atteindre ces OMD. Le CADTM fera alors des interpellations politiques du gouvernement belge sur son engagement à atteindre les OMD, comme le recommandent les évaluateurs (p. 9 du rapport d'évaluation)

Le CADTM a opté de travailler sur les trois thèmes suivants en relation avec les OMD : la question de l'égalité homme/femme, le droit à la santé et l'accès à l'eau potable.

a) La question de l'égalité homme/femme dans l'intervention du CADTM

« *Le système patriarcal règne dans notre société et beaucoup d'autres cultures. Dans toutes celles-ci, les femmes ont été considérées comme inférieures et soumises à la tutelle des hommes. Ce système engendre des rapports sociaux spécifiques entre les hommes et les femmes, les rapports de genre, ainsi qu'une violence spécifique, la violence de genre.*

Le genre se définit donc comme l'attribution de tâches, comportements, valeurs et fonctions sociales différents à chacun des sexes. Il ne s'agit pas d'un fondement différenciateur biologiquement déterminé. Il s'agit d'une construction culturelle, déterminée par le contexte historique et de ce fait, changeante. Car si les hommes et les femmes subissent tous la misère imposée par l'évolution du monde de ces vingt dernières années qui implique un durcissement des différents mécanismes d'oppression, ils ne sont pas égaux dans la manière de la subir. »²⁵

Cette dernière phrase concentre le sens de notre intervention sur le genre dans le prochain programme. La dette des PED fait porter un fardeau beaucoup plus lourd aux femmes qu'aux hommes. L'égalité

²³ Le 11 avril 2007, en tapant dans google le sigle « CADTM » et en sélectionnant « web » (donc sans limiter la recherche à la Belgique), on obtenait 338.000 référencement (contre 307.000 pour mars 2007, selon le tableau).

²⁴ Ces thèmes seront articulés en Education et en Offre de service selon les groupes-cibles de ces deux volets.

²⁵ Extrait de l'introduction du livre réalisé par le CADTM et intitulé : « Femmes et enfants face à la violence. Les résistances du Nord au Sud », CADTM - Editions Le Cerisier, 1999

homme/femme avancée comme objectif des Nations unies dans le cadre des OMD, ne peut être atteinte dans ce contexte créateur d'inégalités (surcharge des femmes suite au désengagement social des Etats, recouvrement des coûts exigés par la privatisation, perte de dignité des femmes obligées de se prostituer pour sauvegarder le niveau de vie de la famille, anémie aggravée des fillettes, retard considérable d'alphabétisation et d'instruction des jeunes filles entravant l'avenir de leur future famille, etc.)

Le CADTM n'est pas une organisation de femmes mais c'est une organisation de pensée féministe. En juin 1998 déjà, le CADTM organisait deux séminaires : l'un consacré à la violence envers les enfants, l'autre à la violence faite aux femmes. Au travers de ces travaux, un fil rouge : quelles sont les résistances mises en place dans le Nord et dans le Sud ? Comment se rencontrent-elles ? Les séminaires donnèrent lieu à une publication en 1999 « *Femmes et enfants face à la violence. Résistances du Nord au Sud* » dont le contenu reste malheureusement bien d'actualité.

Pourquoi ? Le constat est inquiétant : près de 30 ans de politiques néo-libérales ont remis en cause dans les faits les droits des femmes et l'endettement a joué un rôle déterminant à cet égard. Dans plusieurs pays du Sud, durement touchés par l'ajustement structurel, les intégrismes de tout poil (re)gagnent du terrain. La mondialisation néo-libérale rogne les acquis des femmes au Nord comme au Sud et s'accompagne d'une conscience féministe en recul des jeunes et des jeunes femmes en particulier.

Les gouvernements se sont engagés à relever un défi important dans les OMD avec le point sur l'égalité homme/femme. Cela nécessite de penser et de mettre en pratique une conception féministe du développement que le CADTM cherchera à cerner - avec l'aide notamment des apports de la Marche mondiale des femmes -, à discuter avec ses partenaires et à proposer aux publics cibles.

Objectifs :

- (R)éveil d'une conscience féministe dans nos publics cibles
- application d'une lecture « genre » nécessaire à tout ce qui concerne la dette et les questions de développement

Concrètement :

- un week-end de formation résidentiel en 2008 : une formation sur le féminisme et sa place dans le développement avec l'interaction d'ONG du Nord (Belgique) et/ou du Sud qui s'inscrivent dans ce courant : le Refuge pour Femmes battues et leurs enfants (Liège), La Marche mondiale des femmes, le Monde selon les femmes...
- un atelier spécifique à l'université d'été du CADTM en juillet 2009
- une publication en 2010 : Un livre sur les pratiques, les résistances et les alternatives promues par les femmes des PED (voir volet Education. Point 4.1. Liste des publications en 2008-2010, p. 46). Responsable : Denise Comanne. Ecrit par différentes auteures provenant en majorité des PED. Il s'agirait notamment de cibler et de raconter/analyser quelques exemples de résistance d'associations de femmes contre les effets concrets de la mondialisation néo-libérale (montrer en quoi elles sont premières victimes), les luttes spécifiques qu'elles ont menées ou les apports qu'elles ont réalisés dans des luttes plus globales (montrer en quoi elles sont aussi premières résistantes), leurs réflexions sur la problématique de la dette et à partir de là, définir le profil de ces associations de femmes (quelles ont été les idées moteur de l'action ?)

b) Le droit à la santé

- 1,7 million de personnes sont mortes de tuberculose en 2004 tandis que 8,9 millions de nouveaux cas étaient enregistrés (Communiqué de presse de l'OMS du 22 mars 2006)
- 350 à 500 millions souffrent de la malaria et un million, surtout des enfants, en meurent chaque année (OMS citée par *Voice of America*, 19 avril 2006)
- 2,8 millions de personnes sont mortes du sida en 2005 ; plus de 4 millions de personnes ont été infectées en 2005 ; au total, 38,6 millions de personnes vivent avec le VIH (sans le savoir pour la plupart) dont 24,5 millions en Afrique subsaharienne et 8,3 millions en Asie ; sur 17,3 millions de femmes infectées, 13,2 vivent en Afrique subsaharienne (Rapport annuel de l'ONUSIDA de 2006)
- Tuberculose, malaria et sida = près de 6 millions de décès par an...

Il manque environ 4,3 millions de professionnels de la santé.

Près d'un milliard de personnes souffrent de la famine ou de la malnutrition. Près d'un milliard et demi n'ont pas accès à une quantité suffisante d'eau potable. Près de quatre milliards ne bénéficient pas de conditions sanitaires convenables.

La réalisation du droit à la santé est fortement liée à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels : nourriture, logement, hygiène, conditions de travail, exercice des libertés, notamment syndicales, etc. ; elle est aussi liée à la paix et à la sécurité. Autrement dit, la préservation et la promotion de la santé impliquent bien plus que l'accès aux services de santé et aux médicaments.

Le fardeau de la dette a entraîné une augmentation de la pauvreté. Dans de nombreux pays, la situation a empiré ou a cessé de s'améliorer. En 1978 déjà, la déclaration d'Alma-Ata, lors de la conférence internationale de l'OMS sur les soins de santé primaires, soulignait que les inégalités flagrantes dans la situation sanitaire des peuples sont inacceptables et constituent un sujet de préoccupation commun à tous les pays.

A l'occasion de nombreux sommets mondiaux onusiens, les déclarations, conventions et traités internationaux et régionaux foisonnent qui affirment la base du droit à la santé mais ces textes s'ils sont pertinents, ne sont pas contraignants. Comment faire en sorte que le droit à la santé devienne une réalité.

En détaillant les termes du mal-développement, conséquences de l'endettement, le CADTM ne peut pas faire l'impasse sur les revendications essentielles et urgentes concernant la santé. Les nations se sont, une fois de plus, engagées dans le domaine de la santé avec la définition des OMD. Le CADTM réalisera au cours de ce programme triennal un état des lieux, un état des avancées institutionnelles, un état des avancées citoyennes en produisant notamment des articles et en organisant des séminaires sur ce thème.

c) l'eau comme bien commun et inaliénable de l'humanité

La dette continue à se décliner pour les PED en une série de mesures d'ajustement structurel parmi lesquelles la privatisation de la production et de la distribution d'eau. La Banque mondiale est très active dans ce domaine et conditionne l'octroi de prêts à cette privatisation. Souvent lorsque la privatisation est effective, les exigences de recouvrement des coûts entraînent une augmentation du coût de l'eau pour la population, privant ou altérant gravement l'accès à ce droit crucial pour vivre. Des alternatives se sont dessinées ces dernières années avec les résistances notamment en Bolivie, en Inde, au Ghana... Depuis lors, les mouvements sociaux posent la question de la façon dont il est possible, avec les services d'un Etat reprenant des fonctions redistributives, d'améliorer la gestion publique de l'eau notamment par un contrôle citoyen plus actif. Cette intervention est essentielle dans le travail réalisé en éducation et en offre de service avec des organisations paysannes et des organisations de femmes.

Le CADTM travaille avec les membres du réseau et les partenaires dans les PED qui sont confrontés à cette situation. Le CADTM a participé activement en mars 2007 à l'Assemblée Mondiale des Elus et des Citoyens pour l'Eau (AMECE <http://www.amce.be/>) au parlement européen à Bruxelles (12 délégués du CADTM provenant du Mali, du Pakistan, d'Inde, de Belgique et de France y ont participé).

Deuxième thème : L'évolution de l'endettement public des PED

Le fardeau budgétaire de la dette publique constitue un frein important pour le financement du développement humain. Au cours des dernières années d'importantes évolutions en matière financière ont eu lieu. Il faut les prendre en compte. En voici quelques unes :

- 1) La dette publique interne des PED a fortement augmenté ces dernières années en chiffres absolus et en pourcentage du PIB. La montée de la dette publique interne est particulièrement forte et inquiétante dans un grand nombre de PED. Selon la Banque mondiale, la dette publique interne des PED est passée de 1.300 milliards de dollars en 1997 à 3.500 milliards de dollars en septembre 2005²⁶.
- 2) La dette publique externe a également augmenté au cours des trois dernières années.
- 3) Les banques privées du Nord, après avoir stoppé les prêts bancaires aux PED en 2001-2002, les ont

²⁶ World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 44

repris progressivement à partir de 2003. En 2005, leurs prêts ont augmenté de 74% par rapport à 2004. Ainsi, 1261 contrats de prêts ont été signés, principalement dans le domaine du pétrole et du gaz.

4) La Chine a augmenté fortement les montants prêtés notamment aux pays africains ;

5) Les détenteurs de capitaux dans les PED ont augmenté les sorties de capitaux en 2005. Alors que les sorties ont représenté 172 milliards de dollars en 2004, elles ont grimpé à 318 milliards de dollars en 2005²⁷. Cela a continué de plus belle en 2006.

6) Les fonds voutour rachètent à bas prix des dettes des pays pauvres sur le marché secondaire des dettes pour ensuite en tirer un maximum de profit sur le dos des pouvoirs publics de ces pays ;

7) Les réserves de change des PED ont fortement crû suite à l'augmentation des prix des matières premières et de certains produits agricoles qu'ils exportent sur le marché mondial. Cette amélioration des termes de l'échange a provoqué une augmentation énorme des réserves de change dont disposent les PED. Plus de 130 d'entre eux (sur 165) en effet ont connu une hausse de leurs réserves.

Entre 2000 et avril 2006, les réserves de change de l'ensemble des PED (parmi lesquels figurent les pays de l'ex-bloc soviétique) ont été multipliées presque par 3 (passant de 973 à 2679 milliards de dollars). Les réserves de change des PED exportateurs de pétrole ont été multipliées par 4 (passant de 110 à 443). Celles de la Chine ont été multipliées par plus de 5 (passant de 166 à 875). Plus modestement, celles de l'Amérique latine ont augmenté de 40% pendant la même période.

L'encours total mondial des réserves de change atteignait en décembre 2005, selon la BRI, l'équivalent de 4170 milliards de dollars (dont 2/3 en dollars US, le 1/3 restant étant composé d'euros, de yens, de livres sterling et de francs suisses), dont seulement 1292 milliards sont en possession des pays les plus industrialisés. Encore faut-il savoir que les Etats-Unis ne possèdent que l'équivalent de 38 milliards de dollars (en différentes devises) et la zone euro seulement 167 milliards. Le Japon quant à lui en détient 829 milliards (BRI, 2006, p. 88).

Les PED n'ont jamais connu une telle situation : ils disposent d'une somme équivalente à plus du double des réserves de change des pays les plus industrialisés. Les réserves de changes des PED sont distribuées de la manière suivante : 60% en dollars, 29% en euros et le reste en yens, livres sterling et francs suisses.

8) Au sens propre comme au sens figuré, les PED sont des prêteurs nets à l'égard des pays les plus industrialisés. C'est tellement vrai qu'ils prêtent de l'argent au Trésor des Etats-Unis et aux pays d'Europe occidentale en achetant leurs bons du Trésor. Les PED détiennent des bons du Trésor états-unien pour plusieurs centaines de milliards de dollars.

La Banque mondiale reconnaît elle-même que les PED sont des prêteurs nets à l'égard des pays les plus industrialisés. Dans le rapport annuel de 2003 de la Banque mondiale intitulé *Global Development Finance*, on peut lire «*Les pays en développement pris dans leur ensemble sont prêteurs nets par rapport aux pays développés*»²⁸. Dans l'édition de 2005 du *Global Development Finance*, la Banque écrit : «*Les pays en développement sont maintenant exportateurs nets de capitaux vers le reste du monde*» (World Bank, *GDF 2005*, p. 56). Dans le *Global Development Finance 2006*, elle revient sur le sujet : «*Les PED exportent des capitaux vers le reste du monde, en particulier vers les Etats-Unis*»²⁹ (World Bank, *GDF 2006*, p. 139).

9) La politique actuelle en matière de réserves de change est, à bien des égards, absurde. Au lieu d'utiliser une partie importante de leurs réserves de change pour des dépenses d'investissement et pour des dépenses courantes (dans les domaines de l'éducation et de la santé par exemple), les gouvernements des PED s'en servent pour rembourser leurs dettes ou les prêtent au Trésor des EU ou aux Trésors des pays d'Europe occidentale. Ajoutons que ceux qui prônent l'achat de bons du Trésor des EU omettent généralement le fait que le dollar évolue à la baisse. Les bons sont rémunérés avec des dollars dévalués.

Mais cela ne s'arrête pas là, les gouvernements des PED utilisent les réserves en devises comme garantie de paiement futur et contractent de nouvelles dettes auprès des banques privées étrangères ou auprès des marchés financiers. C'est absurde du point de vue de l'intérêt général.

10. La Banque mondiale et le FMI connaissent une crise de légitimité due aux effets sociaux et

²⁷ World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 151

²⁸ «Developing countries, in aggregate, were net lenders to developed countries», World Bank. *Global Development Finance 2003*, p.13.

²⁹ «developing countries export capital to the rest of the world, particularly the United States»

économiques négatifs de leurs politiques et aiguisée par leur incapacité à se démocratiser (les pays les plus industrialisés dominent ces institutions). Le discours anticorruption de la Banque mondiale a perdu fortement de sa crédibilité avec le scandale qui a éclaté en avril 2007 autour de la politique népotiste de son président Paul Wolfowitz. Les remboursements anticipés de dette au FMI et à la Banque mondiale en 2006 et la création, en mars 2007, de la Banque du Sud par 6 pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Venezuela) ont encore réduit la capacité d'agir des institutions de Bretton Woods.

Troisième thème : Des alternatives sont possibles

Des 10 constats précédents, on peut renforcer l'argumentation sur la possibilité de mettre en place des politiques alternatives. Voici quelques propositions :

Au lieu de construire des montagnes de réserves de change notamment pour se mettre à l'abri d'attaques spéculatives, les gouvernements des PED pourraient :

A) adopter des mesures de contrôle des mouvements des capitaux et des changes (bien plus efficaces pour se protéger contre les attaques spéculatives et pour combattre la fuite des capitaux) ;

B) utiliser une partie importante des réserves pour de l'investissement productif dans l'industrie, dans l'agriculture (réforme agraire et développement de la souveraineté alimentaire), dans les infrastructures, dans la protection de l'environnement, dans la rénovation urbaine (réforme urbaine, construction/rénovation de logements...), dans les services de santé, d'éducation, dans la culture, dans la recherche, dans la sécurité sociale... ;

C) mettre en commun une partie des réserves pour constituer un ou des organismes financiers communs (Banque du Sud, Fonds monétaire du Sud) ;

D) réaliser un audit de la dette ;

E) entreprendre des initiatives légales pour identifier et récupérer les biens mal acquis et les utiliser pour des projets de développement élaboré directement avec la participation de la population. L'utilisation des fonds sera contrôlée par la population (mécanisme du budget participatif) ;

F) constituer un front des pays endettés pour une solution juste à la dette ;

G) renforcer et constituer des cartels de pays producteurs de produits de base pour en stabiliser le prix ;

H) mettre en œuvre au niveau intérieur une politique fiscale qui favorise la justice sociale et augmente les ressources des pouvoirs publics pour les réinvestir dans le développement humain ;

I) constituer de grands ensembles humains et économiques viables (Mercosur ou/et ALBA en Amérique latine+Caraïbe ; Union de l'Afrique de l'Ouest...).³⁰

Il est important de noter que si des alternatives ne sont pas mises en place, la situation économique peut fortement se détériorer.

La variable « remboursement de la dette » est importante pour le comprendre.

Depuis 2003-2004, la plupart des PED à moyens revenus ne rencontrent plus de difficulté à payer le service de la dette. C'est la conséquence de plusieurs facteurs conjoncturels : des rentrées croissantes de devises grâce au prix élevé des produits de base qu'ils exportent et à l'arrivée de capitaux flottants à la recherche de rentabilité à court terme, notamment dans les Bourses des pays émergents ; des taux d'intérêt relativement bas ; des primes de risque pays extrêmement basses en 2004-2005-2006.

Tout cela peut être modifié en l'espace d'un an ou de quelques années.

Les rentrées en devises peuvent diminuer et le niveau des réserves peut baisser, les taux d'intérêt à la hausse au Nord peuvent augmenter le service de la dette sur les prêts contractés à taux variables, le coût des nouveaux emprunts pour refinancer les anciennes dettes va augmenter car un taux d'intérêt plus élevé s'appliquera, les primes de risque pays peuvent repartir à la hausse.

Un nombre significatif de PED risque de se trouver dans la situation de la cigale de la fable de Lafontaine. A la fin de l'été, lorsque l'environnement économique se détériorera, ils risquent de rencontrer des difficultés de paiement et leurs réserves de change risquent de fondre comme neige au soleil.

³⁰ Voir le cours d'Eric Toussaint à la CTB : « Comment sortir d'une économie d'endettement pour financer un développement durable et socialement juste ? Pistes pour des alternatives », CDROM de la CTB, Cycle d'information générale, 2007.

C'est un argument supplémentaire pour mettre en pratique des politiques alternatives dès maintenant.

Quatrième thème : Le droit international et la dette

Les évaluateurs notent que « *le travail de recherche et d'élaboration mené plus particulièrement sur la question du droit international par le CADTM a largement contribué à ce que cette thématique complexe soit reprise et portée par les associations de solidarité internationale du Nord et du Sud* » (p. 38 du rapport d'évaluation). L'annulation de la dette et la définition de modèles de développement centrés sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux s'appuient sur des arguments de droit international (notion de "dette odieuse", lutte contre l'impunité de la criminalité financière et du détournement de biens publics, respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte sur les droits sociaux, économiques et culturels, des Conventions de l'OIT, statut juridique des institutions financières internationales, traités internationaux sur le commerce, droit au développement, etc.). Le CADTM renforce son analyse et l'élaboration de propositions alternatives en y intégrant systématiquement une approche juridique basée sur le droit international.

Cinquième thème : La dette écologique. Comment le changement climatique affecte les PED en relation avec les politiques recommandées par la Banque mondiale, le modèle néo-libéral et la dette.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il est un sujet que l'on retrouve partout à la « une » : c'est la question du changement climatique³¹.

Fin octobre 2006, Nicholas Stern, conseiller économique du gouvernement britannique, a remis au Premier ministre Tony Blair un rapport de 500 pages sur les effets du changement climatique en cours et les moyens de les combattre. Dans son rapport, Nicholas Stern affirme : « *Le changement climatique va détériorer des conditions élémentaires de la vie des populations sur l'ensemble de la planète – accès à l'eau, production de nourriture, santé et environnement* »³². De manière implicite, le diagnostic contenu dans ce rapport constitue une condamnation des politiques menées notamment par le FMI et la Banque mondiale dont Nicholas Stern a été économiste en chef³³.

Nicholas Stern est très clair : les pays les moins industrialisés, bien que moins responsables que les autres du réchauffement climatique, seront les plus touchés : « *Tous les pays seront touchés. Les plus vulnérables – les pays et populations les plus pauvres – souffriront plus tôt et davantage, même s'ils ont beaucoup moins contribué au changement climatique* ». Il ajoute, en complète contradiction avec la philosophie des tenants de la mondialisation néolibérale, que : « *Le changement climatique est le plus grand échec du marché que le monde ait jamais connu et il interagit avec d'autres imperfections du marché* ».

La Banque mondiale a publié en avril 2006 un rapport consacré aux catastrophes naturelles. Son auteur, Ronald Parker, écrit : « *Il y a une augmentation des catastrophes liées à la dégradation de l'environnement aux quatre coins de la planète* »³⁴. Alors que le nombre de tremblements de terre reste quasiment constant, c'est le nombre et l'ampleur des catastrophes naturelles liées au climat qui est en forte croissance : d'une moyenne annuelle de 100 en 1975 à plus de 400 pour l'année 2005. La Banque reconnaît que le réchauffement global, la déforestation et l'érosion des sols ont accru la vulnérabilité de régions entières. La Banque estime que les pays en développement subissent des dommages d'au moins 30 milliards de dollars par an. Comme le déclare Lester Brown, directeur du Earth Policy Institute : « *Ce Rapport souligne que, bien que nous continuions à qualifier ces catastrophes de « naturelles », elles sont parfois clairement d'origine humaine* »³⁵. C'est notamment ce que le CADTM avait expliqué dans le livre « Les Tsunamis de la dette », paru en 2005.

Au cours du programme 2008-2010, nous aborderons comment le changement climatique affecte les PED en relation avec les politiques recommandées par la Banque mondiale, le modèle néo-libéral et la

³¹ Voir Eric Toussaint, Climat : les apprentis sorciers de la Banque mondiale et du FMI, janvier 2007. http://www.cadtm.org/imprimer.php3?id_article=2397

³² Nicholas STERN, *STERN REVIEW: The Economics of Climate Change*, octobre 2006. Toutes les citations du Rapport Stern dans le présent article sont tirées des conclusions du rapport. Le Rapport complet est accessible sur le site internet du gouvernement britannique.

³³ Nicholas Stern a été économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale de 2000 à 2003.

³⁴ Cité dans le *Financial Times*, 22-23 avril 2006.

³⁵ Cité dans le *Financial Times*, 22-23 avril 2006.

dette. Nous développerons également la prise en compte de la dette écologique. Celle-ci est entendue comme la dette accumulée par les pays industrialisés du Nord envers les peuples des PED, à cause du pillage de leurs ressources naturelles et des dommages infligés à l'environnement. La dette écologique ne prétend pas donner un prix à la nature mais définit les **responsabilités** environnementales et les **obligations** qui en découlent.

Sixième thème : L'audit de la dette

Au niveau des actions et alternatives à mettre en avant sur la question de la dette, l'audit constitue un enjeu de mobilisation citoyenne permettant d'avoir prise sur le présent (faire annuler ce qui est reconnu illégitime et/ou odieux) et d'écarter la fatalité de la dette de l'avenir (pas de prêts entachés). L'audit est l'exercice d'un droit démocratique élémentaire : celui de demander des comptes. C'est un exercice de pouvoir des citoyens car c'est un instrument de contrôle, c'est une école où l'on décortique les mécanismes qui nous gouvernent. C'est enfin une opportunité de fortifier la solidarité et les alliances Nord/Sud (des documents sont au Sud, d'autres au Nord ; procédures d'alerte au Nord au cas de répression au Sud ; traque non seulement au corrompu mais au corrupteur...). Le CADTM poursuit quatre objectifs stratégiques avec l'apprentissage et/ou la mise en application de l'audit : placer l'annulation sous le signe de la justice et de la transparence ; développer un vaste mouvement d'éducation et de mobilisation populaires ; rapprocher les peuples et éviter que des opérations d'annulation ne constituent de nouveaux dépouillements au profit des oligarchies locales.

Au travers des activités d'éducation, mais également et surtout d'offre de service envers ses organisations membres et partenaires du Sud, le CADTM vulgarise les éléments techniques pour réaliser un audit de la dette (analyse du processus d'endettement, des contrats, de la destination réelle des fonds...), explique les obstacles à surmonter (d'ordre technique, politique...), avance les notions de droit sur lesquelles s'appuyer, etc. Les procédures d'audit ont déjà été travaillées lors du programme 2003-2007 (publication « Manuel pour des audits » consécutive à deux séminaires du CADTM avec le CETIM Suisse ; travail sur l'audit de la dette de la République démocratique du Congo – séminaire et publication), le CADTM doit maintenant convaincre des acteurs, impulser des procédures, épauler des candidats à l'audit (l'appel à la construction d'un réseau international sur l'audit de la dette se trouve sur le site http://www.oid-ido.org/rubrique.php3?id_rubrique=58). Ce sera une fonction importante de l'organisation, non seulement dans les trois années qui viennent, mais au-delà.

Septième thème : Renforcement du mouvement citoyen altermondialiste

Le CADTM participe au renforcement des synergies entre mouvements sociaux, syndicaux et citoyens poursuivant le même objectif global de satisfaction universelle des droits fondamentaux (le mouvement "altermondialiste"). Le CADTM consolide son action de consolidation et extension du mouvement altermondialiste au sein de coordinations nationales et internationales (groupe de Copenhague, ATTAC, campagne internationale sur la dette, campagne internationale pour la réforme de l'architecture financière internationale, etc.) et des différents Forums sociaux (mondial, européen, de Belgique). Cette activité renforcera la synergie déjà bien structurée avec des ONG belges telles le CNCND, le CETRI, Oxfam-Solidarité, etc. Le CADTM compte dans cette optique consolider également les capacités de son propre réseau international au Nord et au Sud.

2.3. Pertinence et développement du programme

L'objectif de ce programme est de fournir des propositions pour satisfaire les besoins fondamentaux des populations bénéficiaires :

- L'arrêt des plans d'ajustement structurel permet de conserver les ressources du pays pour satisfaire ces besoins
- Le financement du développement alternatif trouve des ressources ailleurs et les mobilise pour satisfaire les besoins fondamentaux
- L'application du droit international permet que des ressources détournées de cet objectif social soient restituées aux populations bénéficiaires (non paiement de la dette en cas de dette odieuse, de dette illégitime, de cas de force majeure, d'état de nécessité, restitution des biens mal acquis,...)

- Le renforcement du mouvement citoyen mondial permet d'aboutir à ce changement profond de la situation actuelle.

Depuis la fin des années 1990, une prise de conscience s'affirme concrètement au sein de la société civile (pétition de 24 millions de signatures en 1998-2000, référendums citoyens sur la dette en 2000 en Espagne - 1 million de participants -, au Brésil - 6 millions de participants -, etc.) et, même si cela reste insuffisant, au sein des gouvernements et des parlements. On rappellera, cependant, le vote du Sénat belge le 29 mars 2007, les OMD, le rapport 2001 de l'Assemblée générale de l'ONU prônant un élargissement de cette initiative, le rapport de la CNUCED de 2004, etc.

Notons également que certains gouvernements démocratiques ont pris des décisions radicales : le gouvernement argentin, entre fin 2001 et début 2005, a suspendu le paiement de la dette extérieure publique aux créanciers privés et au Club de Paris, ce qui a abouti à une réduction de près de 50% de la dette. Le gouvernement de Rafael Correa en Equateur a annoncé le 4 avril 2007 qu'il limiterait dorénavant très fortement la part de son budget allouée au remboursement de la dette publique extérieure, au bénéfice de ses dépenses sociales. La part du budget allouée au remboursement de la dette publique extérieure équatorienne passera de 38% en janvier 2007 à 12 % en 2010. La part allouée aux dépenses sociales suivra l'évolution inverse, elle passera de 12% à 38%. Le président Rafael Correa a annoncé que l'Equateur arrêterait de rembourser les dettes illégitimes. Par ailleurs il renforce l'audit de la dette qui a été entrepris en 2006.

Le programme du CADTM s'inscrit donc dans l'évolution des enjeux internationaux en faveur d'une mondialisation des droits fondamentaux, en opposition à un modèle de développement centré sur une course mondiale aux profits dont les limites sociales et écologiques sont de plus en plus communément admises.

2.4. Priorités et justification du programme

Suivant notre objectif global de remplacement des politiques d'ajustement structurel par des politiques de développement ayant pour priorité la satisfaction universelle des droits fondamentaux, nos priorités vont globalement vers le renforcement des capacités de la société civile, c'est-à-dire d'un nombre sans cesse croissant de mouvements sociaux et citoyens qui affirme qu'un autre monde est possible. Un monde socialement juste, un monde sans oppression des femmes, un monde respectueux de l'environnement.

Dans ce but, nous envisageons d'appuyer les alternatives de développement définies par la société civile, d'en renforcer la faisabilité en les légitimant par le respect du droit international et de sensibiliser un maximum de citoyens à ces enjeux internationaux.

La définition de modèles de développement centrés sur le respect du droit international nécessite une responsabilisation de l'ensemble des acteurs sociaux et politiques (citoyens, mouvements sociaux, syndicats, Etat, représentants élus, organisations internationales, etc.) et des activités spécifiques envers ces différents groupes-cibles. En rapport aux alternatives de développement définies, chacun des acteurs a un rôle à jouer en interaction avec les autres.

Le CADTM envisage ainsi à la fois d'apporter ses spécificités au service des différents acteurs et de sensibiliser chacun des acteurs afin de renforcer la synergie de leurs actions spécifiques. Les objectifs spécifiques du programme 2008-2010 viseront le renforcement du mouvement altermondialiste autour d'alternatives communes et légitimes pour une mondialisation des droits fondamentaux, la sensibilisation d'un maximum de citoyens aux enjeux liés à ces alternatives et la prise en compte par les décideurs politiques et les organisations internationales de ces enjeux.

Ces objectifs spécifiques seront poursuivis par des activités d'appui méthodologique (technique) et scientifique et de réalisation d'études, d'analyses et de publications à l'égard du mouvement altermondialiste, par des activités de formation et de sensibilisation du secteur ONG et des citoyens,

par une activité systématique à l'égard des médias et par des interpellations de représentants politiques et des organisations internationales.

2.5. Situation au sein de la politique globale de l'ONG

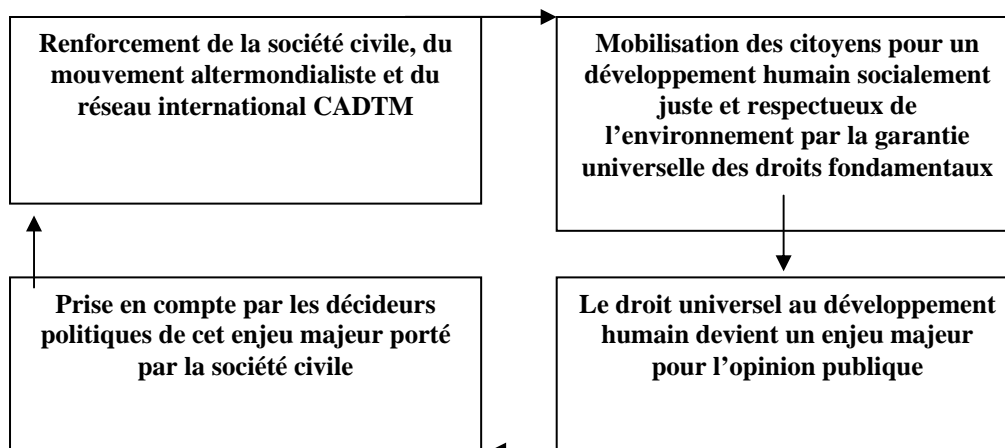
Le travail réalisé dans le cadre de ce programme triennal est épaulé par notre travail d'éducation permanente en milieu populaire en région liégeoise reconnu par la Communauté française.

3. Stratégie et méthode de travail

3.1. Stratégie générale et présentation des types d'activités

Dans l'évaluation du programme 2003-2007, Olivier Blamangin et Gustave Massiah donne la définition suivante de la stratégie suivie : « *La stratégie du CADTM (résumée dans un « cercle vertueux ») consiste à faire pression sur les décideurs politiques (nationaux, européens et internationaux), sur base d'un soutien et d'une mobilisation de l'opinion publique, celle-ci étant rendue possible à travers le renforcement et la mobilisation des organisations citoyennes sur les questions de la dette, de l'ajustement structurel, du développement durable et de la garantie universelle des droits fondamentaux.* » Ce résumé est tout à fait approprié.

Cercle vertueux visé par la stratégie générale du CADTM



Au cours de son programme 2008-2010, le CADTM va rencontrer la demande de la DGCD, de l'expert externe et des évaluateurs exprimée dans le passage suivant : « *De plus, la réflexion autour du cercle vertueux en quatre étapes est très intéressante et a très bien structuré l'actuel PQ. Néanmoins, à la veille d'un nouveau programme, il faudra pousser plus loin la réflexion* » (extrait de la fiche d'appréciation du PA 2007 émanant du binôme DGCD-Expert externe).

« *La stratégie d'ensemble du CADTM, les quatre étapes du « cercle vertueux », est cohérente et pertinente. Pour autant, le CADTM gagnerait à mieux expliciter sa stratégie à chacune des étapes du cercle vertueux* » (extrait du rapport d'évaluation externe du PA 2003-2007).

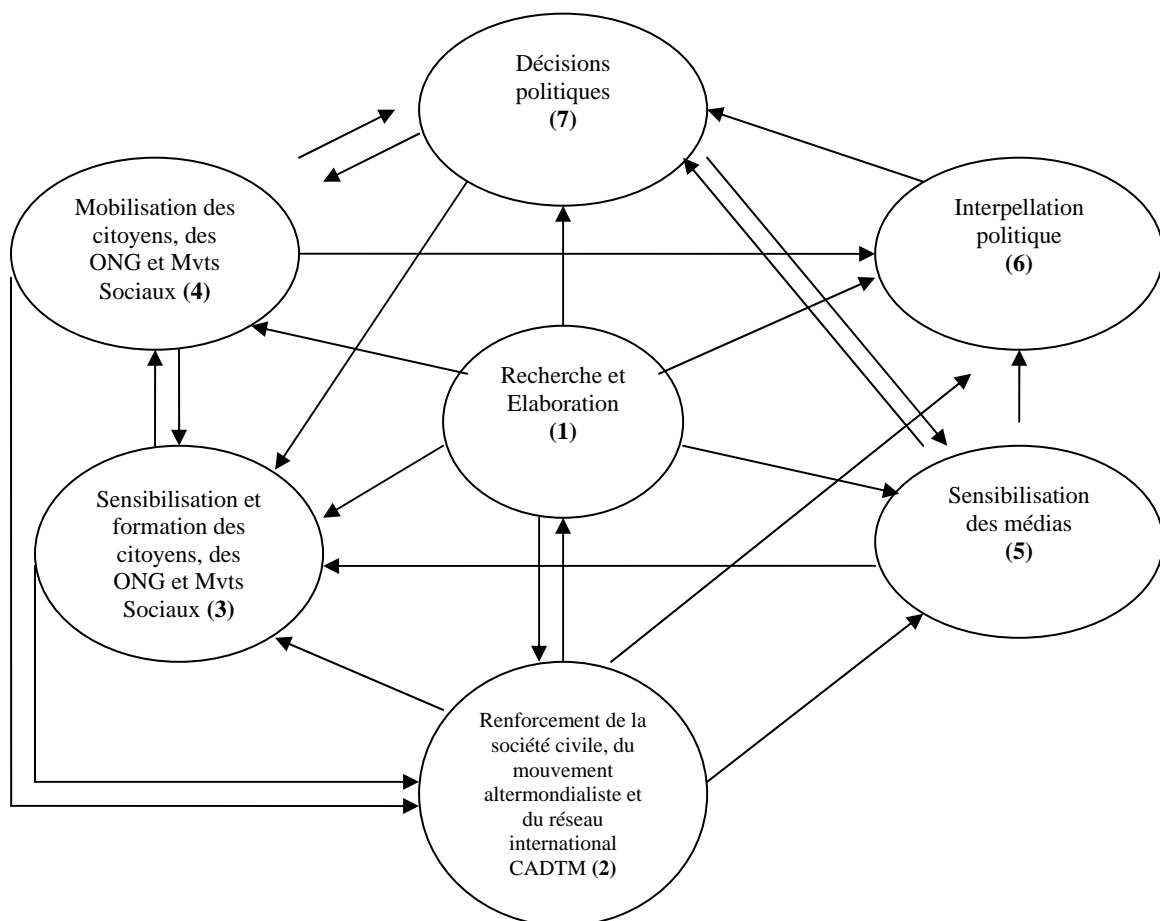
Suite à ces remarques et recommandations, allant toutes les deux dans le même sens, le CADTM décide logiquement, pour le programme 2008-2010, de poursuivre sa stratégie d'ensemble basée sur le cercle vertueux tout en précisant mieux les étapes de celui-ci et en identifiant différents enchaînements et interactions.

Sept éléments essentiels interviennent dans la stratégie du CADTM :

- Continuité dans la recherche, les analyses et les élaborations (étape 1)
- Renforcement du mouvement altermondialiste et consolidation du réseau CADTM (étape 2)

- Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyens (étape 3)
- Mobilisation des citoyens, des ONG et des mouvements sociaux (étape 4)
- Sensibilisation des médias (étape 5)
- Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales à la poursuite de ces enjeux (étape 6)
- Prise de décisions politiques (étape 7). Seul ce dernier élément ne se décline pas en activités du CADTM car il représente l'aboutissement, l'objectif global découlant du succès des objectifs spécifiques.

Ces 7 étapes s'inscrivent dans une stratégie globale d'éducation et d'offre de services menée à l'égard de publics-cibles spécifiques : afin d'enranger un cercle vertueux menant au renforcement des mouvements citoyens, à leur mobilisation autour du thème spécifique de l'annulation de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la mise en place de mécanismes de financement du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable ce qui passe par la garantie universelle des droits fondamentaux, à la définition de ce thème spécifique comme enjeu politique majeur par l'opinion publique et à la prise en compte de cet enjeu politique majeur par les décideurs politiques.

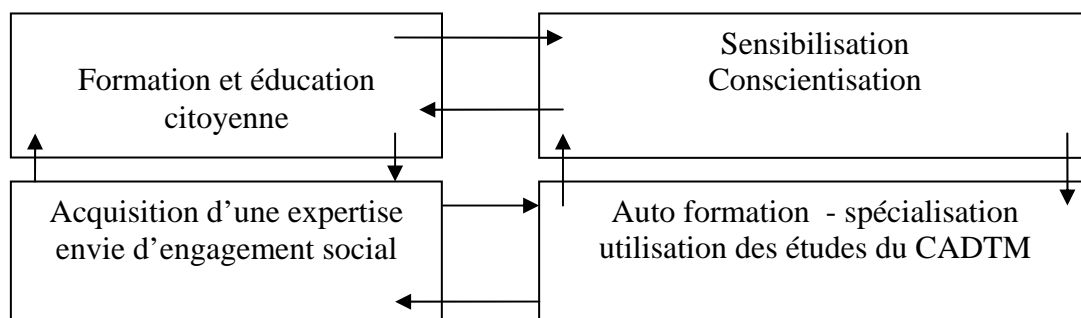


On rend visible une consolidation des liens existants entre les différentes étapes : même si chaque étape du cercle vertueux représente un travail spécifique, le « travail » de chaque étape, suite à des choix et un comportement proactif, aura des impacts positifs sur l'ensemble des autres étapes. Bref, le cercle ne « tourne » pas dans un seul sens. Il s'agit pour le CADTM d'en prendre davantage conscience et d'intégrer ces liens dans sa stratégie d'action. Chaque processus d'action ne passe pas nécessairement par toutes les étapes, même si le CADTM suivra souvent l'ordre numérique pour arriver à l'étape 7.

Exemple : Une interpellation politique « réussie » (étape 4 dans l'ancien cercle, 6 dans le nouveau) a des impacts sur les échos donnés par les médias (étape 3 dans l'ancien cercle, 5 dans le nouveau), augmentant la visibilité de notre action (étape 1), ce qui stimule la réflexion critique et incite les publics cibles à intervenir sur ces thèmes (étape 2 dans l'ancien cercle, 3 et 4 dans le nouveau). Exemple : Pierre Galand (sénateur PS) et Gaspard Denis (assistant parlementaire) ont écrit une Carte blanche intitulée « *FMI, Banque mondiale : une crise émancipatrice pour le Sud ?* » et publiée par le journal *Le Soir* du 28 septembre 2006. Les auteurs renvoient en finale à une analyse du CADTM sur l'alternative économique et sociale que constituerait une banque du sud en rupture avec le modèle néolibéral. Ils prennent la peine de résumer en 18 lignes les idées principales du CADTM en la matière. Cela pousse le public à améliorer et approfondir ses connaissances sur les sujets traités par le CADTM.

L'objectif du CADTM ne se limite pas à un impact ponctuel, aussi constructif qu'il puisse être. Il vise à inciter les citoyens à rentrer dans un mouvement dynamique de conscientisation et d'action, afin qu'ils aient la capacité et l'envie de participer au débat et à l'action démocratiques. Ce lien étroit que le CADTM réalise entre la conscientisation et la mobilisation permet de renforcer considérablement son efficacité et de créer une dynamique vertueuse. Ces dernières années, le CADTM a constaté une augmentation constante, du nombre de personnes qui, après avoir participé à ses activités, se transformaient en collaborateurs actifs. Bref, un nombre croissant d'utilisateurs des « services » offerts par le CADTM se transforment en acteurs. La création du Groupe Thomas Sankara de Liège en est une illustration concrète.

Cette dynamique peut se représenter de manière schématique comme suit :



- Devenues conscientes du rôle crucial que joue l'endettement dans l'explication du sous-développement du Tiers Monde, beaucoup de personnes sont demandeuses d'informations supplémentaires.
- Les ouvrages, mais aussi la revue ou encore le site Web permettent alors à la personne d'aiguiser ses connaissances sur le sujet.
- De cette amélioration des connaissances naît une envie de faire partager ces nouvelles connaissances.
- Le CADTM « accueille » cette personne (notamment via les groupes locaux) et lui offre des opportunités de s'engager activement dans la dynamique.

Il s'agit donc ici d'un cercle vertueux spécifique à l'intérieur même du cercle vertueux plus général que le CADTM a établi pour sa stratégie d'ensemble et qui touche plus particulièrement les deux premières phases (pour le nouveau cercle étapes 3 et 4) du cercle vertueux « général ».

Dans le cadre du PA 2008-2010, le CADTM va viser à consolider cette dynamique, en particulier via le renforcement des groupes locaux. Nous comptons élaborer le Plan d'action 2008, en appliquant le nouveau cercle vertueux en 7 étapes.

3.2. *Cohérence entre les différents types d'activités proposés*

Le volet « éducation », même s'il s'adapte à des groupes-cibles différents, vise le public le plus large possible. L'éducation se fait sur la base des recherches qui servent à l'offre de services également. Cette activité lance des signaux vers des groupes-cibles plus restreints et engagés directement dans une activité de changement sociétal. Ceux-ci sont alors demandeurs d'un approfondissement. Une fois celui-ci acquis par l'offre de services spécifique du CADTM, cela permet à son tour un retour de ces acteurs vers une activité d'éducation vers leurs publics cibles. Qui, à leur tour, sont susceptibles de demander une offre de service. Il y a donc un mouvement de va et vient entre les deux activités visant d'une part à l'élargissement du public visé et d'autre part au renforcement des acteurs sociaux. Le tout devant aboutir en spirale ascendante à une capacité de changement pour le secteur visé.

La cohérence de l'articulation des activités du CADTM peut se résumer de manière schématique comme suit :

- Appui et renforcement du mouvement altermondialiste en Belgique et dans le monde et de la société civile du Nord et du Sud qui travaillent à l'élaboration d'alternatives et à la mobilisation citoyenne pour une mondialisation des droits fondamentaux ;
- Sensibilisation et formation des citoyens belges et européens aux enjeux du financement du développement durable et des alternatives débattues au sein de la société civile internationale ;
- Sensibilisation des médias et interpellation des décideurs politiques à propos des alternatives de développement proposées par la société civile internationale.

3.3. *Aperçu synthétique des activités du CADTM*

Objectifs spécifiques poursuivis	Type d'activités menées
Continuer la recherche, les analyses, les élaborations	Production et élaboration pour des articles, site web, formations et conférences, publications de livres, de livres, utilisation de nouveaux supports (DVD, CD)
Renforcer le mouvement altermondialiste et consolider le réseau international CADTM	Interventions dans les Forums sociaux : FSdeB, au FSE, autres Forums nationaux et continentaux, FSM (et réunions du Conseil international), Groupe de facilitation des mouvements sociaux au niveau mondial ; Formations de cadres du réseau ; Réunions de réseau
Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyens	Animations/Formations en milieu scolaire secondaire, supérieur et universitaire ; Jeunesse ; milieux populaires ; large public ; ONG et mouvements sociaux ; université d'été, week-end de formation sur la dimension du genre
Mobilisation des citoyens, des ONG et des mouvements sociaux	Activités aux Forums sociaux, sommets alternatifs, actions mondiales des campagnes « dette »
Sensibilisation des médias	Rédaction et diffusion de communiqués de presse, de dossiers, de documents ; interviews ; analyse qualitative dont les médias reprennent les thématiques du CADTM
Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales	Préparation des dossiers, réunions avec nos partenaires (à tous les niveaux : belge, international) ; réunions avec des fonctionnaires, assistants parlementaires, mandataires politiques (à tous les niveaux) ; réunions avec les administrateurs belges au sein des IFI ; organisation d'événements d'interpellation

3.4. *Délimitation des actions*

Suivant l'évolution soulignée par le Rapport d'évaluation, le CADTM présente un programme plus précis en matière d'objectifs spécifiques et intermédiaires. Comme décrit dans la stratégie générale, il s'agit d'enclencher un cercle vertueux menant au renforcement des mouvements citoyens, à leur mobilisation autour du thème spécifique de l'annulation de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la mise en place de mécanismes de financement du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable ce qui passe par la garantie universelle des droits fondamentaux, à la définition de ce thème spécifique comme enjeu politique majeur par l'opinion publique et à la prise en compte de cet enjeu politique majeur par les décideurs politiques. Cet objectif global est poursuivi par la définition d'objectifs spécifiques pour des publics-cibles spécifiques dont l'articulation est susceptible d'aboutir au changement global visé. Chacun de ces objectifs spécifiques est vérifiable grâce à la définition d'indicateurs observables et doit aboutir à des résultats intermédiaires également vérifiables par des indicateurs.

3.5. *Calendrier général d'intervention du CADTM*

2008	2009	2010
G8 au Japon	G8 en Italie	G8 aux Etats-Unis
Journées d'action globale dans le cadre du FSM (fin janvier)	8 ^e FSM (pays à déterminer)	Activité du FSM (à définir)
Tenter d'obtenir une orientation du gouvernement belge en application de la résolution adoptée par le sénat en mars 2007	Elections dans les Communautés et Régions en Belgique : interpellation politique	
Atelier régional Asie du Sud et atelier régional Pays andins	Université d'été : atelier régional d'Europe en Belgique	
Poursuite du travail d'audit des dettes du Niger, Mali, Côte d'Ivoire, RDC... et présentation des résultats en fin d'année	Présentation des résultats des travaux d'audit sur l'Equateur, le Congo Brazzaville, l'Inde	Présentation des résultats des travaux d'audit sur le Pakistan, le Sri Lanka

3.6. *Cadre logique programme triennal CADTM 2008-2010*

Le cadre logique se trouve à la fin de ce document à la page 72.

3.7. *Méthode de suivi*

Une méthode de suivi permanente a été mise en place suivant les conseils des évaluateurs, aussi bien pour le volet "éducation" que pour le volet "offre de services". La tenue d'un tableau de bord et la prise en compte permanente du cadre logique contribueront fortement au bon suivi.

3.8. *Méthode d'évaluation*

Le CADTM s'est doté d'un système d'évaluation permanente de son action. Chaque formation d'au moins une journée fait l'objet d'une feuille d'évaluation remplie par les participants. Les feuilles remises par les participants sont analysées systématiquement et font l'objet de compte-rendu périodique au Groupe national de coordination³⁶. La feuille d'évaluation évolue afin d'affiner celle-ci.

³⁶ Voir Christine Vanden Daelen, Rapport d'évaluation des actions de formation du CADTM 2002-2007, Janvier 2007

Le contenu de la revue du CADTM « Les Autres Voix de la Planète » fait elle-même l'objet d'une évaluation. L'écho médiatique, d'une part, et le « bruit » fait par le CADTM sur internet³⁷, d'autre part, font l'objet d'analyses régulières. Enfin, toutes les activités sont répertoriées dans un tableau de bord qui permet une visualisation de l'activité du CADTM et permet une quantification de son action³⁸.

Cette pratique d'évaluation permanente nous a amenés à réaliser des documents de conclusion qui ont été fournis à nos évaluateurs de programme (ainsi qu'à la DGCD). En voici la liste :

1. *Mélanie Moussours & Olivier Lorillu, Bruit du CADTM sur la toile de juin 2005 à décembre 2006, janvier 2007 complété en mars 2007*
2. *Christine Vanden Daelen, Rapport d'évaluation des actions de formation du CADTM 2002-2007, Janvier 2007*
3. *Jérôme Ollier, Évaluation du Réseau International CADTM, janvier 2007*
4. *Mélanie Moussours, Impact du Bruit du CADTM sur internet, août 2005*
5. *Samuel Chopard, Evaluation des activités du CADTM de janvier 2004 à mars 2005, juin 2005*

Pour le programme 2008-2010, nous appliquerons la même démarche qu'au cours du programme 2003-2007 telle que présentée par les évaluateurs : « *Trois séminaires annuels d'évaluation ont été organisés, les 13 octobre 2004, 5 octobre 2005 et 4 octobre 2006. Ces rencontres, qui ont réuni les évaluateurs, l'équipe permanente du CADTM, des représentant(e)s de son réseau international ainsi que des partenaires belges et internationaux, avaient comme objectifs d'apprécier collectivement l'évolution qualitative des thèmes portés par le CADTM, d'échanger sur la pertinence des thèmes spécifiques et des publics cibles et, plus généralement, de réaliser un état des lieux du renforcement de la société civile, des mouvements et du Réseau CADTM et de porter une appréciation sur la mobilisation de l'opinion et la prise en compte des propositions du CADTM par les décideurs. Ils devaient ainsi permettre au CADTM d'ajuster, tout au long du programme, ses objectifs spécifiques, sa stratégie et ses activités.*

Une série de réunions entre les évaluateurs et l'équipe permanente du CADTM a également permis de préciser les attentes de l'association et un échange de vue participatif sur l'évaluation du programme. ».

Soulignons encore que selon le rapport d'évaluation remis en avril 2007 par Olivier Blamangin et Gus Massiah³⁹ : « *Il est intéressant de noter que les membres du réseau international du CADTM ont été impliqués dans le travail d'évaluation et de réflexion stratégique de l'association, tout au long du programme. En participant aux séminaires d'évaluation annuels⁴⁰, ils ont apporté un éclairage spécifique, majoritairement issu du Sud, à la réflexion sur les évolutions qualitatives des thèmes portés par le CADTM, sur l'état des lieux du renforcement de la société civile, sur la mobilisation de l'opinion et la prise en compte des propositions du CADTM par les décideurs. Cette appréciation est d'autant plus importante que, comme cela a déjà été souligné, les membres du réseau international CADTM ont des positionnements pluriels par rapport à ces questions. »*

Le CADTM a déjà introduit dans ce document des éléments de réponse importants aux recommandations du rapport et il les mettra en pratique dans les plans d'actions 2008 à 2010. Les points soulignés dans le texte de cet extrait de la conclusion (pp. 54-55) seront particulièrement surveillés.

« 1. La stratégie d'ensemble du CADTM, les quatre étapes du « cercle vertueux », est cohérente et pertinente. Elle repose sur le renforcement des mouvements sociaux et sur la mobilisation de l'opinion, gage de pérennité de l'action menée et de

³⁷ Voir Mélanie Moussours & Olivier Lorillu, *Bruit du CADTM sur la toile de juin 2005 à décembre 2006, janvier 2007 complété en mars 2007*

³⁸ Tableau de bord 2006 (disponible sur demande)

³⁹ Voir Olivier Blamangin et Gus Massiah

⁴⁰ Voir Jérôme Ollier *Evaluation du réseau international CADTM. Interviews des membres du réseau. Janvier 2007.*

transformation en profondeur des politiques internationales. Une stratégie de plaidoyer plus institutionnelle ne peut s'y substituer. Pour autant, le CADTM gagnerait à mieux expliciter sa stratégie à chacune des étapes du « cercle vertueux ». Il serait sans doute utile de travailler plus précisément la stratégie d'interpellation des décideurs (mise en oeuvre d'un travail plus systématique et proactif, élargissement des relais parlementaires, etc.), tout comme la stratégie de renforcement de la société civile et du mouvement altermondialiste.

2. Sur cette stratégie de renforcement du mouvement, le CADTM fait, implicitement, le choix des enjeux stratégiques de la convergence entre mouvements sociaux et organisations de solidarité internationales et de la construction d'alliances. Elles sont effectivement un élément essentiel des mobilisations citoyennes qui pèsent à leur tour sur l'opinion et les décideurs politiques. Les actions menées tout au long de ce programme quinquennal montrent une vraie capacité du CADTM dans la pratique des alliances, sans que ne soient explicités les enjeux (intérêts, limites, difficultés), les perspectives et les stratégies dans lesquelles elles s'inscrivent. Il y a bien aujourd'hui une cohérence dans la pratique du CADTM (extension et diversification du réseau, priorité donnée aux mouvements sociaux, travail engagé avec Eurodad et ses membres, etc.), il serait utile d'approfondir ce qu'elle implique en termes de pensée stratégique et de projet à long terme.

3. L'approfondissement de la triple crise des institutions financières internationale (crise de légitimité, crise budgétaire et crise d'utilité) comme la mutation rapide de la structure de l'endettement international et le nouveau cycle qui semble s'annoncer, créent une situation nouvelle. Celle-ci impose au CADTM, à son réseau international et à l'ensemble des mouvements citoyens s'intéressant à ces questions, une réflexion stratégique approfondie.

4. L'évaluation a montré la qualité et la diversité du réseau international CADTM, très centré sur la problématique de la dette mais qui se mobilise également sur d'autres thématiques connexes. C'est, pour l'association belge, une grande force, un point d'appui important, pour l'ensemble de son travail d'élaboration, de sensibilisation, de mobilisation et d'interpellation. Le CADTM Belgique a tout intérêt à cultiver ce réseau international de partenaires. Il apparaît essentiel d'approfondir le travail engagé de renforcement des capacités et de l'autonomie des membres du Sud du réseau international.

5. Le CADTM a fortement développé ses outils d'évaluation et de suivi de son activité (études spécifiques, tableaux de bord, questionnaires, etc.). Forte de cette expérience, l'association peut encore progresser en renseignant de façon plus systématique et plus synthétique des indicateurs de résultat par activité ou type d'activité. De la même façon, le CADTM doit poursuivre son travail pour une meilleure définition des indicateurs par activités.

6. Malgré des sollicitations en croissance permanente, et des moyens humains et financiers qui ne suivent pas la même progression, le CADTM a su professionnaliser son action, approfondir les activités stratégiques et, finalement, limiter les tensions. L'engagement militant de son équipe permanente, qui a connu quelques renouvellements ces dernières années, est toujours aussi important. L'enjeu du renouvellement générationnel de cette équipe permanente se dessine cependant à court terme, avec la relève prévisible des animateurs-fondateurs qui ont porté le développement, la consolidation et la professionnalisation de l'association depuis la fin des années 1990. Cette perspective, essentielle dans la vie de toute association, nécessite d'être préparée dès les premières années du prochain programme stratégique. Elle mérite une réflexion et des échanges approfondis car tout renouvellement générationnel s'accompagne nécessairement d'une mutation culturelle importante».

A la fin de chaque plan d'action, le GNC procèdera à une évaluation sur les deux volets " éducation " et " offre de services ". Une évaluation globale du programme sera réalisée au premier semestre de la troisième année. Le CADTM poursuivra, en même temps, son travail pour une meilleure définition des indicateurs d'évaluations comme il est conseillé (p. 55 du rapport d'évaluation).

4. Plan financier indicatif

4.1. Budget indicatif global

Plan financier indicatif	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	(n-3)	(n-2)	(n-1)			
A. Total du programme	228.856,85	247.546,66	262.400,00	307.520,00	322.896,00	339.040,80
Financement du partenaire						
Education	180546,46	193776,17	214913,67	246016	258316,8	271232,64

Offre de services	48310,38	53770,49	47486,33	61.504,00	64.579,20	67.808,16
Envoi de personnes						
B. Subsidés DGCD attendu	171642,64	185660	196.800,00	230640	242172	254280,6
C. Apport propre	57.214,21	61886,66	65.600,00	76.880,00	80.724,00	84.760,20
D. Budget indicatif total de l'ONG	348507,38	383358,118	421693,93	485.000,00	509.250,00	534.712,50
E. Importance du programme (A/D en %)	66%	65%	62%	63%	63%	63%

Au cours des trois dernières années du programme quinquennal, le budget global du CADTM a augmenté de manière régulière (de l'ordre de 10%), alors que l'apport de la DGCD augmentait également, mais dans une moindre mesure (de l'ordre de 7%). Pour l'année 2008, le CADTM compte augmenter significativement son budget global (63.000 € soit une augmentation de 15%). Pour les années 2009 et 2010, le CADTM, dans sa phase de consolidation et de stabilisation, prévoit une augmentation « normale » de son programme DGCD ainsi que de son budget global, à savoir une augmentation liée à l'inflation et à une légère augmentation des dépenses (estimée une augmentation globale de 5% par an)

L'augmentation du budget en 2008 correspond essentiellement à des charges salariales supplémentaires. Au cours du deuxième semestre 2007, le CADTM compte en effet augmenter de manière structurelle son personnel de 1 à 3 personnes supplémentaires.

L'augmentation de la demande adressée à la DGCD pour l'année 2008 (subside demandé : 230.640 €-total du programme : 307.520,00 €) correspond quant à elle à un équivalent temps plein supplémentaire à savoir plus ou moins 32.000€⁴¹. Il s'agit donc de passer de 4 ETP actuellement à 5 ETP à charge du programme 2008-2010.

Ces nouveaux engagements en général, et celui « lié » au programme DGCD en particulier, se justifient pour plusieurs raisons :

Ces dernières années, les coûts salariaux à la charge la DGCD ont représenté une proportion relativement faible du coût salarial global de l'ONG (61% en 2005). Le CADTM prend donc en charge une partie significative du coût salarial lié aux actions DGCD. Par ailleurs, en regard de la quantité et la qualité des actions réalisées, le CADTM répond de manière très efficace aux attentes et une augmentation de personnel peut pleinement se justifier (« *Les frais de personnel sont les plus importants mais au vu de la quantité d'actions menées et de leurs résultats, ces frais s'avèrent très raisonnables.* » avis définitif du binôme pour le PA 2007).

En atteignant systématiquement, et dépassant souvent l'ensemble de ses objectifs, le CADTM a montré toute son efficacité de gestion ces dernières années. (« *Bonne capacité de gestion. Equipe dynamique avec un personnel qualifié.* » avis définitif du binôme pour le PA 2006)

⁴¹ non compris une augmentation de 5% liée à l'inflation

Cette efficacité est en partie due à l'apport des bénévoles, des stagiaires et du réseau international dans son ensemble, mais est aussi liée à la compétence et au grand dynamisme de son équipe permanente. (*« Bonne équipe, très soudée, motivée, compétente et efficace. Les bénévoles qui amplifient considérablement le travail du CADTM sont nombreux et souvent très qualifiés pour ce qu'ils leur est demandé ou ce qu'ils se proposent de faire. Des stagiaires viennent régulièrement renforcer l'équipe. L'équipe s'organise pour prioriser le travail et pouvoir répondre aux demandes qu'elle juge les plus importantes. » avis définitif du binôme pour le PA 2007*).

Il faut admettre que le rythme de travail au sein du CADTM est soutenu. Un permanent supplémentaire permettra à la fois d'augmenter la qualité du travail (consolidation) et de diminuer quelque peu la « pénibilité du travail ». (*« Les actions s'internationalisent. Attention cependant à ne pas oublier le public belge et ne pas créer de surcharge de travail pour l'équipe. » avis définitif du binôme pour le PA 2005*)

Dans le cadre de la transition et de la consolidation qui sera organisée par le CADTM au cours du programme 2008-2010, il faut être conscient que cette transition va demander du temps, notamment pour la formation. Une augmentation du personnel correspond donc ici à une intention de maintenir la quantité et la qualité de ses actions, mais aussi sa capacité de répondre de manière plus adéquate aux sollicitations croissantes.

Avec une situation financière améliorée, le CADTM pourra facilement constituer un apport propre plus important, en particulier celui nécessaire à l'augmentation du programme DGCD.

4.2. Situation du budget indicatif de ce programme à l'intérieur du budget global de l'ONG prévu pour les 3 prochaines années

Tout comme pour les programmes précédents, le programme soumis à la DGCD couvrira environ deux tiers du budget global de l'ONG, lequel budget porte entièrement sur le volet Education et offre de service.

4.3. Programme triennal et collaboration avec d'autres donateurs

Au cours des années 2008-2010, une partie de l'apport propre du CADTM sera constitué d'une subvention d'un autre pouvoir public, à savoir la Communauté française de Belgique, dans le cadre d'un plan quinquennal 2007-2011 intitulé « Une citoyenneté active et critique pour la transformation des rapports Nord-Sud et l'émancipation sociale » (subvention en Education permanente).

Education

1. Expérience de l'ONG en matière d'éducation

L'activité d'éducation au développement a démarré avec l'existence même du CADTM en 1990 : cette activité a donc toujours été centrale pour l'ONG. Le volet éducation est le volet principal de l'action du CADTM dans le cadre des deux précédents programmes quinquennaux 1998-2002 et 2003-2007.

Globalement, les activités d'éducation spécifiques réalisées par le CADTM au cours du PA 2003-2007 ont visé le renforcement des mouvements sociaux et citoyens autour d'alternatives communes pour une mondialisation des droits fondamentaux, ainsi que la sensibilisation et la participation d'un maximum de citoyens aux enjeux liés à ces alternatives.

2. Objectif du volet éducation au sein du programme

2.1. *Objectif de ce volet*

Dans la continuité du programme 2003-2007, l'objectif du volet éducation dans le programme 2008-2010 du CADTM est à replacer dans la stratégie générale : mettre en œuvre un cercle vertueux menant au renforcement des mouvements citoyens, à leur mobilisation autour du thème spécifique de l'annulation de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la mise en place de mécanismes de financement du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable ce qui passe par la garantie universelle des droits fondamentaux, à la définition de ce thème spécifique comme enjeu politique majeur par l'opinion publique et à la prise en compte de cet enjeu politique majeur par les décideurs politiques.

Chacune des étapes de ces objectifs intermédiaires est visée par le volet éducation, dont les activités sont développées en fonction des publics-cibles spécifiques. Ainsi, les résultats que le CADTM se fixe sur les trois ans du programme ne se limitent pas à la sensibilisation et à l'information des citoyens, mais visent également les mouvements sociaux et citoyens, les médias et les décideurs politiques.

Sept thèmes principaux seront particulièrement ciblés au cours du programme 2008-2010 : 1) les OMD (la dimension du genre - égalité hommes/femmes -, la santé et l'eau) ; 2) l'évolution de l'endettement public des PED ; 3) les alternatives (e.a. les propositions de nouvelles institutions financières telle la Banque du Sud) ; 4) le droit et le recours à la justice pour le faire respecter ; 5) la dette écologique ; 6) l'audit de la dette tant dans les PED que dans les pays les plus industrialisés ; 7) le renforcement du mouvement citoyen altermondialiste,

Les résultats que se fixe le CADTM sont ainsi de quatre ordres :

- Renforcement du mouvement social et citoyen belge, européen et international : le CADTM participe pleinement au renforcement et à l'activité des Forums sociaux aux niveaux mondial, européen et belge, ainsi qu'à des réseaux et coordinations (coordination internationale des campagnes pour l'annulation de la dette, coordination internationale des mouvements sociaux, ATTAC, etc.). Le développement d'un mouvement citoyen mondial est un élément crucial de la stratégie générale du CADTM, qui va ainsi renforcer ce développement par son apport

spécifique. Un des objectifs majeurs du CADTM est de faire prendre en compte la question de la dette comme un enjeu important du mouvement altermondialiste et d'apporter son expertise en la matière afin de renforcer la pertinence des alternatives proposées.

Indicateurs : nombre et qualité des participants aux Forums sociaux, évaluation de l'intervention du CADTM dans l'activité, programmes, documents d'élaboration et déclarations finales des Forums sociaux mondial, européen et belge ; évaluation de l'intervention du CADTM dans les coordinations sur la dette et les mouvements sociaux.

- L'information et la sensibilisation des citoyens et de la société civile se précise sur nos objectifs : l'annulation de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la mise en œuvre de politiques alternatives de développement centrées sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux implique que les inégalités Nord-Sud et la problématique du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable deviennent des enjeux politiques majeurs pour l'opinion publique belge et internationale. Le CADTM développe son volet éducation envers le grand public, les étudiants et les universités, afin de les informer et de les sensibiliser aux problématiques spécifiques du financement du développement humain et des droits fondamentaux. L'objectif est d'offrir aux citoyens les outils d'analyse les incitant à se mobiliser pour la satisfaction universelle des droits fondamentaux.

Indicateurs : nombre de participants aux activités du CADTM (grand public, étudiants et professeurs des différents niveaux) ; indicateurs de « retours » (consolidation des demandes, abonnements, inscriptions aux mailing lists, nombre de visites sur le site internet, participation aux groupes locaux et thématique)

- Implication plus importante des médias par rapport à nos objectifs: Le CADTM a réussi une percée dans les médias au cours du programme 2003-2007 notamment grâce à sa réactivité aux événements par une politique soutenue de communiqués de presse. L'objectif est de faire prendre en compte par l'opinion publique les critiques à l'égard des politiques qui ne permettent pas la garantie des droits humains fondamentaux. Le CADTM s'efforce d'indiquer chaque fois des pistes alternatives. Comme le remarquent les évaluateurs (p. 35 du rapport d'évaluation), « *les médias, particulièrement la presse écrite, radio et télévisée, constituent un relais important aussi bien en direction du grand public que des décideurs politiques* ». « *L'expertise développée par le CADTM, reconnue par les médias et régulièrement sollicitée, a largement contribué à cette forte présence de l'association dans la presse* ». Ainsi « *les objectifs quantitatifs que l'association s'était fixée à l'occasion des différents plans d'action annuels sont très largement dépassés* » (p. 40 du rapport d'évaluation).

Indicateurs : diffusion des communiqués de presse du CADTM, importance croissante du nombre de coupures de presse citant le CADTM ou reprenant ses thèmes, nombre d'interventions dans les médias audio-visuels ; nombre de journalistes fidélisés ; étude du bruit sur la toile (nombre de référencement, etc.)

- Les décideurs politiques orientent leur comportement dans le sens de nos objectifs: l'objectif final de la stratégie générale du CADTM étant la prise en compte politique des alternatives de développement portées par les mouvements citoyens aux niveaux local, national et international. L'objectif est d'informer les décideurs politiques belges, européens et ceux d'autres continents ainsi que les organisations internationales des alternatives de développement, d'apporter les expertises spécifiques démontrant la faisabilité technique de ces alternatives et d'en évaluer la faisabilité politique.

Indicateurs : nombre de contacts avec des fonctionnaires, des mandataires politiques et de leurs assistants, nombre de réunions spécifiquement politiques, textes officiels de déclarations et de prises de position politique du parlement et gouvernement belge, du parlement européen et de la Commission européenne, des autorités d'autres continents et des organisations internationales. Déclarations faites dans des débats, conférences, réunions de travail.

Le CADTM visera à consolider ce travail d'éducation au cours du prochain programme en :

- Améliorant la qualité de ses conférences grand public, formations et stages résidentiels

- Améliorant et diversifiant ses outils pédagogiques : site web didactique, revues, livres et brochures, utilisation de BD, de DVD, de films
- Renforçant les capacités de son équipe (permanents, stagiaires, bénévoles) à répondre à des demandes
- Améliorant ses outils d'évaluation et en utilisant systématiquement ces évaluations pour améliorer les séminaires et les formations
- Renforçant son travail sur la question « belge » (cf. publication « Une Autre Belgique est possible »)
- Elargissant son champ d'action : ces dernières années, le CADTM a développé et élargi l'environnement social dans lequel il agit et interagit.
- Renforçant ses liens de collaborations avec d'autres mouvements en Belgique et dans le monde.
- Renforçant son travail sur la transversalité. Pour le CADTM, il est fondamental de montrer que la problématique de la dette est à la fois un angle d'attaque et un outil de compréhension globale. Il a produit des efforts considérables ces dernières années pour faire systématiquement le lien entre la dette et les autres grandes revendications portées par le mouvement altermondialiste (dette et migration, dette et souveraineté alimentaire...).

Un exemple qui met en évidence ces trois derniers points. En septembre 2006, le CADTM a participé à une action mondiale appelant les organisations de la planète entière à réaliser des actions contre les politiques de la Banque mondiale et du FMI entre le 14 et le 20 septembre 2006, au moment où ces institutions tenaient leur assemblée conjointe annuelle à Singapour. Le CADTM, chargé avec le CNCND de coordonner, en collaboration avec Eurodad, ces actions au niveau belge, a tout de suite essayé de faire en sorte que la participation soit la plus large possible. Pour le CADTM, les organisations travaillant sur la question des droits humains, de l'agriculture, de l'environnement ou encore des services publics se doivent d'être (plus) sensibles à la politique menée par les institutions financières internationales. En effet, les choix économiques et politiques que ces institutions conseillent, voire imposent, aux pays du Sud, notamment via le mécanisme de l'endettement, sont en grande partie responsables de l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, de la détérioration / destruction des services publics - en particulier dans le domaine de l'éducation, de la santé, des transports en commun, des postes et télécommunications, de la distribution d'eau, de gaz et d'électricité -, de la dégradation de l'environnement, du démantèlement de l'agriculture paysanne, au Nord et au Sud... L'action unitaire a eu lieu le 16 septembre à Bruxelles et a été répercutée par le JT RTBF.

Une autre action a eu lieu le 20 septembre au siège de la représentation de la Banque mondiale à Bruxelles : une rencontre a eu lieu entre la représentante de la Bm et une délégation du CADTM comprenant 4 délégués du CADTM Belgique et un délégué du CADTM Sénégal. Au même moment, le CADD du Bénin, membre du réseau CADTM, organisait lui aussi une marche vers le siège de la Banque à Cotonou. Plus de 1.500 femmes et des représentants syndicaux ont participé et rencontré le responsable de la Bm au Bénin. Les deux actions du 20 septembre ont fait l'objet d'un reportage qui figurera sur le DVD que produit le CADTM Belgique pour juillet 2007.

Dans le même temps, des actions avaient lieu dans 79 pays sur la base de l'Appel mentionné plus haut. La répercussion dans les médias a été importante.

2.2. Pertinence au développement de cet objectif

Deux éléments doivent mener à un changement fondamental, à une amélioration sensible des conditions de vie quotidienne pour les populations bénéficiaires :

- *Arriver par tous les outils utilisés en éducation à ce qu'une pression citoyenne se dessine pour le remplacement des politiques d'ajustement structurel par des politiques de développement centrées sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux ;*
- *Arriver à ce que les décideurs politiques au Nord et au Sud entérinent cette orientation.*

Suivant l'objectif global de politiques de développement garantissant la satisfaction des droits fondamentaux, l'objectif d'éducation du CADTM vise ainsi à la fois à sensibiliser des publics-cibles déterminants pour la mise en œuvre de politiques de développement alternatives, à créer une prise de conscience citoyenne tendant à influencer les politiques de développement des décideurs et à tisser des liens entre les différents acteurs sociaux (groupes-cibles) au Nord et au Sud. Cet objectif implique d'élaborer des outils, des documents et des espaces d'éducation adaptés à chacun des publics-cibles : didactiques pour le grand public, élaborés pour le mouvement altermondialiste, synthétiques pour les médias et techniques pour les décideurs politiques.

Bien que les enjeux de la mondialisation, des relations Nord-Sud et du développement socialement juste et écologiquement soutenable ont un écho croissant depuis plusieurs années, la sensibilisation de la société civile et des décideurs n'est encore que partielle et nécessite donc un important travail d'éducation.

Un nombre croissant de citoyens et d'étudiants s'interrogent sur les tenants et les aboutissants des enjeux du développement. La demande d'outils, de documents et d'espaces d'éducation didactiques et approfondis est donc de plus en plus importante. Le programme 2008-2010 du CADTM vise donc l'élaboration d'informations pédagogiques, afin de permettre à un nombre croissant de citoyens et d'étudiants d'intégrer les concepts et les enjeux du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable par la réalisation universelle des droits fondamentaux.

Le mouvement altermondialiste en construction, auquel participe pleinement le CADTM, a besoin d'élaboration d'analyses techniques et scientifiques pointues en vue de définir les alternatives les plus pertinentes. La construction de ces alternatives est ainsi permise grâce à l'apport spécifique des différentes organisations et réseaux travaillant sur des thèmes spécifiques (spéculation financière, action pour la paix, respect de l'environnement, fiscalité, financement du développement, droit international, droits et émancipation des femmes, etc.). Le CADTM renforce ce mouvement par l'apport de son expertise spécifique et par l'organisation d'espaces de sensibilisation et d'élaboration.

Les six premières étapes du volet éducation du CADTM sont essentielles pour la réalisation de la dernière étape : la prise de décision politique. Ces six premières étapes créent un niveau d'information, de sensibilisation et de mobilisation suffisant pour que les alternatives de développement portées au sein du mouvement altermondialiste soient prises en compte par les décideurs politiques. Cette prise en compte sera d'autant plus précise et concrète que ces alternatives seront connues par les décideurs. C'est pourquoi l'interpellation politique constitue la sixième étape du volet éducation du programme 2008-2010 du CADTM.

En conclusion, le volet éducation du CADTM a pour objectif de renforcer la prise de conscience citoyenne et de créer une pression incitant les décideurs à mettre en œuvre des politiques alternatives de développement centrées sur la satisfaction des droits fondamentaux.

2.3. Cohérence avec les thèmes principaux du programme

La cohérence est totale : les 7 thèmes principaux du programme sont les thèmes du volet éducation (voir Edu, 2.1., 3^e paragraphe, p. 39). La prise de conscience citoyenne de la nécessité d'un financement du développement humain centré sur les droits fondamentaux implique une prise de conscience initiale des freins au développement (c'est pourquoi le CADTM produira un nouveau livre sur cette question, voir p. 45) et à la réalisation des droits dans le Sud, et donc de l'interaction de notions complexes liées à la finance internationale, au commerce mondial, au droit international et à la gouvernance globale.

C'est pourquoi la valorisation des thèmes du CADTM implique un travail d'éducation et de sensibilisation approfondis. Seule l'élaboration d'outils, de documents et d'espaces de discussion spécifiques permettront une réelle prise en compte de l'objectif global du CADTM. C'est pourquoi le

volet éducation est un élément central du programme 2008-2010 du CADTM, en vue d'enranger le cercle vertueux poursuivi dans sa stratégie générale.

2.4. Situation de ce volet au sein du travail général d'éducation menée par l'ONG

Ce volet constitue l'activité centrale du CADTM que l'offre de service vient compléter. Un travail d'éducation permanente est par ailleurs réalisé avec la subvention de la Communauté française. Celui-ci est concentré sur les milieux populaires de la région liégeoise uniquement.

3. Critères de choix, priorités et facteurs conceptuels déterminants

3.1. Délimitation thématique ou sectorielle

L'objectif global de financement de modèles de développement socialement juste et écologiquement soutenable, centrés sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux, ne peut se réaliser que par l'addition d'alternatives spécifiques liées à différents thèmes : le financement du développement ; le type de développement ; le droit au développement ; le droit international, des institutions internationales pour mettre en œuvre ce qui précède. Les critères des choix des thèmes sont donc liés à l'objectif global que poursuit le CADTM.

Ces thèmes sont définis en collaboration systématique avec des organisations belges (CNCD, Oxfam, Cetri, ATTAC, etc.), européennes (Eurodad et les campagne « dette » en Europe) et du Sud (Jubilé Sud, le réseau CADTM dans les PED, Focus on the Global South, etc.) et les réseaux mondiaux (Via Campesina, Marche Mondiale des Femmes, Confédération Internationale des Syndicats qui regroupe maintenant 160 millions d'affiliés), afin de les porter au sein des Forums sociaux belge, européen et mondial. Ainsi, un second critère de choix des thèmes est leur caractère "rassembleur", c'est-à-dire prioritaires pour l'ensemble des organisations du Nord et du Sud visant le financement du développement durable.

Les sept thèmes développés par le CADTM dans son programme 2008-2010 ont été définis dans la partie générale au point 2.2., p. 22 à 28, et résumés plus haut dans cette partie au point 2.1., 3^e paragraphe.

Sur base de ces thèmes et des critères de choix, le CADTM a pour priorité la sensibilisation et la formation des citoyens à ces thèmes, le renforcement de la société civile (en priorité les mouvements sociaux et citoyens) belge, européenne et mondiale et l'élaboration d'alternatives communes liées au respect du droit international comme garantie du financement du développement durable centré sur les droits fondamentaux.

L'objectif global du CADTM se rapportant à sept thèmes spécifiques, la priorité du volet éducation du CADTM portera systématiquement sur la recherche de synergies et d'alternatives communes avec les différentes organisations du mouvement altermondialiste portant au Nord et au Sud un ou plusieurs de ces thèmes spécifiques.

Le contexte dans lequel le programme du CADTM est construit est tout particulièrement favorable, puisque les synergies entre ONG, mouvements citoyens et organisations syndicales s'approfondissent systématiquement depuis plusieurs années au point de se formaliser par l'organisation de Forums sociaux aux niveaux mondial, européen et belge. A ce propos, le CADTM joue un rôle moteur en tant que membre du Conseil international du FSM et de la coordination internationale des mouvements sociaux.

La constitution d'un mouvement international et pluraliste d'une telle ampleur représente un réel espoir de changement vers plus de justice sociale et vers une mondialisation centrée sur l'humain et le respect de l'environnement. Le volet éducation du CADTM au sein du programme 2008-2010 a précisé pour objectifs intermédiaires de renforcer ce mouvement et de l'élargir en sensibilisant les citoyens du Nord et du Sud ainsi que les décideurs politiques de l'importance des enjeux qu'il soulève.

3.2. Choix du groupe cible

Les critères de choix des groupes-cibles sont déterminés par les objectifs intermédiaires poursuivis par le programme 2008-2010. Les critères se basent donc sur les publics-cibles jugés déterminants pour l'enclenchement du cercle vertueux poursuivi par la stratégie générale du présent programme. Ils sont de quatre types :

- *Les citoyens susceptibles de devenir des relais de changement social : les membres du réseau CADTM, les étudiants de l'enseignement secondaire supérieur, les étudiants universitaires et supérieurs, les membres d'organisations partenaires, etc. ;*
- *Les organisations du mouvement altermondialiste ;*
- *Les médias nationaux et internationaux ayant un impact sur les décideurs politiques et l'opinion publique ;*
- *Les décideurs politiques chargés des thèmes du CADTM : ministère belge des Finances, ministère de la coopération, parlementaires belges et européens, Commission européenne, représentants des organisations internationales.*

4. Stratégie et méthodologie

4.1. Stratégies thématiques et sectorielles

La stratégie et la méthodologie adoptées par le CADTM se basent sur l'utilisation d'outils, de documents et d'espaces adaptés à chacun des groupes-cibles.

Pour chaque thème défini dans la partie générale au point 2.2., p. 22 à 28, un travail d'analyse et d'élaboration est initialement produit au sein du CADTM et de l'Observatoire international de la dette, grâce à des échanges permanents dans le cadre d'une liste de discussion électronique et à l'organisation de séminaires internationaux. L'objectif est d'aboutir à une analyse et à des alternatives de développement répondant aux besoins de chaque partie du monde.

Ensuite, le département éducation du CADTM utilise ce travail en le traduisant de manière spécifique pour chaque public-cible : didactiques pour le grand public, élaborés pour le mouvement altermondialiste, synthétiques pour les médias et techniques pour les décideurs politiques.

- *Didactique : Il est important de noter que le travail de "vulgarisation" à l'attention des citoyens et de la société civile du Sud est élaboré par les membres du CADTM en Afrique, en Amérique latine + Caraïbe et en Asie du Sud. C'est là un élément essentiel de la façon de travailler en réseau du CADTM. En Belgique et en Europe, la sensibilisation large des citoyens implique l'élaboration d'outils à la fois didactiques et détaillés. Les étudiants universitaires ou supérieurs, les membres du CADTM ou d'organisations partenaires sont demandeurs d'explications claires mais détaillées afin de devenir des acteurs sociaux agissant en pleine connaissance des enjeux du développement durable et du droit international. Cela implique l'utilisation de nombreux outils pédagogiques (vidéos, transparents, historiques, lexiques, dossiers de vulgarisation, etc.) et l'organisation d'espaces de sensibilisation adaptés à une première approche (formations, conférences-débats, etc.) et à une approche plus approfondie (stages de formations, formations résidentielles, site web thématique, etc.) ;*

- *Elaboré* : le mouvement altermondialiste représente une réelle possibilité de changement des rapports Nord-Sud. Cependant, un des enjeux du mouvement est sa capacité future à élaborer des alternatives spécifiques entrant dans une logique de développement globale. C'est pourquoi le CADTM envisage de rédiger des documents élaborés et d'intervenir dans les Forums et séminaires sur le thème spécifique du développement durable centré sur les droits fondamentaux. Ensuite, si chaque réseau ou organisation spécifique élabore des analyses et des alternatives spécifiques (environnement, agriculture, financement du développement, démocratie participative, conflits armés, etc.), ces alternatives restent limitées dans un champ précis. C'est pourquoi l'élaboration du CADTM sera systématiquement confrontée et articulée en fonction des thèmes spécifiques des autres réseaux de ce mouvement altermondialiste ;
- *Synthétique* : le travail d'éducation à l'attention des médias est d'un tout autre ordre, car intimement lié à l'actualité et très synthétique. Cet aspect implique un travail de synthèse des alternatives de développement et leur mise en contexte de l'actualité (communiqués de presse, interviews, articles, etc.) ;
- *Techniques* : l'interpellation des décideurs porte principalement sur la faisabilité technique et politique des alternatives de développement. Les entrevues ont souvent lieu en présence d'assistants parlementaires, habitués à gérer ces dossiers complexes. Cela implique l'élaboration de documents clairs et précis, incluant les références techniques et statistiques légitimant la faisabilité technique et budgétaire des alternatives proposées (note analytiques).

Mise en application du nouveau cercle vertueux

Etape 1 : Continuité dans la recherche, les analyses et les élaborations

Livres au cours du programme 2008-2010

Les livres produits entre 2005 et 2007 seront utilisés, à savoir notamment :

- 60 questions/60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale (2007)
- l'Afrique sans dette (2005)
- Pour un audit de la dette de la RDC (2006)
- Banque mondiale, le coup d'Etat permanent (2006).

Sont planifiées pour 2008-2010 les publications suivantes :

- 1) un livre sur la politique de la Banque mondiale en matière de réduction de la pauvreté, les femmes, la santé, l'eau, les grands projets (barrages...), les industries extractives. Responsables : Eric Toussaint et Damien Millet. Année de parution : 2008.
- 2) Un livre sur les alternatives en matière de développement humain socialement juste et écologiquement soutenable. Responsable : Olivier Bonfond. Année de parution : 2008.
- 3) Un livre 40 questions/40 réponses sur la Banque mondiale (« vulgarisation » du livre « Banque mondiale, le coup d'Etat permanent »). Responsables : Myriam Bourgy et Renaud Vivien. Année de parution : 2008.
- 4) Un livre sur les résistances en Afrique aux politiques néo-libérales et les initiatives en faveur d'une solution juste à la dette. Responsable : Jean MPelé (Congo). Différents auteurs des PED. Année de parution : 2009.
- 5) Un livre sur les alternatives en Amérique latine en matière de dette, de financement du développement et d'intégration régionale. Responsables : Virginie de Romanet et Jorge Marchini. Différents auteurs des PED. Année de parution : 2009.
- 6) Un livre sur l'audit de la dette avec des études de cas (sur la base des résultats les plus probants des travaux réalisés en 2007-2008-2009). Responsable : à déterminer. Année de parution 2010.
- 7) Un livre sur les blocages du développement dans une perspective historique. Responsable : Eric Toussaint. Année de parution : 2010.
- 8) Un répertoire des outils en matière d'éducation au développement dans le domaine de la dette et des IFI (livres, brochures, films, DVD, jeux pédagogiques, pièces de théâtre...). Responsable : à déterminer. Année de parution : 2009 ou 2010.

- 9) Un livre sur les pratiques, les résistances et les alternatives promues par les femmes des PED.
Responsable : Denise Comanne. Différentes auteures provenant en majorité des PED. 2010

Autres publications

- a) Différentes brochures produites par les membres du réseau dans les PED.
- b) Bandes dessinées.

Autres supports

DVD et CDRom. La politique de production de DVD fera l'objet d'une définition sur la base d'une évaluation de ce qui aura été produit en 2007.

Etape 2 : Renforcement du mouvement altermondialiste et consolidation du réseau CADTM

Le noyau de recherche et d'élaboration obtenu en cercle 1 est utilisé pour consolider l'argumentaire et les activités du mouvement altermondialiste et du réseau international du CADTM. Les activités de ce cercle 2 consistent en des interventions lors des forums sociaux à tous les niveaux : belge, européen, autres pays, autres continents, mondial. Le mouvement altermondialiste et le réseau CADTM sont également présents lors de grandes échéances de type institutionnel (ONU, OMC, G8, UE, Banque mondiale et FMI, etc.) où des séances de formation ont également lieu.

Notons d'emblée que deux niveaux sont toujours prévus lors de ces rendez-vous : des activités « grand public » et des réunions de travail avec des responsables et des formateurs d'organisations. Le volet éducation concerne ici le public large. L'on retrouvera le groupe-cible des responsables et formateurs en offre de service.

Etape 3 : Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyens

Au cours du PA 2008-2010, le CADTM sera particulièrement attentif à consolider son travail d'éducation dans le milieu scolaire. Il s'agira essentiellement de :

Développer et consolider les animations dans le milieu scolaire secondaire.

- Développement : Relancé en 2004, ce genre d'animations n'a fait que se développer jusqu'à aujourd'hui. Vu le succès de l'initiative, le CADTM a dû limiter la croissance de ce genre d'animations. Considérant comme fondamental de consolider ce travail d'éducation, le CADTM a travaillé à renforcer les capacités à donner ce genre d'animations (stagiaires et bénévoles) La création et le renforcement des groupes locaux (CADTM BXL et GTS Liège) sont des éléments prometteurs à ce niveau Le CADTM doit faire face à une demande croissante en terme d'intervention. Une des raisons en est la reconnaissance par des tiers de son expertise et de sa capacité à réaliser des liens entre l'actualité et les thématiques qu'il développe.
- Consolidation : Le CADTM a visé systématiquement à créer des liens solides avec les professeurs (pour preuve, les professeurs refont appel au CADTM les années suivantes) ainsi qu'avec les élèves via le bulletin électronique d'informations (voir tableau de bord).

L'attention particulière au secteur de la jeunesse est un axe transversal qui sous-tend nos interventions en " offre de services " comme en " éducation ".

Durant le précédent plan quinquennal, le CADTM a acquis une notoriété qui l'a désigné auprès de professeurs et d'étudiants du cycle supérieur. Les demandes de recherche ont commencé à affluer, tant des universités du Nord que de celles du Sud, sans que nous ayons les moyens humains et financiers d'y répondre correctement. La contribution du CADTM a été sollicitée pour des stages d'étudiants, des mémoires et thèses, des formations pour les groupes de jeunes regroupés en associations au sein des universités. Il est important de signaler que des étudiants choisissent comme thème de mémoires le CADTM proprement dit. Un nombre croissant de professeurs oriente les étudiants vers le CADTM pour réaliser leurs stages. Les travaux articulés autour des thèmes du CADTM qui en découlent, sont utiles pour l'ensemble des publics cibles de l'offre de service et font également directement ricochet

vers le milieu de l'enseignement supérieur.

Ce secteur constituera un groupe-cible durant le prochain programme, c'est-à-dire que nous formulerons des outils spécifiques permettant aux étudiants de repérer plus facilement dans nos publications et sur notre site web les apports nécessaires à leurs ouvrages.

Des activités du programme auront donc pour objectif de développer et consolider le travail d'éducation dans le milieu supérieur et universitaire.

- Développement : Le CADTM a réussi ces dernières années à percer dans le milieu supérieur et universitaire : Formation pour la Fopes le 21 janvier 2006, Formation aux HEC le 17 mars 2006, formation à l'ULB le 17 mars 2006, formation à l'UCL le 21 mars 2006, formation à l'UCL le 6 novembre 2006, formation à l'HIECS le 21 novembre 2006, formation à l'UCL le 10 février 2007, formation aux HEC-ULg le 20 mars à Liège, 5 séances aux Facultés St-Louis entre le 26 et le 30 mars 2007
- Consolidation : le CADTM a réussi à nouer une collaboration avec certains professeurs qui constitueront un relais pour avancer vers des interventions plus structurelles (Michel Hermans et David Homburg pour HEC-ULg Liège). Il a également noué des contacts avec des élèves, notamment via des organisations étudiantes (Develop Kot à l'UCL ; Horizons pour HEC-ULg). Cette consolidation s'inscrit également dans l'intégration d'universitaires dans les différents groupes de travail.

Une innovation : l'université d'été à partir de juillet 2009

Cette initiative se place dans le prolongement des succès rencontrés au cours des week-ends résidentiels de formation. Il y a donc deux types de publics ciblés : le public déjà fidélisé et de nouveaux publics à atteindre. Il s'agit au niveau qualitatif de provoquer une synergie au niveau de la préparation des événements entre le CADTM Belgique, le CADTM France et le CADTM Suisse. A ce niveau et comparativement aux ateliers régionaux des PED, il s'agit d'une activité centrale pour l'« atelier européen ». Ce n'est donc pas une vitrine avec un programme simplement attractif mais un programme préparé avec les autres CADTM d'Europe sur base de leurs acquis à mettre en exergue, à creuser au cours de trois ou quatre journées. Par exemple, le CADTM Suisse et le GTS de Liège travaillent le thème de la dette écologique (5^e thème : voir partie générale p. 27) et des travaux antérieurs du CADTM France pourraient être valorisés dans cette problématique.

La qualité de l'événement pourrait être augmentée par l'apport d'un atelier sur la création de DVD (concentrer les résultats des derniers acquis du CADTM dans ce domaine), la présentation d'une pièce de théâtre-action (laquelle pourrait alors faire l'objet d'une « tournée » des CADTM en Belgique, en France et en Suisse romande...).

Au niveau quantitatif, il s'agirait d'atteindre environ 150 personnes, soit plus du double des meilleurs chiffres de fréquentation des week-ends résidentiels.

Cette initiative ne doit pas concurrencer des initiatives du même type prises par des associations partenaires. C'est pourquoi, par exemple, l'université du CADTM aura lieu tous les deux ans en alternance avec l'université du CRID (France)/CNCD (Belgique). Dans le calendrier concret, cela nous amène à réaliser la première université en juillet 2009.

Vu les objectifs des ateliers régionaux dans les PED, il faudra étudier la possibilité pour eux de créer également des universités d'été selon des caractéristiques propres. La suggestion en a été faite en octobre 2006 par le FNDP, membre du réseau CADTM en Côte d'Ivoire.

Cela permettra à de nombreux membres des organisations membres du réseau international CADTM dans les PED de renforcer leur formation sans passer par des formations réalisées dans le Nord. ATTAC-CADTM Maroc a déjà une très bonne expérience d'université de printemps (près de 200 participants en avril 2006 et en avril 2007). Ce sont les ateliers régionaux du réseau CADTM international qui prendront chacun leur décision en toute autonomie.

Etape 4 : Mobilisation des citoyens, des ONG et des mouvements sociaux

Les échéances de type institutionnel dont il est question plus haut impliquent depuis quelques années des mobilisations citoyennes importantes pour exprimer les points de vue de la société civile sur les politiques néo-libérales des 30 dernières années. Les convocations prennent de plus en plus d'ampleur au fur et à mesure que les campagnes se structurent au niveau mondial. Exemple : nous avons détaillé en partie générale comment les campagnes « dette » depuis 2 ans seulement se sont mises d'accord pour convoquer des actions mondiales contre les politiques de la Banque mondiale et du FMI. Ces activités nécessitent une activité spécifique : les citoyens et membres d'organisation doivent être convaincus, au-delà de l'accord avec une analyse, de « passer à l'acte », de « manifester » leur conviction. Il s'agit là d'une étape du continuum éducatif dont nous reprenons la formule exacte : « *L'incitation à l'action renvoie à une fonction comportementale : les bénéficiaires sont stimulés à changer leur comportement et à devenir actifs. Il s'agit ici de leur offrir des perspectives d'engagement ou de les mobiliser directement par une participation active à des actions sociales ou politiques* ». Le GTS de Liège s'inscrit dans cette logique d'action.

Etape 5 : Sensibilisation des médias

Comme les évaluateurs l'écrivent à la page 40 de leur rapport, le CADTM bénéficie d'un grand accès aux médias belges et européens (presse, radio, télé), principalement grâce à sa stratégie de veille médiatique et de réaction systématique et immédiate à l'actualité. Le fort taux de reprise des communiqués du CADTM par les agences de presse (AFP en particulier) témoigne de l'intérêt des médias pour l'expertise de l'association. Le CADTM poursuivra donc son travail en direction des médias en s'exprimant sur des sujets larges et transversaux comme : le pillage des ressources naturelles, la lutte contre l'impunité, les droits économiques sociaux et culturels, l'aide publique au développement, etc. Aussi les évaluateurs notent que, faute de moyens pour mobiliser des compétences en externe, le CADTM n'a pu malheureusement réaliser d'étude plus qualitative de la façon dont les médias reprennent ses thématiques. « Un tel travail d'analyse reste d'actualité pour permettre au CADTM d'affiner sa stratégie de communication en direction des médias » (p. 41 du rapport d'évaluation). Le CADTM réalisera une telle analyse en 2008.

Etape 6 : Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales à la poursuite de ces enjeux

Il s'agira d'obtenir du gouvernement belge qu'il mette en pratique la résolution adoptée par le sénat belge le 29 mars 2007. Le CADTM Belgique adoptera en concertation avec le CNCD un plan systématique de travail avec les parlementaires. Ce travail d'interpellation sera donc renforcé et la démarche sera plus pro-active, conformément aux recommandations des évaluateurs (p. 50). Le CADTM renforcera et systématisera son travail en direction du parlement européen.

La stratégie d'interpellation politique se fera également à l'égard des institutions internationales. Le CADTM interpellera notamment les administrateurs de la Belgique à la Banque mondiale et au FMI.

Etape 7 : Prise de décisions politiques

Cette action n'est pas menée par le CADTM. Elle est du ressort des instances du pouvoir. Le CADTM analyse et commente la prise ou la non prise de décision et cela alimente la poursuite du cercle vertueux.

En conclusion, l'objectif d'éducation du CADTM est de sensibiliser l'opinion publique la plus large tout en ciblant ses activités sur des publics-cibles jugés déterminants : le mouvement altermondialiste et les diverses coordinations citoyennes ; la jeunesse ; les médias ; les décideurs politiques.

4.2. Méthode de prise de contact avec le groupe cible

L'expérience du CADTM en matière d'éducation lui a permis de tisser des liens continus avec les publics-cibles respectifs :

- *Etudiants, membres du CADTM et membres d'organisations partenaires : pour chaque plan d'action annuel du programme 2008-2010, le CADTM élabore un module de formation adapté à une première approche et un autre adapté à une approche plus approfondie. Ce module est diffusé vers les membres du CADTM et des organisations partenaires par le biais de leur revue ou de leur bulletin de liaison et est envoyé aux universités et aux écoles supérieures. Ce module est également disponible via le site web. En outre, un réseau de professeurs est en phase de constitution afin d'organiser des séances de formation systématiques année après année ;*
- *Mouvement altermondialiste : le CADTM est membre du Conseil international du Forum social mondial, du comité de préparation du Forum social européen, du Forum social de Belgique et de la coordination internationale des mouvements sociaux, la prise de contact avec ce groupe-cible se fait directement à tous ces niveaux et permet de toucher l'ensemble des organisations de ces réseaux ;*
- *Médias : l'important écho que connaît le CADTM dans les médias depuis plusieurs années lui a permis de constituer un important fichier afin de pouvoir toucher directement les médias ayant un impact important sur l'opinion publique (presse écrite, presse en ligne, radios et télévisions). En outre, lorsque l'actualité touche les problèmes du développement, les médias entrent souvent de leur propre chef en contact avec le CADTM pour des interviews, ce qui facilite la prise de contact ;*
- *Décideurs politiques : depuis quelques années, le CADTM participe aux interpellations envers le gouvernement belge (ministère des Finances, ministère de la coopération, représentants belges au FMI et à la Banque mondiale, etc.). Suivant les recommandations des évaluateurs du programme 2003-2007, le CADTM systématise au cours du programme 2008-2010 le travail vers les parlementaires et leurs assistants.*

4.3. Méthodes d'identification, d'évaluation et de suivi

Il y a une continuité dans l'identification des groupes-cibles par rapport à notre précédent programme. Des professeurs de l'enseignement secondaire, des groupes d'étudiants structurés en associations universitaires, des professeurs d'université, des régionales de mouvements sociaux comme ATTAC, des centrales syndicales, des ONG belges et européennes, etc. font appel de façon récurrente à notre capacité d'éducation au développement. Ceci représente déjà un facteur d'évaluation de notre précédent programme (la demande d'éducation se poursuit et augmente par la satisfaction du public visé). Nous continuerons donc durant ces 3 prochaines années à répondre aux attentes de ces groupes-cibles déjà bien identifiés.

En termes de continuité, le CADTM continuera à produire son apport dans les séminaires internationaux annuels auxquels il est convié depuis plusieurs années.

L'identification de nouveaux groupes-cibles se fera essentiellement dans le prochain programme triennal par la structuration évolutive des Forums sociaux (Forums locaux, Forum Social de Belgique, Forums nationaux d'autres pays européens qui naîtront éventuellement : Forum Social Européen, coordination internationale des mouvements sociaux).

Les responsables du département " Education " auront comme tâche d'identifier au fur et à mesure les publics potentiels. Exemple : nous allons développer une démarche vers un secteur des « exclus » : les sans papiers en Belgique. Nous avons déjà mis en exergue les problèmes d'immigration comme conséquences des situations sociales et politiques créées par la dette. Nous réaliserons des modules spécifiques en direction des membres de l'UDEP (Union de défense des sans papiers en Belgique)

avec qui nous avons déjà un partenariat (le porte-parole francophone est devenu membre du GNC du CADTM depuis octobre 2006).

Au niveau des méthodes d'évaluation et de suivi, tous les six mois, nous tenons une réunion du GNC *ad hoc* et nous régulerons notre offre pour la période de six mois suivante selon les moyens effectifs dont nous disposons.

Ces réunions permettront de vérifier si nous avons bien assuré le suivi de ces activités (demandes de renseignements supplémentaires, photocopies de transparents, nouveaux abonnés, nouveaux membres intégrés dans les groupes locaux, etc.).

Parallèlement, lors de ces réunions, nous régulerons les activités en éducation pour la période de six mois suivante selon les moyens effectifs (le facteur " temps " étant une mesure très importante à prendre en compte) dont nous disposons.

4.4. Complémentarité et synergies avec d'autres acteurs

La synergie avec d'autres acteurs est devenue systématique dans le travail du CADTM. Le CADTM donne la priorité à la collaboration avec le CNCND car cette organisation rassemble l'écrasante majorité des ONG et mouvements de solidarité Nord/Sud en Belgique francophone et germanophone.

4.5. Impact et durabilité

La durabilité de notre éducation au développement est la possibilité pour le public bénéficiaire d'avoir accès à une analyse qui va au-delà du ponctuel. Le cadre global d'analyse, dans son aspect historique et actuel, reste donc adéquat pour toute personne désirant s'impliquer dans un changement en profondeur des relations Nord/Sud.

La durabilité de notre éducation au développement porte également sur l'éventail structuré et convergent de nos alternatives. Celles-ci sont le fruit de l'élaboration conjuguée du CADTM et d'autres mouvements sociaux. Autrement dit, elles sont établies sur le socle solide d'un consensus à l'échelle mondiale des mouvements sociaux. Le public bénéficiaire est donc assuré d'être en phase avec un large mouvement d'opinion et place ses actions citoyennes dans la réalité de ce mouvement.

Mesures de durabilité :

- La réimpression et la réédition de nombre de nos publications (indicateur de faits) ;
- Les échos de l'utilisation régulière de nos publications (indicateur de représentation) ;
- L'utilisation de nos documents dans d'autres publications (presse du secteur ONG/mouvements sociaux) (indicateur de fait).

Notre activité d'éducation au développement aura un impact :

- Si le public visé intègre nos thèmes comme thèmes prioritaires ;

Indicateurs : augmentation quantitative des participants aux activités tout au long du programme de 3 ans.

- Si le public visé s'organise en groupes actifs sur les thèmes (groupes d'étudiants universitaires, coalitions locales, nationales, régionales...);

Indicateurs : répertoire des groupes créés tant au Nord qu'au Sud ; amplitude des groupes créés ; nombre de nouveaux adhérents au réseau CADTM.

- Si le public visé participe à des mobilisations citoyennes sur nos thèmes ;

Indicateurs : nombre de participants lors de manifestations organisées par le secteur ONG/Mouvements sociaux ; nombre de signataires aux éventuelles pétitions ; extension de la zone géographique où le public visé intervient.

- Si les médias augmentent leur couverture sur les thèmes ;

Indicateurs : nombre d'articles de journaux (presse du secteur) ; extension de la zone géographique couverte par des médias ; nombre d'articles dans les grands médias (sur les thèmes, sur les interventions du CADTM, sur les interventions du secteur visé suite à l'intervention du CADTM) ; évaluation du lectorat ; nombre d'émissions radio/télévisées (sur les thèmes, sur les interventions du CADTM, sur les interventions du secteur visé suite à l'intervention du CADTM) ; évaluation de l'écoute ; nombre de journalistes convaincus par les thèmes.

- Si, sous la pression citoyenne, les décideurs politiques du Nord et du Sud, quels qu'ils soient (ministres, gouvernements, instances européennes, instances multilatérales), infléchissent leurs orientations dans le sens voulu par les thèmes

Indicateurs : répertoire des discours politiques allant dans le sens des thèmes (au Nord et au Sud) (prise en compte des thèmes) ; répertoire des réunions politiques connues où les thèmes ont été abordés (prise en compte) ; changements d'orientation politiques visibles (modification de l'image de la réalité vers la situation future souhaitée) ; à terme, changements effectifs dans la situation réelle et quotidienne des populations bénéficiaires (début de réalisation de la situation future souhaitée).

Offre de service

1. Expérience du CADTM en matière d'Offre de service

Depuis de nombreuses années (particulièrement à partir de l'année 1998), le CADTM a développé nombre d'activités qui rentrent dans le cadre de l'offre de service tel que défini par la DGCD.

Les activités menées en offre de service coïncident régulièrement avec des activités d'éducation en lieu et temps (exemple janvier 2005 à Porto Alegre) mais elles diffèrent au niveau du groupe-cible et de la méthodologie employée. Nous nous adressons dans ce cas à des responsables et formateurs d'organisations (appui et formation)

- pour appuyer et renforcer les capacités et les synergies des partenaires du Sud (développement des ateliers régionaux)
- pour assurer une meilleure communication et un travail d'élaboration et d'actions communes entre l'ensemble des campagnes dette ainsi que plusieurs grands réseaux internationaux qui sont des acteurs importants du mouvement altermondialiste, au Nord et au Sud
- pour construire la coordination des mouvements sociaux à l'occasion des grandes manifestations citoyennes et faire ainsi progresser le débat et l'action autour d'éléments d'élaboration.
- pour renforcer le savoir-faire des organisations européennes de solidarité internationale : discussion stratégique, élaboration commune, préparation et animation commune d'événements (ateliers et séminaires lors des Forums sociaux européens, sommets alternatifs aux G8 et tribunaux de la dette, cinquantenaire du Club de Paris, etc.)
- pour répondre à des demandes d'expertise aux différents forums citoyens (forums sociaux, Forum des Peuples au Mali, sommets alternatifs au G8, etc.) mais aussi lors de réunions institutionnelles (réunions de l'UA, du parlement latino-américain, formation de parlementaires, etc.).

Toutes ces activités ont visé à renforcer la capacité de plusieurs acteurs au sein des :

- les organisations membres et partenaires du CADTM International
- les ONG et mouvements sociaux du Sud
- les ONG et mouvements sociaux du Nord
- Les réseaux internationaux

1.1. *Remarque importante concernant l'évolution des actions en Offre de Service pour le PA 2008-2010*

Durant le programme quinquennal 2003-2007, le CADTM présentait quatre actions en Offre de service : l'appui méthodologique, les formations aux responsables d'organisations, les études, recherches et publications et les préparations des interpellations politiques.

A partir du programme 2008-2010, et suite aux discussions avec la DGCD et les évaluateurs, le CADTM décide de garder uniquement les deux premières actions en offre de service ce qui correspond aux étapes 2 et 3 du nouveau cercle vertueux (qui contient 7 étapes).

L'objectif principal de cette modification est d'éviter la confusion entre les deux volets pour une même action. Lors du dialogue politique, il était en effet apparu que la frontière était parfois tenue pour une activité entre l'aspect « éducation » et l'aspect « offre de service ». Nous avons donc décidé de simplifier la présentation de ce volet.

Tout ce qui a un rapport avec la réalisation de recherches et d'analyses se retrouve maintenant en cercle 1 du volet éducation, et l'interpellation politique se retrouve en cercle 6 du volet éducation.

1.2. Appui méthodologique

Au cours du programme quinquennal 2003-2007, le CADTM a fortement développé ses activités d'appui méthodologique à différents niveaux

Activité 1 : Les ateliers régionaux

Un des aspects les plus importants de cet appui a consisté ces dernières années en la création et le développement d'ateliers régionaux.

Ces ateliers régionaux ont notamment visé à :

- renforcer les analyses sur la situation socio-économique d'une région
- renforcer les analyses sur la dette de ces régions (ex : atelier sur la dette du monde arabe en juin 2005 à Barcelone)
- renforcer les synergies entre les partenaires d'une même sous-région.

Au cours du programme quinquennal 2003-2007, se sont créés au sein du réseau international CADTM les ateliers suivants : l'atelier Afrique de l'ouest, l'atelier Afrique centrale, l'atelier Asie du Sud, l'atelier du monde arabe, l'atelier Amérique latine + Caraïbes (3 pays andins sont au centre de l'atelier : Equateur, Colombie, Venezuela)

Il est important de noter le rôle moteur du CADTM Belgique, en particulier dans le cadre de la mise en place et du développement de ces ateliers. Clairement, il apporte son expertise aux partenaires. L'objectif est bel et bien de créer une dynamique collective, afin de renforcer petit à petit les capacités analytiques et d'organisation des autres membres du CADTM International. L'évolution des ateliers réalisés les années passées et les perspectives à venir confirment cette tendance. Néanmoins, vu le « niveau » atteint par ces ateliers, le CADTM Belgique continuera à jouer un rôle très important durant les années 2008-2010. Il s'agira avant tout d'avancer dans la consolidation de ces ateliers durant le prochain programme triennal.

Signalons que ce travail a également contribué à l'émergence et au renforcement de nouveaux acteurs, notamment les organisations paysannes, *a priori* peu sensibilisées à la question de la dette du Tiers monde.

Activité 2 : Le Dialogue Nord-Sud

Après avoir été au cœur du premier dialogue Nord-Sud en 2000 à Dakar, le CADTM a participé activement à l'organisation de la deuxième grande réunion mondiale Sud/Nord, tenue à La Havane en septembre 2005⁴². Le dialogue et la collaboration se sont alors amplifiés au cours du premier semestre 2006. Deux réunions conjointes ont eu lieu à Nairobi, l'une les 22 et 23 mars et l'autre du 16 au 20 juin 2006. Un appel commun des campagnes dettes a été élaboré entre mars et mai 2006 avec la

⁴² Avec la participation de délégués de plus de 50 pays. La réunion était organisée par Jubilee South; CADTM; Cuban Chapter Hemispheric Social Alliance; Southern Peoples' Ecological Debt Creditors Alliance; Afrodad; KAIROS: Canadian Ecumenical Initiative for Justice; SLUG Norway; Observatory on Debt in Globalization (Barcelona); Fifty years is Enough (USA); Christian Aid (UK); World Council of Churches Program on Globalization and Economic Justice; Lutheran World Federation Program on Illegitimate Debt; Eurodad; Action Aid International; Debt and Development Coalition (Ireland); Jubilee Debt Campaign (UK).

participation active du CADTM qui a joué un rôle d'aiguillon⁴³. L'appel a préparé des actions communes à l'échelle mondiale à l'occasion de l'assemblée conjointe de la Banque mondiale et du FMI qui s'est tenue à Singapour les 19 et 20 septembre 2006. Nous avons évoqué cette action dans le volet « éducation » sous la partie de sa concrétisation vers de larges publics. Ici, en offre de service, nous voyons le travail de contacts, d'échange de courriers, de discussions d'élaboration qui ont été nécessaires entre organisations pour arriver à ce résultat.

Le CADTM a ensuite organisé une rencontre mondiale de travail des mouvements sociaux actifs dans le cadre du Forum social mondial avec la participation active des campagnes « dette » Sud/Nord. Cette rencontre s'est déroulée à Bruxelles du jeudi 28 septembre au dimanche 1er octobre 2006. Un an après celle tenue à La Havane, il s'agissait d'une réunion de travail où étaient conviés les différents mouvements qui agissent sur la dette ainsi que plusieurs grands réseaux internationaux qui sont des acteurs importants du mouvement altermondialiste (Via Campesina, Marche Mondiale des Femmes, Focus on the Global South, COMPA...).

Ce travail de coordination entre les mouvements du Nord et du Sud a été très positif à plusieurs niveaux. Il a notamment permis un rapprochement des points de vue Nord-Sud et l'élaboration de stratégies communes (par exemple la déclaration sur la dette adoptée à l'occasion du dernier Forum social mondial de Nairobi en janvier 2007).

Lors de plusieurs réunions stratégiques pendant ce FSM, il a été décidé de créer un « groupe de facilitation » pour l'ensemble des campagnes dette. Composé de Eurodad, Jubilé Sud, CADTM, Jubilee USA, ce groupe s'est fixé l'objectif de renforcer les capacités et les synergies entre les mouvements et organisations « dette » du Nord et du Sud. Il s'agit également de favoriser les échanges d'expériences (production d'analyse, actions de sensibilisation, interpellations politiques ...). Un des premiers objectifs du groupe de facilitation a été de mettre en place un bulletin électronique d'information des campagnes dette. Le premier bulletin est sorti en mars 2007 et sera bimestriel.

Tout au long de la création et du renforcement de ce dialogue Nord-Sud, reflétant à la fois un choix et une nécessité de renforcer les synergies au niveau mondial, le CADTM Belgique a donc joué un rôle fondamental. Son importance au sein des campagnes « dette », ses capacités logistiques et organisationnelles ainsi que sa capacité d'offrir une expertise, via les membres de son réseau international, font de lui un pivot qui joue un rôle « moteur » en terme d'offre de service, au Nord et au Sud. Au cours du plan triennal 2008-2010, il s'agira de consolider ce processus de renforcement des synergies entre mouvements sociaux du Nord et du Sud.

1.3. Formations

Activité 1 : Formation de cadres belges et européens dans le contexte des forums

Au cours du programme 2003-2007, le CADTM a développé une grande expérience en terme de formation des responsables d'organisations en Belgique et en Europe. Ces formations ont particulièrement touché les secteurs suivants :

- Les ONG de solidarité Nord/Sud (CNCD, GRESEA, SCI ...)
- Des mouvements citoyens et d'éducation permanente (ITECO, ATTAC, Forums sociaux locaux, CAL)
- Les syndicats (la FGTB, la CMT, la CSC...)
- La coopération technique belge (CTB).

A titre d'exemple au niveau belge, Olivier Bonfond et Eric Toussaint donnent 10 fois par an des formations pour la CTB (ce qui fait un total de 440 participants par an). Par volonté de transition (mot clé de ce programme), Virginie de Romanet et Myriam Bourgy se sont maintenant consacrées à ce type de formation.

A noter que plusieurs anciens « étudiants » de la CTB s'impliquent actuellement dans l'équipe de bénévoles et dans les groupes locaux (mot clé du programme : consolidation).

⁴³ Voir le texte sur le site internet du CADTM : http://www.cadtm.org/article.php?id_article=1903

A titre d'exemple au niveau européen :

- Déplacement d'Eric Toussaint et Denise Comanne à Amsterdam les 14 et 15 février 2006 pour répondre à une demande de formation de l'Institut International de Recherche et de Formation sur la situation du mouvement altermondialiste à l'échelle mondiale (50 participants) ;
- Déplacement d'Eric Toussaint à Clermont-Ferrand le 19 mai 2006 pour donner une formation à des cadres des mouvements sociaux de la région du Massif central sur les enjeux de la dette et les défis du mouvement altermondialiste ;
- Déplacement d'Eric Toussaint à l'Université d'été du CRID / CNCD à Lille les 6 et 7 juillet 2006 afin de former 35 délégués d'ONG françaises et belges sur « la dette comme obstacle au financement des OMD »
- Déplacement d'Olivier Bonfond en Toscane en juillet 2006 pour parler de la dette et des alternatives à celle-ci et pour former 100 responsables d'organisations d'une douzaine de pays européens ainsi que quelques pays de PED lors d'un camp international de la jeunesse.

Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (IIRF) : formation de cadres du réseau CADTM dans le cadre du cycle de formation internationale Nord/Sud

Chaque année depuis 1997, le CADTM participe en tant que prestataire de services à un stage de formation annuelle d'une durée de trois semaines de l'Institut International de Recherche et de Formation (Amsterdam) mettant en relation des acteurs sociaux du Nord et du Sud. Le CADTM a en charge le module : " Dette du Tiers Monde et Institutions Financières Internationales " (durée du module : 3 jours).

Par ailleurs, le CADTM a systématiquement envoyé des partenaires du Sud, membres du réseau CADTM international, à cette formation, considérée comme essentielle pour le CADTM car elle permet de renforcer la formation globale des membres du CADTM International sur les thématiques prioritaires du CADTM.

Il s'agit également de renforcer les capacités des organisations membres du réseau à réaliser un travail de qualité (production d'analyse, actions de sensibilisation et d'interpellations) de manière plus autonome (consolidation)

Le développement du réseau et dans une moindre mesure, l'arrivée de nouveaux acteurs au sein des organisations existantes, justifie pleinement de continuer dans cette voie durant le programme 2008-2010.

Activité 3 : Déplacement d'experts du CADTM

Depuis plusieurs années, les ONG du Nord et du Sud font appel à l'expertise du CADTM pour participer à des activités locales, régionales, internationales.

A la demande de membres du réseau international CADTM et d'autres mouvements et institutions des PED, le CADTM Belgique, lors de ses déplacements, a donné des formations aux cadres de ces ONG et/ou à leurs membres.

En Afrique : CAD Mali en 1999 et en 2002 ; CNONGD-RDC en 2000 ; CONGAD Sénégal, APROFES, CADTM Sénégal et CARAF chaque année entre 1998 et 2002 ; formation de 47 parlementaires maliens en 2004 ; formation de cadres de la Commission économique de l'Unité africaine au siège de celle-ci à Addis Abeba en 2005.

En Amérique latine : ATTAC Argentina en 2000 et en 2001 ; Coopératives de Crédit au Mexique en 1998 ; l'Association nationale des Economistes et Comptables (ANEC -membre de l'OID-) de Cuba en 1999, 2000, 2001, 2004, 2005, 2006, 2007 ; formation de cadres nationaux de l'Union nationale des employés de banque (UNEB - membre du réseau CADTM) en 2004 ; formation de parlementaires latino-américains au Venezuela dans le cadre du Parlatino en 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007 ; formation de cadres des campagnes « dette » en Equateur en 2000, 2004 et 2007.

En Asie du Sud : formation de cadres d'ONG, de mouvements d'éducation permanente, de syndicats, d'organisations d'intouchables (dalits) en 2005, 2006 et 2007 ; formation de cadres d'organisations, de syndicats, d'organisations paysannes et de femmes au Pakistan en 2006 ; formation de cadres de mouvements syndicaux et d'organisations de pêcheurs au Sri Lanka en 2007.

Dans le monde arabe : formation de cadres du mouvement ATTAC Maroc, membre du réseau CADTM, en 2006 et 2007.

Autres : formation de cadres du ministère de l'Economie et de la Planification de Timor oriental en 2003.

2. Objectif du volet Offre de service au sein de ce programme

2.1. Objectif de ce volet

Pour le CADTM, il s'agit globalement de répondre de manière organisée et avec les moyens adéquats (ressources financières, matérielles et humaines) à la demande de services explicite de nombreuses organisations dans le Sud et dans le Nord, sur la dette, l'ajustement structurel, le financement alternatif du développement, le droit international relatif à ces questions, la dimension du genre dans ces questions.

Ces demandes de services prennent plusieurs formes : formations, mise à disposition d'analyses et recherches, publications spécifiques, appuis méthodologiques correspondant à des besoins ressentis par plusieurs organisations

Le CADTM reste attentif à ce que l'offre faite aux partenaires du Nord puisse se répercuter aux partenaires qu'ils ont eux-mêmes dans le Sud. Il faut aussi qu'une activité proposée aux partenaires du Sud concerne plusieurs associations capables elles-mêmes de répercuter le service dans leur propre entourage (région, pays, autres associations).

L'offre de service a donc l'objectif de fournir des éléments rigoureux pour la formation de cadres (secteur ONG et mouvement social) de manière à ce qu'ils puissent à leur tour répercuter ces éléments dans leur réseau, secteur et partenaires. Autrement dit, l'expertise du CADTM ne lui appartient pas mais doit se développer de manière concentrique autour du réseau CADTM.

Il s'agit de consolider le travail sur la question de la dette au niveau du secteur, au Nord comme au Sud. Cette consolidation, au niveau de la thématique de la dette, passe par la capacité d'intégrer les énergies, de les organiser en synergies de manière à créer le rapport de force citoyen susceptible d'entraîner la bonne décision politique.

Au niveau du secteur en Belgique, le CADTM fait partie du « groupe Dette » initié en 2005 par le CNCND dans le cadre du GCAP (Global Call Against Poverty). Cette synergie a entraîné un autre groupe « informel » de discussion avec des représentants de partis politiques. Ce type de travail a donné lieu à des avancées politiques sur nos thématiques via la commission « mondialisation » du parlement belge qui ont abouti à un vote du sénat.

Si nous voulons nous servir du vote du Sénat du 29 mars 2007 comme d'un tremplin pour atteindre nos objectifs, il s'agit d'éviter les doubles emplois, les lacunes et, au contraire, de fournir le maximum d'impact aux initiatives prises en commun. Cette action au niveau du secteur nécessitera que des contacts du CADTM non seulement soient consolidés au niveau de l'ONG mais également au niveau du secteur dans son ensemble.

Il faut en effet remarquer que, dans son domaine, le CADTM est la seule ONG belge qui s'attelle de manière permanente à la question de la dette et aux problématiques connexes. Les autres ONG, quand elles abordent la question, le font de manière ponctuelle par des campagnes. Le CADTM doit être un acteur clé dans la consolidation des ONG de Belgique sur la question de la dette.

Au niveau international, le CADTM a beaucoup avancé sur cet aspect de consolidation avec la construction du réseau international et son intervention dans le mouvement altermondialiste. Ce progrès s'est notamment concrétisé début 2007 par le fait que l'appartenance du CADTM au « Groupe de facilitation dette » au niveau mondial avec Eurodad, Jubilé Sud et Jubilee USA.

Durant le plan 2008-2010, le CADTM travaillera à mieux intégrer la consolidation du secteur aux niveaux belge et international. Cela demande notamment :

- d'apporter son expertise spécifique et une plus value en termes de propositions et d'expériences
- d'être pro-actif dans les différents groupes de travail et de facilitation
- de recenser tous les partenaires potentiels
- de faire connaître et reconnaître ces groupes au niveau des secteurs belge et international.

En conclusion, l'objectif du CADTM dans le volet Offre de service est double : d'une part, consolider le travail du réseau au niveau des ateliers régionaux et, d'autre part, consolider le travail du secteur au niveau de la Belgique.

2.1.1. Objectif spécifique de l'action 1 : Appui méthodologique

Pour le CADTM Belgique, il s'agit « d'offrir » son expertise à ses partenaires afin d'assurer le socle de la première phase du cercle vertueux ancienne version et de l'étape 2 du nouveau cercle :

- En conseillant les membres du réseau CADTM (Nord et Sud) pour qu'ils consolident leur capacité d'intervention dans les différentes réunions du mouvement altermondialiste ;
- En conseillant dans le même sens les partenaires du CADTM (Nord et Sud) sur base d'une analyse commune et d'une stratégie commune d'intervention ;
- En renforçant la capacité des organisations membres du réseau international CADTM à assumer de manière autonome leur décision et à mener à bien leur activité sans dépendre du soutien du CADTM Belgique ;
- En contribuant à une évaluation de la stratégie des mouvements sociaux et des campagnes altermondialistes depuis six ans afin de favoriser de meilleures synergies entre eux et les amener à mieux intégrer la problématique de la dette dans leurs actions.

2.1.2. Brève description des activités de l'action 1

Activité 1 : consolidation des ateliers régionaux

Ces ateliers s'inscrivent dans une continuité d'action : suivi des campagnes contre la dette ; renforcement de la construction du mouvement altermondialiste ; renforcement des partenariats entamés par le réseau international CADTM.

Pour réaliser la consolidation de ces ateliers, le CADTM Belgique apportera son expertise et aidera à coordonner une série d'activités, notamment :

- La préparation et l'organisation des rencontres internationales où les membres, en dialogue permanent avec l'ensemble des partenaires, viseront différents objectifs (un séminaire sur la dette odieuse, l'audit ou encore les alternatives ; des conférences publiques ; des réunions internes et stratégiques qui font le bilan, fixent les objectifs et les stratégies d'actions communes)
- La réalisation des actions d'éducation permanente aux niveaux national et régional, élaboration d'outils pédagogiques communs et renforcement des interpellations politiques.

Par son offre de service, le CADTM se fixe plusieurs objectifs fondamentaux dans la consolidation des ateliers régionaux :

- renforcer les capacités de chacun des partenaires en terme de recherche et d'analyses sur la question de la dette (en particulier, un travail sur l'audit et la dette odieuse des pays respectifs) et du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable

- renforcer les capacités d'action d'éducation permanente des partenaires
- renforcer les collaborations et les synergies entre :
 - o Les organisations d'une même région
 - o Les organisations de plusieurs régions
 - o Les partenaires du Sud et le CADTM Belgique
 - o Les partenaires du Sud et le mouvement altermondialiste au niveau international
- augmenter la formation des responsables du secteur du Sud quant au plaidoyer pour une véritable annulation / répudiation de la dette du Tiers Monde ainsi que pour un changement radical de politique, mettant au centre de la réflexion les besoins humains fondamentaux.

Atelier Afrique centrale

Travailler à renforcer les liens entre les mouvements sociaux de cette région est pertinent à plusieurs niveaux. En effet, les trois pays considérés par cet atelier, à savoir la République démocratique du Congo, le Congo Brazzaville et l'Angola, ont une histoire et culture commune mais aussi un passé récent identique sur plusieurs plans : guerres liées à l'exploitation des minerais (pétrole, diamant, cobalt, coltan); destruction des infrastructures (routes, hôpitaux, écoles...); précarisation des populations rurales ...

Vu l'extension géographique de la RDC, mais aussi et surtout son contexte politique et économique actuel, il apparaît comme essentiel de renforcer fortement les contacts, le dialogue et une coordination des réflexions et actions entre les mouvements sociaux des différentes régions de ce pays. Une partie importante du Programme sera donc consacrée à la mise en réseau des mouvements sociaux congolais qui agissent sur la problématique de la dette de la RDC.

Atelier Afrique de l'Ouest

Tout comme pour l'Afrique centrale, les pays de l'Afrique de l'Ouest doivent faire face aux mêmes problématiques, défis et enjeux à plusieurs égards. Citons simplement ici, les Accords de Partenariat européens (APE) conclus avec l'UE qui veulent imposer à ces pays une ouverture totale de leurs marchés. Là aussi, face à la mise en concurrence de ces pays imposée par la globalisation néolibérale, les mouvements sociaux de la région souhaitent développer leur solidarité, leur synergie. Le Réseau ROAD (Réseau Ouest Africain pour le Développement) impulsé en 2005 avec l'aide du CADTM et reconnu au niveau du Conseil international du FSM est un pas extrêmement important en ce sens. Ce programme vise à renforcer cette dynamique.

Atelier Amérique latine + Caraïbes

L'atelier comprend actuellement des organisations de Colombie, du Venezuela et d'Equateur (avec une participation de la PAPDA d'Haïti, membre du réseau CADTM). Nous sommes là devant un cas de figure extrêmement riche en possibilités. L'Amérique latine semble en effet le continent qui élabore le plus d'alternatives - en termes politiques réels et pas seulement en objectifs. Il s'agit donc d'un véritable « bouillon de cultures » pour les thématiques du CADTM et les membres du réseau de ce continent sont en plein dans le débat (banque du Sud alternative à la Banque mondiale, par exemple). L'appui méthodologique est donc crucial pour que les membres de l'atelier soient à la hauteur de l'enjeu d'un point de vue organisationnel (possibilités de réunions communes, de publication de produits, etc.).

Atelier du monde arabe

Au cours des réunions de réseau des années précédentes et lors de l'atelier réalisé au cours du Forum social méditerranéen, en 2005 à Barcelone, les organisations membres situées dans différents pays du monde arabe (RAID ATTAC/CADTM Tunisie, ATTAC/CADTM Maroc, AGAS Syrie, et en instance d'adhésion, ATTAC Liban), ont réclamé une structuration renforcée du travail du CADTM à l'échelle régionale. Confrontés à des aspects similaires de la mondialisation néolibérale (rôle économique et politique dans le contexte Euro-Méditerranée, retour à la primarisation des échanges commerciaux, problèmes d'immigration, répression locale accentuée...), l'atelier a pour objectif également de rassembler les expériences, l'élaboration d'analyse et la proposition d'alternatives au niveau du monde arabe. C'est à ce niveau que l'appui méthodologique du CADTM est nécessaire.

Atelier Asie du Sud

Les 14 et 15 mars 2007, dans le cadre d'un atelier qui a rassemblé une cinquantaine de délégués au Kerala⁴⁴, une réunion s'est tenue avec VAK Inde, représenté par Ajit Muricken, Sandeep Pendse et Sushovan Dhar, avec Linus Jayatilake du Sri Lanka ainsi qu'avec Denise Comanne et Eric Toussaint du CADTM Belgique. Prolongeant des discussions entamées en 2006, un plan pluriannuel d'action sur la dette et les IFI à développer en Asie du Sud (Pakistan, Inde, Sri Lanka, Bangladesh, Népal) se met en place. L'objectif est de finaliser la rédaction de ce plan pluriannuel au cours du mois de mai 2007. Une nouvelle réunion se tiendra en novembre à Colombo (Sri Lanka) à l'occasion du Congrès mondial des organisations de pêcheurs. Ils envisagent également de convoquer un séminaire pour l'Asie du sud sur le thème de la dette et des IFI en 2008.

Remarque importante : Le renforcement des synergies entre les régions

Un des objectifs de ce programme est, en dépassant le cadre national, de renforcer les solidarités Sud/Sud et la mise en place de stratégies politiques alternatives cohérentes et efficaces au niveau le plus large possible. Jusqu'ici, le CADTM, bien que réalisant incontestablement un travail d'offre de service pour et entre ses partenaires, a manqué de moyens matériels pour réaliser pleinement cet objectif. Le programme 2008-2010 visera à renforcer cet objectif.

L'axe Afrique de l'Ouest – Afrique centrale

Il s'agit de renforcer les connections, le dialogue et la synergie entre les organisations d'Afrique centrale et d'Afrique de l'ouest, et de connecter ces deux sous-régions. Face à une mondialisation qui impose au continent africain les mêmes politiques néolibérales (privatisations, libéralisation, austérité budgétaire) destructrices d'un point de vue social et humain, il est fondamental de comprendre le développement, relever les défis et construire des réponses de manière globale.

Plus concrètement, cela signifie que le CADTM visera au cours de ce programme triennal à renforcer la communication entre les partenaires, mais aussi à assurer la participation de responsables d'une région aux activités d'une autre sous-région.

Lors des discussions tenues pendant le FSM de Nairobi, il a été envisagé par les membres des deux sous-régions, en fonction des acquis réalisés en 2007, de ne réaliser qu'un seul séminaire pour les deux régions en 2008.

Un autre fait à souligner : la mise en place récente (février 2007) avec l'aide du CADTM Belgique des listes de discussions (Afrique – Afrique centrale et Afrique de l'Ouest) constitue un pas en avant dans la bonne direction. Le CADTM Belgique aura un rôle d'appui provisoire mais important au cours de ce programme triennal. L'objectif est que ces listes de discussion fonctionnent sans l'impulsion du CADTM Belgique à partir de 2008.

L'axe Maghreb / Afrique Subsaharienne

Elargir le plus possible l'intégration et la synergie entre les mouvements sociaux des différentes régions d'Afrique est fondamental pour le réseau CADTM International et pour le CADTM Belgique. Depuis le Forum social méditerranéen (juin 2005), les relations entre les partenaires du Maghreb (en particulier du Maroc) et ceux d'Afrique subsaharienne (en particulier du Mali, de Côte d'Ivoire et de la RD Congo) se sont petit à petit renforcées. Depuis la tenue du Forum social mondial de Bamako, au Mali en janvier 2006, suite à des réunions du réseau CADTM International ainsi qu'à des collaborations concrètes sur des ateliers et séminaires, les synergies se sont considérablement affinées. Citons : la visite organisée par le CADTM Belgique d'un membre du CAD Mali (Sekou Diarra) au Maroc en septembre 2005. La visite d'un membre du FNDP (Côte d'Ivoire) en mai 2006. Lors de l'organisation d'une conférence alternative à la conférence gouvernementale euro-africaine sur les migrations organisée à Rabat les 10 et 11 juillet 2006, le CADTM Belgique a joué un rôle de lien pour permettre la participation des délégués d'Afrique subsaharienne. Les membres du réseau CADTM Afrique de l'Ouest et centrale (Mali - Niger – Côte d'Ivoire – Bénin – Burkina – RDC) ont

⁴⁴ Voir le compte-rendu de cette réunion : http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=2526

participé à cette activité. Ce moment a également été l'occasion d'une réunion importante du réseau CADTM Afrique, où il s'est agi notamment de déterminer les actions communes et les collaborations futures et ce, en l'absence du CADTM Belgique.

Ces initiatives sont très encourageantes dans la mesure où elles montrent la volonté et la capacité grandissante des membres du réseau à collaborer et à coordonner leurs activités.

Le CADTM Belgique continuera à jouer un rôle de facilitateur. Mais, petit à petit, le CADTM Belgique devrait tendre à « s'effacer ». Son rôle est de se rendre rapidement remplaçable en tant que facilitateur. Il s'agit d'un processus consciemment mis en œuvre.

L'axe Amérique latine – Afrique

Lors de la dernière réunion de réseau en octobre 2006, la PAPDA, Haïti représentée par Camille Chalmers a plaidé pour un développement de cet axe de travail pour le CADTM. ATTAC/CADTM Maroc, NAD RDC, APASH Congo, RNDD Niger, CAD Mali, CADD Bénin ont vivement appuyé la proposition. Prenant appui sur les éléments historiques et la problématique du commerce des esclaves, de l'esclavage qui réunissent ces deux régions, il est apparu nécessaire de créer une dynamique de travail et de dialogue Amérique latine/Afrique. Une première étape consisterait à rassembler des informations et documents sur les luttes et résistances (paysans, Indiens, femmes ...) contre l'intégration économique.

Activité 2 : Dialogue Sud-Nord

Pendant le Forum social mondial de Nairobi, des réunions entre Jubilé Sud, le CADTM, Eurodad et Jubilé USA ont abouti à la mise en place d'un « Groupe de facilitation des campagnes dette » au niveau mondial. L'objectif global de ce groupe est d'améliorer la communication et l'échange d'expériences entre tous les différents mouvements « dette » et de rendre cette lutte plus forte et plus visible. Ce groupe a notamment décidé de mettre en place un bulletin bimensuel en trois langues (français – anglais – espagnol) qui a l'objectif de centraliser et de diffuser largement toutes les actions (passées et futures), les activités et les outils relatifs à notre travail sur la dette. Le CADTM a pris la responsabilité d'écrire et de diffuser un premier numéro de ce bulletin en collaboration étroite avec Eurodad. Par ailleurs, par l'intermédiaire de ce groupe de facilitation, le CADTM travaillera à organiser la poursuite des grandes rencontres internationales des campagnes « dette ».

Les apports en offre de service du CADTM lors de ces rencontres sont multiples :

- proposer les nouveaux inputs en terme d'élaboration et d'analyse issus du réseau CADTM ;
- réaliser une évaluation de la stratégie des mouvements sociaux et des campagnes altermondialistes au niveau de la thématique de la dette depuis six ans ;
- favoriser de meilleures synergies entre les campagnes « dette » au niveau mondial ;
- contribuer à mettre en pratique l'agenda et la stratégie adoptée par les campagnes « dette » ;
- inciter les autres grands réseaux à mieux prendre en compte la problématique de la dette.

Le CADTM continuera à s'investir dans les prochaines années dans la poursuite du Dialogue Sud/Nord entre mouvements qui agissent sur la dette. Puisqu'une grande réunion s'est tenue à Bruxelles en 2006 sous la responsabilité du CADTM, il reviendra à un autre mouvement d'être l'hôte et l'organisateur de la réunion qui aura lieu au cours du programme 2008-2010 à une date à déterminer (le CADTM proposera qu'elle ait lieu en 2009). Le CADTM participera activement à sa préparation et proposera de faire collectivement un premier bilan du travail effectué dans les différents pays sur l'audit de la dette. Concrètement, le CADTM réalisera un bilan en essayant de dégager les leçons de quelques expériences afin qu'elles soient utiles et utilisables pour les mouvements qui souhaitent commencer le travail ou renforcer celui qu'ils ont déjà entrepris.

2.1.3. Objectif spécifique de l'action 2 : Formations

Cette action de formation se place dans la seconde phase de notre cercle vertueux. Un plus grand nombre de responsables, de formateurs d'organisations, au Nord comme au Sud, peut renforcer la mobilisation citoyenne en vue de mettre en pratique des alternatives pour un développement socialement juste et écologiquement soutenable et pour le respect des droits fondamentaux.

2.1.4. Brève description des activités de l'action 2

Activité 1 : Formation de cadres belges et européens

Au cours du prochain programme triennal, le CADTM continuera à répondre aux demandes et sollicitations pour la formation de cadres sur les thèmes de la dette et du mouvement altermondialiste (Forum social mondial) dans le secteur des ONG de solidarité internationale, de manière prioritaire, au niveau des syndicats (la FGTB, la CSC, la CIS ...) et de la Coopération technique belge (CTB).

Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (IIRF) : formation de cadres du réseau CADTM dans le cadre du cycle de formation internationale Nord/Sud

Vu les résultats très positifs en terme de renforcement des capacités d'action et de consolidation des acteurs de développement humain au Sud, le CADTM continuera, tout au long du programme 2008-2010, à participer à cette formation, à la fois en tant que prestataire de service et en assurant la participation de plusieurs de ses membres du Sud.

Activité 3 : Déplacement d'experts du CADTM

Considérant ces interventions comme fondamentales dans le cadre de la phase 2 du cercle vertueux, le CADTM travaillera, au cours du prochain programme triennal, au renforcement du potentiel d'intervention de plusieurs responsables et formateurs d'ONG et de mouvements sociaux, au Nord et au Sud. Ce renforcement sur les thèmes spécifiques du CADTM opère vers les organisations elles-mêmes et vers le public qu'elles touchent.

Il s'agira également de poursuivre voire accentuer un travail de conseil vers les parlementaires étrangers. Comme le souligne le rapport d'évaluation à la page 36, « *ce choix d'un travail spécifique en direction des parlements (notamment en terme de formation et d'information des parlementaires du Sud), à la fois caisse de résonance » potentielle et interface entre l'opinion et les exécutifs, apparaît ici comme particulièrement pertinent. Il mériterait d'être poursuivi et développée* ».

Durant le programme 2003-2007, le CADTM a fortement augmenté sa crédibilité et sa notoriété au niveau international. Conséquence directe, l'expertise du CADTM est de plus en plus demandée. Le nombre d'experts du CADTM Belgique invités à donner des conférences au niveau international a été multiplié par trois. Dans l'état actuel des choses, malgré le renforcement de ses capacités internes, le CADTM Belgique ne peut cependant répondre à toutes les demandes. Les choix qu'il réalise dépendent alors de plusieurs facteurs :

- de l'intérêt de l'activité en rapport avec les objectifs du CADTM dans le volet offre de service
- du lien existant entre l'activité et les thématiques principales du CADTM
- de la disponibilité des membres de l'équipe permanente ou des collaborateurs extérieurs du CADTM
- du lien entre les activités et les ateliers régionaux.

2.2. Pertinence au développement de cet objectif

Rappelons que pour le CADTM, l'annulation de la dette du Tiers Monde constitue avant tout un angle d'attaque. Il s'agit d'avancer vers un développement socialement juste et écologiquement soutenable. La satisfaction universelle des droits humains fondamentaux est au cœur même du travail du CADTM. Il s'agit donc d'atteindre et de dépasser les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Pour arriver à une amélioration sensible des conditions de vie des populations, il est fondamental d'arriver, en utilisant tous les outils de l'offre de service, à ce que des acteurs sociaux influents dans leur secteur (ONG, mouvement social, citoyen et syndical) ou dans leur région agissent de manière permanente et forte pour l'arrêt des plans d'ajustement structurel et leur remplacement par des politiques de développement basées sur la satisfaction des besoins fondamentaux et l'application du droit international.

Le CADTM estime que ses actions d'appui méthodologique et de formation sont pertinentes par rapport au développement quand il offre des services :

- Pour que les partenaires du Sud (en priorité) possèdent les outils capables de peser sur l'objectif général du programme qui est de remplacer les politiques d'ajustement par des politiques de développement durable (application du droit international, utilisation politique des alternatives de financement). Il s'agit ici de renforcer les capacités locales à faire face à des négociateurs gouvernementaux et des représentants de la Banque mondiale et du FMI dans des actes très concrets, porteurs de conséquences sociales immédiates sur les populations bénéficiaires ;
- Pour que les partenaires du Nord, munis de la même approche stratégique, pèsent également dans ce sens en communiquant les inputs dégagés à leurs partenaires du Sud ;
- Pour que les partenaires du Nord (en Belgique, en France, en Suisse, dans les autres pays européens où nous avons des partenaires, comme l'Espagne) soient plus conscients et plus attentifs aux propositions du réseau CADTM International. Lorsqu'ils se sont appropriés les analyses et propositions du CADTM en particulier, de la société civile du Sud en général, le secteur ONG du Nord peut alors soutenir activement les mouvements sociaux porteurs des mêmes alternatives, ce qui renforcera encore plus la possibilité de changement.

La plus value pour le secteur, en dernière instance, se mesurera dans les modifications que le secteur ONG et les mouvements citoyens et sociaux auront pu apporter dans les politiques de développement vers la satisfaction des besoins fondamentaux des populations bénéficiaires. Le rapport d'évaluation du programme 2003-2007 (pp. 24 à 29) présente des exemples d'avancées au niveau politique en Belgique, dans l'UE et dans le monde, qui montrent que nous allons dans cette voie. L'offre de service du programme 2008-2010 s'inspirera donc de la même démarche.

2.3. Cohérence avec les thèmes principaux du programme

Les sept grands thèmes développés dans ce programme triennal ont leur place dans les activités d'offre de service car tous ces thèmes sont des éléments importants de formation à articuler autour de la problématique de la dette. Les cadres d'organisation s'appuient en effet sur ces éléments pour agir socialement et politiquement. L'offre de service est donc cohérente car elle répond aux besoins de formation en ces domaines.

Les OMD (**premier thème**) sont une sorte de fil rouge qui dirige l'ensemble des actions du CADTM, que ce soit en éducation au développement ou en offre de services. L'évolution de l'endettement public des PED (**deuxième thème**) est au cœur même de l'offre de service développée par le CADTM, en particulier en direction de ses partenaires du Sud, mais également au niveau du secteur ONG belge. La recherche et les propositions d'alternatives (**troisième thème**) sont une constante dans la consolidation des ateliers régionaux, le dialogue Nord Sud, mais aussi les formations de cadres, au Nord et au Sud. Le choix d'un type alternatif de développement bénéfique aux populations, respectueux de leur histoire et de leur culture, implique un travail conjoint de nos partenaires du Sud afin de vérifier et améliorer constamment la validité des mesures qui pourront être avancées face au modèle néolibéral de développement prôné par la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et les décideurs politiques impliqués dans ces instances. Le droit international (**quatrième thème**) est un instrument essentiel pour renforcer les capacités d'action du secteur ONG en s'appuyant sur les traités de droit international et, au final, faire évoluer les orientations en direction d'un modèle de développement humain socialement juste et écologiquement soutenable. Le CADTM élabore depuis plusieurs années avec ses partenaires du Nord et du Sud un corpus argumentaire basé sur le droit international relatif

aux questions de dette illégitime, de dette odieuse, de cas de force majeure, d'état de nécessité, etc. Il s'agit de continuer ce travail et d'avancer concrètement vers des stratégies d'action utilisant les acquis précédents. La dette écologique (**cinquième thème**) est l'angle par lequel le CADTM s'attaque à l'ensemble de la crise environnementale (changement climatique, déforestation, pollution...). En ce qui concerne l'audit de la dette (**sixième thème**), notons que l'ensemble des campagnes dette au niveau mondial considère ce travail comme fondamental pour les prochaines années. L'ensemble des partenaires a intégré l'audit de la dette dans les objectifs prioritaires. L'audit sera donc un élément récurrent pour tous les ateliers régionaux. Par ailleurs, le CADTM a réalisé un travail considérable sur cette question (publication du Manuel de l'audit de la dette, réalisation d'une journée sur l'audit de la dette de la RDC qui s'est tenue au Sénat le 20 octobre 2006 et qui a donné lieu ensuite à une brochure. Le renforcement du mouvement citoyen altermondialiste doit être alimenté par une auto-analyse (**septième thème**).

2.4. Situation de ce volet au sein de la politique générale de l'offre de services menée par l'ONG

Tout le volet offre de services du CADTM est inclus dans ce programme triennal.

3. Critères de choix, priorités et facteurs contextuels déterminants

3.1. Délimitation thématique et sectorielle

Les sept thèmes détaillés dans la partie générale de ce document, pp. 22-28, forment également la trame de l'offre de service et sont traités en fonction des publics-cibles de l'offre de service. Quelle est la spécificité du CADTM dans cette offre de services ? Les mots clés utilisés pour définir le programme triennal 2008-2010 sont d'application dans ce volet de l'intervention également : continuité, consolidation, transition, stabilisation.

Notre intervention continue à mettre à disposition des acteurs sociaux des PED concernés – et des organisations membres et partenaires du réseau international CADTM en priorité - des outils de plaidoyer, de renforcement de capacité et d'alternatives issues de l'analyse spécifique du réseau CADTM. Celle-ci est centrée sur les thèmes de l'annulation de la dette, des conditionnalités, des Objectifs du Millénaire pour le Développement, du financement d'un développement socialement juste et écologiquement soutenable, de la dimension du genre, du respect du droit international, du développement du mouvement altermondialiste et de l'élaboration d'alternatives.

La spécificité de la démarche du CADTM consiste à ne pas se placer uniquement sur un terrain de négociation économique au sens restreint, mais sur un terrain plus large incluant la justice sociale et de droit international.

Cette spécificité permet au secteur ONG et aux mouvements sociaux de prendre dès lors l'initiative pour avancer des propositions qui correspondent aux besoins des populations, au droit international et aux possibilités locales et internationales.

De ce fait, le secteur avec lequel nous travaillons cette offre de service est la part de plus en plus importante des organisations qui s'émancipent de différents types de tutelle. Ces organisations prennent langue avec les différents réseaux planétaires de l'altermondialisation (dont le CADTM) par le biais notamment de la structuration des Forums sociaux (aux échelles nationale, régionale, continentale et mondiale). Parmi ce large secteur, nous priorisons les ateliers régionaux du réseau qui se sont créés (mot clé : « consolidation »). Ces ateliers regroupent essentiellement les organisations membres du réseau international CADTM et incluent d'autres organisations au cours du

développement multi-centrique (mots clés : stabilisation et transition).

3.2. *Choix du groupe-cible*

Tenant compte du paragraphe précédent déterminant les caractéristiques du secteur abordé, nous allons maintenant préciser nos groupes-cibles.

A- Au Sud : les membres du réseau international du CADTM

La période 2008-2010 sera cruciale pour assurer la stabilité des ateliers régionaux du réseau international CADTM par un appui méthodologique et des inputs de formation.

Remarque : Nous avons renvoyé en notes de bas de page des précisions sur l'historique de la collaboration avec les membres du réseau de façon à ne pas alourdir le texte proprement dit et ne pas lasser les lecteurs et lectrices déjà au fait de cet historique développé dans les documents antérieurs déposés à la DGCD.

- L'atelier Afrique de l'Ouest est composé des organisations qui avaient commencé à structurer l'intervention du CADTM dans la région (la CAD/ Jubilé Mali⁴⁵, le Réseau National Dette et Développement du Niger (RNDD)⁴⁶, le Forum des ONG de Lutte contre la Dette et la Pauvreté (FNDP) et Forum Social de la Jeunesse en Côte d'Ivoire⁴⁷, le CADTM Sénégal⁴⁸). Il est également composé d'organisations nouvelles venues qui ont été attirés par la dynamique (le CADD Bénin qui a adhéré au réseau CADTM en 2006 et le CERIDA de Guinée Conakry qui est en instance d'adhésion pour 2007).
- L'atelier Afrique centrale : en RDC, le CADTM travaillait au début avec le CNOGDD (Conseil National des ONG de Développement), FODEX (Forum sur la dette extérieure) et CADD (Comité pour l'annulation de la dette et le développement) de la République démocratique du Congo. A partir de ce travail, un CADTM s'est créé avec trois structures, NAD Kinshasa, NAD Unikin et CADTM Lubumbashi. Le CADTM est structuré au Congo Brazzaville en deux centres (Solidaires à Pointe Noire et Apash à Brazzaville). Un troisième pays est représenté dans ce multi-centre : l'Angola par le biais de la Ligue Jubilé Angola.

⁴⁵ Nous avons un protocole de partenariat avec cette organisation du Mali qui fédère elle-même une quinzaine d'ONG (AMASBIF, OMADI, AED, GRAT, KILABO, ADG, CHRISTIAN AID, ACD, SECO/ONG, CAFO, etc.) et une trentaine d'autres mouvements sociaux au Mali sur la problématique de la dette. Née dans le contexte de Jubilé 2000, elle a fait le choix d'adhérer à Jubilé Sud (partenaire privilégié du CADTM sur la question de la dette) sur base d'une maturation du mouvement après le G7 de Cologne (1999). Le CAD/Jubilé Mali et le CADTM ont déjà une expérience de partenariat qui a renforcé l'organisation au point qu'elle est devenue clé pour l'analyse des DSRP, les partenariats APE avec l'UE et l'organisation annuelle des Forums des Peuples au Mali ainsi que la participation africaine au processus du Forum social. Fort de cette expérience, le CAD/ Jubilé Mali travaille maintenant dans le contexte d'un encadrement à l'échelle régionale (Afrique de l'Ouest) pour aborder ce type de thématique avec la même stratégie.

⁴⁶ Les premiers contacts ont eu lieu en France lors d'une activité réalisée par le CADTM France en 2001, se sont renforcés au Forum Social Africain de Bamako (janvier 2002) et au Forum Social de Porto Alegre (février 2002) et au long d'un large échange d'emails. A partir d'un journal hebdomadaire " Alternatives " et d'une centrale syndicale (Centrale Démocratique des Travailleurs du Niger), un travail vers un éventail très large d'organisations a été lancé par les initiateurs pour créer une coalition nationale organisée sur la question de la dette et du développement (RNDDN). C'est par le contact avec le CADTM qui a orienté les initiateurs vers d'autres coalitions africaines que la nécessité de cette coalition large au Niger même s'est concrétisée.

⁴⁷ Le FNDP est né en avril 2001 et a été initié suite à la Rencontre de Dakar (initiative du CADTM entre autres ; donc, mesure d'impact). Le FNDP fédère pour le moment 12 associations (ASAPSU, SMA, BDPH, CASES, MTC-CI, ONVCI, MIDJ, FRAPPES, COS-CI, AEI, INADES Formation, CRAS) et travaille en partenariat avec la Centrale Syndicale Dignité, ANOPPACI, le CAA.

Les contacts datent du Forum Social Africain de Bamako, janvier 2002, et d'emblée, ils ont permis de cerner une similitude de demandes par rapport à l'élaboration du CSLP de la Côte d'Ivoire. A noter que le FNDP avait déjà ressenti la nécessité de ce travail suite à un contact avec l'AIDC, organisation d'Afrique du Sud, membre de Jubilé Sud et partenaire du CADTM. Les discussions à Bamako poursuivies à Porto Alegre ont déterminé le FNLP à participer à l'offre de services du CADTM sur ce point, en connexion avec les autres pays d'Afrique de l'Ouest. Cette organisation est en relation avec le mouvement de la jeunesse en CI qui a décidé de relayer immédiatement le Forum Social Mondial de Porto Alegre 2002 dans la jeunesse en Côte d'Ivoire.

⁴⁸ Depuis les premiers contacts (1998), des organisations sont impliquées dans l'offre de services du CADTM. Le suivi des relations du CADTM avec le Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD) et APROFES a abouti à l'organisation d'une rencontre panafricaine sur la dette à Dakar en décembre 2000. Le travail de suivi de cette initiative a abouti à l'insertion des pays d'Afrique de l'Ouest dans le processus Forum Social et à la conception d'un atelier régional.

D'autre part, une série de contacts avec des mouvements de jeunesse (Jeunesses Panafricanistes) et des organisations de femmes (dont APROFES, CARAF) au Sénégal ont permis la création d'un CADTM Sénégal. Celui-ci a été officiellement constitué juste après la rencontre de Dakar 2000 pour poursuivre sur le terrain le travail d'élaboration et de connexion, sur l'annulation de la dette, des différentes coalitions nées à cette occasion (syndicats, artistes, sportifs, jeunes, femmes).

- L'atelier monde arabe : Il est composé de AGAS Syrie, CADTM/ATTAC Maroc, RAID-ATTAC/CADTM Tunisie. En instance d'adhésion, Attac Liban.
- L'atelier Amérique latine (en particulier Pays Andins) + Caraïbe représente notre intervention de réseau en Amérique latine⁴⁹. L'atelier est composé de « Red Venezolana para la Abolición de la Deuda/ CADTM » au Venezuela, de UNEB en Colombie, de « Red nacional por la anulación de la deuda externa y contra el tlc », en Equateur et de la PAPDA en Haïti⁵⁰. Le travail s'élargit avec la demande d'adhésion de ATTAC Argentina.
- L'atelier Asie du Sud : l'atelier est actuellement composé de Vikas Adhyayan Kendra⁵¹ (VAK dont le siège est à Mumbai, Inde), du Labour Education Foundation⁵² au Pakistan (en instance d'adhésion au réseau international CADTM).

B- Au Sud : les mouvements sociaux

La création des ateliers régionaux n'a pas coupé le CADTM des mouvements sociaux extérieurs aux membres de son réseau. Au contraire, les membres ainsi organisés sont devenus des interlocuteurs reconnus sur place pour le travail en commun. Le CADTM, via les membres sur place, est au cœur des débats et des revendications (exemples : la privatisation du rail au Mali, l'opération Vie chère au Niger, la création d'une banque du Sud en Amérique latine...). L'offre de service ciblée sur les ateliers régionaux a donc des répercussions immédiates sur l'intervention de nos membres autour d'eux et, dans l'autre sens, nos membres sont à même de relayer directement aux autres ateliers du réseau CADTM les informations utiles à l'élaboration d'une analyse et d'une stratégie commune pour l'ensemble du réseau.

Des syndicats, des organisations paysannes, des organisations de femmes et de jeunes se sont insérés ces dernières années dans le mouvement altermondialiste. Ils se rapprochent du secteur ONG

⁴⁹ En Amérique du Sud, l'action du réseau CADTM est déjà présente dans trois pays andins (la Colombie, le Venezuela et l'Equateur). Elle s'est renforcée au cours des années 2003, 2004, 2005 et 2006. En effet, en Colombie une coalition d'une quinzaine de mouvements différents a mené une campagne nationale sur la dette qui a rencontré un important écho. Au Venezuela, l'action du CADTM s'est développée au niveau des parlementaires. La collaboration entre membres et sympathisants du réseau de Colombie et du Venezuela a très bien fonctionné. Les événements récents en Bolivie et en Equateur (élection de Rafael Correa et préparation d'une assemblée constituante) ouvrent des perspectives extrêmement riches en potentialités pour le travail d'annulation de la dette.

⁵⁰ Le partenariat s'est également renforcé avec la Plate-forme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) basée en Haïti - la PAPDA joue un rôle régional dans toute la Caraïbe⁵⁰. Camille Chalmers, directeur de la PAPDA, est présent aux réunions du réseau international ainsi qu'à la plupart des activités réalisées par le CADTM à l'occasion des Forums sociaux. C'est notamment sous son impulsion qu'un axe « Amérique latine- Afrique » se dessine, la place de la Caraïbe trouvant en effet une place historiquement appropriée pour appréhender les deux réalités.

⁵¹ La collaboration entre VAK et le CADTM remonte à 1998 quand VAK avait invité un délégué du CADTM à une réunion de mise en réseau à Mumbai. L'année suivante, le CADTM a invité VAK à sa rencontre internationale biennale à Bruxelles en mars. VAK a édité cette année-là une version anglaise du livre *La Bourse ou la Vie* édité par le CADTM en Belgique en 1998. Dans le livre *Le Bateau Ivre de la mondialisation* édité par le CADTM en 2001 figure une ample contribution écrite du directeur de VAK, Ajit Muricken, qui y décrit les effets de la globalisation en Inde ainsi que la situation des mouvements sociaux. Ajit Muricken a participé en décembre 2003 au 3^e séminaire sur le Droit international, en octobre 2004 à la 4^e édition du séminaire organisé par le CADTM à Amsterdam ainsi qu'au programme d'octobre 2005 du CADTM en Belgique. L'implantation du réseau CADTM en Asie qui est le résultat d'un travail entamé à la fin des années 1990 s'est consolidée à l'occasion de la conférence de l'Asie du Sud sur la paix qui s'est tenue à Mumbai du 24 au 26 février 2006 et lors du 6^e FSM tenu à Karachi au Pakistan en mars 2006. L'organisation Vikas Adhyayan Kendra (VAK) membre du réseau CADTM, a publié entre 1999 et 2004, trois livres du CADTM.

Ajit Muricken, le directeur de VAK, a participé à la réunion du réseau international qui s'est tenue du 4 au 6 octobre 2005 à Bruxelles. VAK a été très actif en 2005 suite au drame du tsunami, il a organisé de multiples activités locales sur le sujet et une rencontre internationale fin mai 2005 à Mumbai. Au cours de 2005, VAK a édité deux livres du CADTM : 1) le livre « Les Tsunamis de la dette » sous le titre : « Tsunami Aid or Debt Cancellation – The political Economy of post tsunamis Reconstruction » ; 2) le livre « Les Manifestes du possible » sous le titre : « Manifesto for making another world possible ! ». En février 2006, il a édité le livre « La Finance contre les peuples. La bourse ou la Vie » sous le titre « Your Money or Our Life ». En janvier 2007, il a publié la traduction du livre « Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent » sous le titre « World Bank, the never-end coup d'Etat ».

⁵² Suite à la participation du CADTM Belgique et du CAD Mali (membre du réseau CADTM international) au FSM de Karachi, le partenariat s'est renforcé avec les membres du CADTM au Pakistan, à savoir la Labour Education Foundation. La Labour Education Foundation et le CADTM ont collaboré à plusieurs niveaux. Notons : L'édition de deux livres du CADTM (« 50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la BM », « Globalisation : Reality, Resistance & Alternatives ». la réalisation de séminaires et ateliers sur la question de la dette lors du FSM à Karachi (du 24 au 29 mars 2006, la création d'un groupe de travail sur la dette pakistanaise, une réunion de réseau CADTM, le 30 mars 2006, une conférence / débat sur la question de la dette, du mouvement altermondialiste et de la situation au Cachemire (1^{er} avril 2006), l'inauguration d'une bibliothèque à Lahore (2 avril 2006).

proprement dit sur des déclarations et manifestes communs concernant notamment l'objectif du programme stratégique du CADTM. Ils sont donc également directement concernés par l'offre de service du CADTM.

D'autre part, par la demande de service réalisée par les réseaux internationaux ATTAC, Via Campesina, Marche Mondiale des Femmes (voir plus bas), vers leurs cadres et formateurs, il y aura recoupement d'intervention sur ce groupe-cible.

Mentionnons aussi les syndicats qui adhèrent au CADTM : CDTN (Centrale démocratique des Travailleurs du Niger), Union nationale des Employés de banque (UNEB) en Colombie

C- Au Nord : les membres du réseau, les ONG (et leurs partenaires au Sud) et les mouvements sociaux

- L'Atelier régional Europe : il y a avantage à considérer les CADTM Belgique, France et Suisse comme une entité à cibler en tant que telle. Leur donner la possibilité de rassembler leurs cadres dans des formations *ad hoc* est une réponse importante pour la consolidation de leur développement.

- Le secteur ONG du Nord : parce qu'il a des partenaires spécifiques dans le Sud susceptibles d'embrayer dans la démarche proposée par le CADTM sur proposition de leur relais dans le Nord et parce qu'il pratique, avec le CADTM, des interpellations politiques au niveau des décideurs susceptibles d'appuyer la démarche d'une manière plus ou moins forte.

Dans ce groupe-cible, mentionnons en priorité :

en Belgique : les organisations du secteur ONG faisant partie du Forum Social de Belgique (CETRI, CNCD, Oxfam-Solidarité, GRESEA, Solidarité mondiale, Solidarité socialiste...) ;

en France : le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) qui fédère 34 associations membres représentant 1 400 groupes locaux. Autres partenaires français : la Plate-forme Dette et Développement (dont le CADTM France fait partie), Peuples Solidaires, Survie, Oxfam France-Agir ici, Artisans du Monde, Les Amis de la Terre ;

en Suisse : l'organisation " Echanger " dont le public-cible est le Brésil ; le CETIM ; la Déclaration de Berne ; Action Place financière (Suisse alémanique)

en Espagne : Paz con Dignidad, Observatorio de la Deuda en la Globalización.

- Les mouvements sociaux du Nord : parce que, investis dans le mouvement altermondialiste, ils ont intégré (impact du programme quinquennal précédent) la revendication de l'annulation de la dette et de l'application des droits universels fondamentaux que nous présentons comme objectif général de notre programme ; parce qu'ils représentent un apport de mobilisation très important pour aboutir à des résultats et un impact (changements d'orientation politique au niveau mondial).

Mentionnons dans ce groupe-cible : ATTAC dans tous les pays européens où l'association est implantée ; les organisations syndicales qui sont membres du CADTM ou déjà en contact et celles qui se rapprochent du secteur ONG dans plusieurs pays européens, dont la Belgique, par la construction des Forums Sociaux nationaux et européen ; le RCADE (Réseau Citoyen pour l'Abolition de la Dette Externe)⁵³ la FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés) rassemble 70 associations locales en France pour lutter contre les exclusions.

D- Au niveau des réseaux internationaux

Six réseaux font appel précisément à notre offre de service durant la période du prochain programme :

⁵³ Réseau citoyen d'Espagne regroupant 3 à 5 000 citoyens (en majorité des jeunes) sur tout le territoire espagnol. Il a organisé une consultation citoyenne le 12 mars 2000 sur la question de la dette et ont obtenu le vote populaire d'un million de citoyens espagnols pour l'abolition de la dette.

- Jubilé Sud : Jubilé Sud est une coalition de campagnes dette Jubilé et de mouvements sociaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Créée à Johannesburg en 1999 suite aux positions des campagnes européennes Jubilé 2000 qui s'estimaient satisfaites des décisions du G7 de Cologne, elle travaille en coordination privilégiée avec le réseau international du CADTM depuis lors.

- ATTAC : déjà mentionné dans le groupe-cible des mouvements sociaux du Nord parce que c'est dans ces pays qu'il est le mieux implanté, il ne faut pas oublier les ATTAC qui se créent dans le Sud. ATTAC Maroc, ATTAC Argentina, ATTAC Brésil en sont de bons exemples et demandent au CADTM des formations de cadres qui ont lieu de manière régulière (lien entre l'endettement, la spéculation financière et compatibilité des alternatives développées par les deux réseaux - ATTAC et CADTM). La demande d'adhésion de ATTAC Argentina et d'ATTAC Liban est le résultat du travail avec les cadres des mouvements en question.

- Via Campesina : ce large mouvement social (70 millions d'adhérents répartis en Europe, en Asie du Nord-Est et du Sud-Est, en Asie du Sud, en Amérique du Nord, en Caraïbe, en Amérique centrale et en Amérique du Sud et dont le siège international se trouve au Honduras) fait appel à l'expertise spécifique du réseau CADTM pour la formation de ses cadres. Au cours du processus d'altermondialisation, le CADTM a pris langue avec ce réseau via sa direction internationale (présente dans le Conseil International du Forum Social Mondial) et via des composantes de base : travail avec le Mouvement des Sans Terre dans les activités publiques du CADTM, avec la Confédération paysanne, avec le mouvement des paysans indiens (Marche contre les multinationales de l'agrobusiness), avec des organisations paysannes en RDC (campagne "Abolir la dette pour libérer le développement" avec le CNCD), etc.

Le CADTM a intégré la question paysanne par le biais de plusieurs revendications : la réforme agraire, l'accès des femmes à la propriété, le problème de la culture de plantes transgéniques, la sécurité et la souveraineté alimentaire, le respect écologique, le commerce équitable. C'est donc sur base d'un échange très complet que la demande de services s'effectue.

Une des concrétisations de cette demande est la participation aux assemblées internationales de Via campesina (dernière en date au Mali en février 2007). L'objectif du CADTM est de poursuivre cet input auprès d'organisations paysannes de base par le biais des cadres formés ou par des missions spécifiques demandées dans les communautés paysannes de base. L'offre de services du CADTM permettrait aux cadres de diffuser l'information vers leurs paysans membres.

- Focus on the Global South : lors du programme quinquennal 1998-2002 déjà, le CADTM a commencé la construction d'une ouverture vers le continent asiatique (impact et résultats en termes de nouveaux publics). Cette ouverture s'est notamment faite par le travail avec la branche asiatique de Jubilé Sud. Parallèlement, la force du courant altermondialisation a créé des passerelles avec des réseaux dans cette partie du monde. Focus on the Global South (dont le siège est à Bangkok) est un de ces réseaux travaillant essentiellement la question du commerce international. Cette organisation est en accord politique avec l'analyse et les revendications du réseau CADTM. Elle fait régulièrement appel au CADTM pour différentes missions spécifiques. Rappelons la mission auprès du nouveau gouvernement de Timor oriental en mars 2003.

- Marche Mondiale des Femmes : la Marche Mondiale des Femmes (dont le siège international est au Brésil depuis 2006) a intégré l'analyse du CADTM dans son activité centrale de l'année 2000 (impact du précédent programme quinquennal). L'annulation de la dette du Tiers Monde et l'arrêt des plans d'ajustement structurel (comme mesures d'appauvrissement des femmes en premier lieu) se situent en bonne place dans les plates-formes de la Marche. L'analyse du CADTM a été reprise dans la Lettre ouverte au FMI et à la Banque mondiale de la Marche qui a eu un impact au niveau planétaire. La marche de 2005 a rappelé l'urgence de mesures spécifiques à prendre au niveau de la pauvreté des femmes et au niveau de l'égalité hommes/femmes par rapport à la dimension du genre. La collaboration du CADTM et de la MMF s'accroît dans le Groupe de facilitation créé à Bruxelles en septembre 2006 au niveau de l'assemblée des sociaux. Cela permet un travail en commun avec les organisations féministes au Nord et au Sud. Cette offre de services répond à l'axe transversal souhaité

par le CADTM, reliant l'impact du volet "éducation" et du volet "offre de services".

- Le Conseil Mondial des Eglises, dont le siège est à Genève, fédère des églises totalisant 450 millions de fidèles peut également être considéré comme un réseau international. Le Conseil Mondial des Eglises regroupe la plupart des Eglises réformées et l'Eglise orthodoxe, le Vatican y occupe un statut d'observateur. Le Conseil Mondial des Eglises a confié à plusieurs reprises au CADTM une étude spécifique lui permettant d'avoir avec la Banque mondiale et le FMI une négociation pour un financement du développement durable centré sur les droits fondamentaux. Il s'agit évidemment d'un partenaire de choix pour le CADTM étant donné l'immensité de l'*input* de cette organisation dans le monde et du nombre de ses membres susceptibles de bénéficier de l'offre de services du CADTM.

4. Stratégie et méthodologie

4.1. *Stratégie thématique et sectorielle*

Le choix des thèmes du prochain programme triennal pour l'offre de services résulte d'une pratique basée sur l'expérience, d'une demande établie et d'une lente maturation suite à de nombreux contacts durant les précédents programmes. Autrement dit, nous sommes en mesure d'avancer que ces thèmes sont utiles pour le réseau international CADTM (ateliers régionaux), le secteur ONG, les mouvements sociaux et les universités que nous visons comme groupes-cibles. Le mot clé « continuité » est donc d'application pour ce volet du programme.

Ceci indique la pertinence de l'objectif que nous voulons atteindre : il doit correspondre d'une part à une attente des groupes-cibles (réalisation de produits pour travailler, renforcement de structures locales par le biais des ateliers régionaux et par le travail que ceux-ci effectuent vers le secteur ONG et les mouvements sociaux à leur échelle) et il vise des conséquences directes pour les populations bénéficiaires du programme (arrêt des plans d'ajustement et remplacement par des politiques basées sur le respect du droit international et la satisfaction des besoins fondamentaux), d'autre part. Très régulièrement maintenant, nous invitons des membres de notre réseau au Sud pour intervenir dans les formations demandées au Nord. Ils contribuent également directement au volet recherche/étude et à l'élaboration des dossiers.

Ce qu'il nous faut assurer, c'est la cohérence de notre objectif à travers l'offre de services. Comment allons-nous réaliser l'objectif ? Quels moyens (financiers, humains, matériels) nous permettront de le concrétiser ?

Le personnel actuel du CADTM doit être stabilisé et assurer une transition (mots clé du programme) en offre de service. En effet, Denise Comanne prendra sa retraite au cours de ce programme. Il faudra veiller à ce qu'un nouveau membre de l'équipe permanente assure le travail spécifique d'offre de service : gérer les demandes, établir le contrat, établir le calendrier des possibilités de mission, suivi et évaluation des offres de service effectuées, fournir les renseignements déjà disponibles via le site web, les dossiers, les publications (cette tâche permettra de recenser de manière systématique le matériel disponible). Le travail de liaison et de préparation des ateliers régionaux constituera encore une tâche importante de l'offre de service. En fin de programme triennal, une évaluation spécifique sera nécessaire pour faire le point sur la stabilité de ces multi-centres et du succès ou non de la stratégie « rhizomique ». Cette évaluation influencera considérablement les orientations futures de l'offre de service du CADTM.

4.2. *Méthode d'identification, de collaboration et de retour d'informations avec/vers le secteur ONG et les partenaires*

Nous avons déjà identifié un nombre important de partenaires demandeurs d'offre de service lors du programme quinquennal 2003-2007. La dynamique enclenchée par le succès des différents paramètres

du volet « éducation » entraîne inévitablement un appel spécifique en offre de service. L'évaluation des possibilités d'exploitation pour l'ensemble du secteur ciblé : ONG, mouvements sociaux et universités, est en constante augmentation.

Le CADTM est actif dans plusieurs instances permettant d'identifier les demandes : la coordination internationale des mouvements sociaux et les trois niveaux du Forum social – national (et ceci ne concerne pas que la Belgique puisque les membres du réseau CADTM sont actifs dans la construction du Forum Social de leur pays ou d'un ensemble de pays de leur région), continental (européen, asiatique, africain, latino-américain) et mondial. C'est en effet au cours de la structuration de ces Forums que la demande de services a été décuplée. Le réseau lui-même par son activité sera un vecteur d'identification important de perspectives de collaboration pour l'offre de service.

Ne perdant pas de vue le volet “ éducation ” de ce programme, le CADTM profitera des échanges créés par l'offre de service pour nourrir sa propre documentation au contact des organisations rencontrées (témoignages, expériences de terrain, avancées obtenues par les organisations rencontrées sur la dimension du genre, sur le terrain social, politique, juridique, etc.).

La personne de l'équipe responsable du volet « Offre de service » doit désormais travailler avec un responsable en Belgique pour chaque atelier régional et son correspondant local dans l'atelier régional. Il est important en effet qu'un maillage serré se crée au cours de ces trois prochaines années afin de détecter le plus vite possible les faiblesses de communication, d'organisation, de préparation des réunions, etc. Il sera sans doute utile qu'un responsable « offre de service » travaille en tant que tel au niveau de chaque atelier régional.

4.3.Méthodes d'évaluation et suivi

Un travail d'enquête soutenu par de multiples interviews a été réalisé par Jérôme Ollier en 2006 et 2007 sur les questions relevant de l'offre de service entre le CADTM Belgique et le réseau international CADTM.⁵⁴ En concrétisant cette première expérience, nous nous sommes rendus compte que le questionnaire établi n'était pas des plus performants. Nous allons donc réaliser une nouvelle enquête avec un questionnaire amélioré au cours du prochain programme. Cette enquête permettra de faire le point sur la définition de l'offre de service qui restera nécessaire entre le CADTM Belgique et les ateliers régionaux.

Les autres types d'offre de service profiteront de cette expérience.

4.4.Complémentarité et synergies avec d'autres acteurs

Le CADTM offre en permanence de nouveaux éléments d'analyse sur la problématique de la dette et les thèmes connexes. Il facilite au maximum l'accès à ces informations par une politique proactive de communication, de bulletins de liaison, de bulletins internes au réseau, etc. Ces éléments s'articulent à la grille d'analyse d'autres ONG et mouvements sociaux pour analyser les politiques néo-libérales. Par sa pratique d'appui méthodologique et ses inputs de formation, il soutient les actions qui fortifient les ébauches d'alternatives.

La complémentarité est justifiée par la spécificité de notre intervention : apport de notre expertise sur la dette et l'ajustement, position clé du CADTM dans les structures internationales du mouvement altermondialiste, apport spécifique sur le financement du développement, apport spécifique sur le droit international comme moyen d'aboutir à la justice sociale.

L'énoncé des différents groupes-cibles repris plus haut indique le large éventail des synergies qui sous-tendent l'action du CADTM. En cela nous répondons précisément aux priorités établies par le Cabinet de la Coopération au Développement.

De plus, les aperçus que nous avons des programmes de quelques ONG clés en Belgique pour notre

⁵⁴ Jérôme Ollier, *Evaluation du réseau international CADTM*, janvier 2007

partenariat indiquent que nous renforçons avec elles la synergie en termes d'impact (changement des politiques menées actuellement vers de nouvelles politiques répondant au besoin de justice sociale).

C'est ainsi que cette action est complémentaire et synergétique avec les actions d'autres ONG, d'autres mouvements sociaux, du Nord et du Sud sur la question de la justice sociale, du commerce, de la fiscalité, de la paix, de l'écologie, du genre...et aboutit à la construction de pistes alternatives cohérentes à l'échelle de la planète.

4.5. *Impact et durabilité*

Durabilité : est-ce que les résultats produits peuvent agir à long terme et sont utilisables à long terme par le secteur visé ?

La durabilité de nos résultats est effective par le fait que nos groupes-cibles constituent pour la plupart des coalitions et des coordinations ayant elles-mêmes une base très large (au niveau du secteur ONG/mouvements sociaux – les organisations composant la coordination – et au niveau géographique – étendue de la région ou du pays couverte) où répercuter nos inputs. Il y a donc un premier transfert des inputs fournis par le CADTM vers cette base.

Dans un deuxième temps, les associations de base transfèrent les inputs vers un public encore plus large au niveau des populations directement bénéficiaires du programme.

Les groupes-cibles constituent donc des relais fiables et crédibles pour le travail qu'ils auront l'occasion de réaliser avec nos produits de formation, publications, dossiers issus de recherches/études, etc.

Quelques exemples : CAD/Jubilé Mali : répercussion sur 15 associations composantes ; RNDD Niger : coalition nationale sur tout le territoire et tout le secteur ONG/mouvements sociaux ; CONGAD Sénégal : réseau d'ONG de développement sur tout le Sénégal ; FNNDP en Côte d'Ivoire : une douzaine d'organisations membres, une relation directe avec le mouvement de la jeunesse ivoirien ; CNONGD : répercussion sur tout le territoire congolais et tout le secteur ONG ; Les Forums sociaux (en Belgique, en Europe, en Afrique, au niveau mondial...) vers leurs nombreuses composantes ; les syndicats (par le biais notamment des Forums sociaux) : répercussion vers leurs différentes centrales ; ATTAC : répercussion sur une dizaine de régionales rien qu'en Belgique, des centaines de régionales dans le monde ; CRID : répercussion sur 34 organisations composantes ; etc.

De plus, la réalisation de nos produits couvre une période/temps qui va bien au-delà du ponctuel. De deux façons : tout d'abord la qualité des analyses et des ouvrages produits par le CADTM leur permet de durer auprès des groupes ciblés et, ensuite malheureusement, les questions du rapport dette/ajustement structurel, du financement du développement alternatif et de l'application du droit international restent cruciales pour l'ensemble de la période couverte par le programme. L'offre de services est donc réalisée pour répondre de manière adéquate aux attentes des groupes-cibles durant toute la période.

Impact : est-ce que les résultats produits ont agi sur la situation existante (champ social et champ institutionnel) à modifier (image de la réalité) ?

L'offre de service aura un impact :

- Si le secteur visé intègre nos thèmes comme thèmes prioritaires communs ;

Indicateurs : répertoire des déclarations, manifestes, lettres ouvertes, cahiers de revendications élaborés par le secteur visé tout au long du programme de cinq ans ; répertoire du nombre d'initiatives prises par le secteur visé (conférences, publications, etc.) sur nos thèmes.

- Si le secteur visé s'organise en groupes actifs sur les thèmes (groupes d'étudiants universitaires, coalitions locales, nationales, régionales...)

Indicateurs : répertoire des groupes créés tant au Nord qu'au Sud ; amplitude des groupes créés ; nombre de nouveaux adhérents au réseau CADTM.

- Si le secteur visé organise des mobilisations citoyennes sur nos thèmes ;

Indicateurs : nombre de manifestations organisées par le secteur visé ; amplitude de ces manifestations ; extension de la zone géographique où ont lieu ces événements.

- Si les médias augmentent leur couverture sur les thèmes

Indicateurs : nombre d'articles de journaux (presse du secteur) ; extension de la zone géographique couverte par des médias ; nombre d'articles dans les grands médias (sur les thèmes, sur les interventions du CADTM, sur les interventions du secteur visé suite à l'intervention du CADTM) ; évaluation du lectorat ; nombre d'émissions radio/télévisées (sur les thèmes, sur les interventions du CADTM, sur les interventions du secteur visé suite à l'intervention du CADTM) ; évaluation de l'écoute ; nombre de journalistes convaincus par les thèmes.

- Si les décideurs politiques du Nord et du Sud, quels qu'ils soient (ministres, gouvernements, instances européennes, instances multilatérales), infléchissent leurs orientations dans le sens voulu par les thèmes (transparence des débats et des décisions au sein des IFI par exemple)

Indicateurs : répertoire des discours politiques allant dans le sens des thèmes (au Nord et au Sud) (prise en compte des thèmes) ; répertoire des réunions politiques connues où les thèmes ont été abordés (prise en compte) ; changements d'orientation politiques visibles (modification de l'image de la réalité vers la situation souhaitée).

Cadre logique du programme triennal 2008 – 2010